

Rosa Luxemburg

Réforme ou révolution ?
Grève de masse,
parti et syndicats
Oeuvres 1

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Courriel: jmt_sociologue@videotron.ca

Site web pédagogique : <http://www.uqac.ca/jmt-sociologue/>

Dans le cadre de la collection: "Les classiques des sciences sociales"

Site web: http://www.uqac.ca/Classiques_des_sciences_sociales

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web: <http://bibliotheque.uqac.quebec.ca/index.htm>

Table des matières

Introduction

RÉFORME SOCIALE OU RÉVOLUTION ?

Préface de Rosa Luxemburg

Première partie

1. La méthode opportuniste
2. L'adaptation du capitalisme
3. La réalisation du socialisme par des réformes sociales
4. La politique douanière et le militarisme
5. Conséquences pratiques et caractère général du révisionnisme

Deuxième partie

1. Le développement économique et le socialisme
2. Les syndicats, les coopératives et la démocratie politique
3. La conquête du pouvoir politique
4. L'effondrement
5. L'opportunisme en théorie et en pratique

GRÈVE DE MASSE, PARTI ET SYNDICATS

. ←

Une édition électronique produite à partir de l'ouvrage publié par François Maspero, dans la Petite collection Maspero :

Rosa Luxemburg, Oeuvres 1 (Réforme ou révolution ? Grève de masse, parti et syndicats). Paris : Maspero, 1969, 175 pages. Collection 'Petite collection Maspero'.

INTRODUCTION

· ←

Rosa Luxemburg est née le 5 mars 1871¹ dans une petite ville de Pologne russe, à Zamosc. Après des études au lycée de Varsovie, elle entra dans la lutte politique avec le « Parti Révolutionnaire Socialiste Prolétariat », qui devint ensuite le « Prolétariat ».

En 1889 craignant des poursuites policières elle s'enfuit de Varsovie pour Zurich où elle fit des études d'économie politique. Elle y contracta un mariage blanc avec Gustav. Lübeck, afin d'obtenir un passeport. Après la fin de ses études, docteur en économie politique, elle alla s'installer en Allemagne où elle occupa très vite une place importante dans la social-démocratie. Elle collabora à la presse socialiste, dirigeant quelque temps la Sächsische Arbeiterzeitung, puis écrivant régulièrement à la Leipziger Volkszeitung et à la revue théorique dirigée par Kautsky, Die Neue Zeit. Elle s'engagea à fond dans la lutte contre le révisionnisme.

Quelques mois après qu'eut éclaté la première révolution russe, en décembre 1905, elle partit illégalement pour la Pologne où elle se livra à un intense travail de propagande et d'explication politique. Elle fut arrêtée en même temps que son compagnon Leo Jogiches. Libérée sous caution, elle revint en Allemagne après un court séjour en Finlande.

Après 1906 et l'échec de la révolution, elle fut surtout absorbée par son activité de professeur à l'école du Parti nouvellement créée. Ses cours d'économie politique lui inspirèrent son ouvrage théorique le plus important : l'Accumulation du capital, paru en 1913.

Le jour même où le groupe parlementaire socialiste votait, à la stupéfaction générale, les crédits de guerre, le 4 août 1914, un groupe de militants se réunissait chez Rosa Luxemburg : le noyau qui deviendrait en 1916 la Ligue Spartakus était constitué. Dès le mois d'août 1915 paraissaient les Lettres politiques (ou Lettres de Spartakus) rédigées surtout par Rosa Luxemburg, Liebknecht et Mehring. La lutte clandestine contre le militarisme et la guerre devait se poursuivre jusqu'en 1918.

Mais dès le 18 février 1915, Rosa Luxemburg était incarcérée. Libérée en février 1916, elle retournait en prison en juillet de la même année et ne devait en sortir que le 9 novembre 1918, au moment où éclatait la révolution. C'est en prison qu'elle écrivit la brochure Junius et les Lettres de Spartakus, qu'elle travaillait à son Introduction à l'économie politique.

Dès sa sortie de prison Rosa Luxemburg se jeta dans l'action révolutionnaire. Avec Liebknecht elle créa le journal Die rote Fahne. De toutes ses forces elle s'opposait à la ligne suivie par les majoritaires (Ebert-Scheidemann). Elle contribua à la fondation du Parti Communiste Allemand (Ligue Spartakus) en décembre 1918. La contre-révolution battait son plein. La première semaine de janvier, les spartakistes lançaient une insurrection armée à Berlin : bien qu'elle fut opposée à cette offensive, une fois la décision prise, Rosa

¹ La date de la naissance de Rosa Luxemburg était incertaine. C'est Peter Nettel (lui, dans sa biographie de Rosa Luxemburg (à paraître prochainement chez Maspero), l'a établie de manière convaincante.

Luxemburg se lança dans la bataille. Ce fut la fameuse semaine sanglante de Berlin ; le soulèvement spartakiste fut sauvagement écrasé. Rosa Luxemburg et Liebknecht furent arrêtés le 15 janvier par les troupes gouvernementales et assassinés (« abattus au cours d'une tentative de fuite »). Le corps de Rosa Luxemburg fut retrouvé plusieurs mois après dans le Landwehrkanal. Ses assassins furent acquittés.

Le premier texte politique de Rosa Luxemburg publié dans ce volume, **Réforme ou révolution ?** est une réponse à une série d'écrits de Bernstein : aux articles publiés par Bernstein dans la *Neue Zeit* en 1897-1898 sous le titre *Probleme des Sozialismus*, Rosa Luxemburg répliqua par des articles parus dans la *Leipziger Volkszeitung* du 21 au 28 septembre 1898 : ce sont ces articles qu'elle réunit dans la première partie de la brochure **Réforme ou révolution ? La deuxième partie est une critique du livre de Bernstein** : *Die Voraussetzungen des Sozialismus und die Aufgabe der Sozialdemokratie* (Les fondements du socialisme et les tâches de la social-démocratie) paru en 1899.

En 1890, après l'abolition de la loi d'exception contre les socialistes le Parti connut un essor foudroyant : ses succès électoraux étaient éclatants, à tel point que les socialistes se demandaient après chaque élection si l'on n'allait pas abolir ou restreindre le suffrage universel pour les élections au Reichstag. Le nombre de ses adhérents croissait également de manière vertigineuse, et encore plus celui des adhérents aux syndicats (qui étaient passés de 300 000 en 1890 à 2 500 000 en 1914). Cette croissance du Parti coïncidait avec une période d'essor économique. Après le krach de 1873 le développement industriel de l'Allemagne fit un nouveau bond ; il fut accéléré par la poussée colonialiste et impérialiste qui débuta en Allemagne dans les années 80. La concentration du capital prit des dimensions jusqu'alors inconnues en Europe.

Le niveau de vie des ouvriers allemands s'éleva parallèlement. Pendant la période même de la loi d'exception Bismarck avait pour faire échec à la propagande socialiste, fondé le premier système européen d'assurances sociales. Quand le Parti ne fut plus persécuté naquirent des sortes d'« îlots » socialistes : les coopératives. Le mouvement ouvrier conscient de sa force et de son organisation visait non seulement dans sa pratique quotidienne à la poursuite des conquêtes sociales, telles que la journée de huit heures, mais surtout à l'instauration d'une démocratie politique de type libéral : l'échec de la révolution de 1848 avait restauré un ordre où les anciennes puissances féodales détenaient une bonne partie du pouvoir : les hobereaux prussiens, les grands propriétaires terriens, les militaires.

Les plus fortes attaques des social-démocrates étaient dirigées contre ces puissances. En revanche ils appuyaient et parfois surestimaient tout ce qui pouvait préfigurer un ordre démocratique bourgeois. C'est ainsi que dans le Sud de l'Allemagne où contrairement à la Prusse les élections au Parlement local (ou Landtag) se faisaient au suffrage universel, la participation socialiste à la politique de gestion du Land était beaucoup plus « positive » que dans le Nord ; on allait même jusqu'à voter régulièrement le budget, ce qui était contraire à la tradition socialiste et suscita de vives critiques.

Cette pratique opportuniste dans le Parti et les syndicats n'avait pas, avant Bernstein, trouvé d'expression théorique. Au contraire, on voyait coexister dans le Parti une politique réformiste - à propos de laquelle on ne se posait pas de questions - et une théorie marxiste « orthodoxe » dont le gardien le plus jaloux était Kautsky et qui s'exprimait par une opposition absolue de principes contre la politique gouvernementale et le système capitaliste, ainsi qu'une croyance en la révolution socialiste, dont la date et les circonstances restaient très vagues dans les esprits, Ainsi le mouvement ouvrier allemand vivait à l'écart du reste de

la nation dans une sorte de ghetto idéologique, tandis que la pratique quotidienne du Parti et des syndicats se préoccupait surtout de la conquête progressive d'avantages matériels.

Bernstein, par les thèses contenues dans ses articles et dans son livre, fit éclater la contradiction. Sa théorie était la suivante : Marx avait prédit l'effondrement inévitable du capitalisme et la révolution socialiste dans un avenir proche. Or sa Prédiction semblait infirmée par les faits. Non seulement le cycle décennal des crises était rompu, mais la prospérité économique s'affirmait. Après la grande crise de 1873 le capitalisme avait manifesté une vigueur et une élasticité étonnantes. Marx avait analysé une tendance à la concentration croissante du capital. Bernstein affirme au contraire que les petites entreprises non seulement survivent mais encore s'accroissent en nombre. Comme facteur d'adaptation du capitalisme, Bernstein souligne le rôle du crédit. Puisque, selon lui, on ne peut s'attendre à une crise catastrophique du capitalisme, le parti socialiste doit se donner pour tâche le passage insensible et pacifique au socialisme (*das Hineinwachsen in den Sozialismus*). L'essentiel à ses yeux n'est plus le but du socialisme : la prise du pouvoir politique par le prolétariat, mais le mouvement par lequel le Parti avance pas à pas dans la voie des conquêtes sociales. Comme exemple de ces conquêtes pacifiques et progressives du socialisme, Bernstein cite les coopératives ouvrières. Comparant l'action concrète réformiste du Parti avec ses principes révolutionnaires, Bernstein estime que le Parti doit mettre en accord la théorie et la praxis, et procéder à une révision des thèses marxistes : le Parti doit avoir « le courage de paraître ce qu'il est aujourd'hui en réalité : un parti réformiste, démocrate socialiste » (*Voraussetzungen*, p. 162). Le livre de Bernstein eut un grand retentissement et souleva de vives protestations. On cite souvent le passage d'une lettre d'Ignace Auer à Bernstein : « Ede, tu es un âne, on n'écrit pas ces choses, on les pratique. »

Le premier, Belford Dax vit le danger, suivi par Kautsky et Parvus. Ce dernier attaqua Bernstein dans la *Sächsische Arbeiter-Zeitung*. Mais c'est Rosa Luxemburg qui alla le plus loin dans l'analyse et la critique des thèses bernsteiniennes. Elle ne se contenta pas d'en appeler aux sacro-saints principes du marxisme orthodoxe contre l'hérésie bernsteinienne : elle montra le lien vivant et dialectique qui unit la théorie et la pratique. Dans la première partie de l'ouvrage, elle analyse, pour la réfuter, toute l'argumentation de Bernstein concernant la souplesse d'adaptation du capitalisme. En particulier elle montre très bien que le crédit, loin d'être un facteur d'adaptation en temps de crise, ne fait que rendre celle-ci plus aiguë et précipite la chute du capitalisme. Elle se moque de l'importance attribuée par Bernstein aux coopératives : il n'est pas vrai que le système coopératif, s'étende peu à peu pour envahir toute l'économie capitaliste; au contraire il se réduit aux modestes coopératives de consommation.

Mais c'est dans la seconde partie de sa brochure que Rosa Luxemburg va le plus loin dans son analyse. Elle établit le lien entre la pratique opportuniste - qui a toujours existé de manière empirique dans le Parti - et la théorie bernsteinienne ; elle montre que l'opportunisme se caractérise par une méfiance générale à l'égard de la théorie et par la volonté de séparer nettement la pratique quotidienne d'une théorie dont on sait - ou veut - qu'elle reste sans conséquence sur le plan de la lutte. Pour elle, le marxisme n'est pas un assemblage de dogmes sans vie, ni une doctrine vivante ayant des applications pratiques dans tous les domaines. Ici sans doute sa critique est plus pénétrante que celle de Kautsky qui foudroie l'hérétique au nom des grands principes intangibles du marxisme. Pour Rosa Luxemburg les principes du marxisme ne sont pas figés; elle y discerne surtout une méthode et une doctrine inspirées de l'histoire, elle en use comme d'une arme toujours actuelle. Même si Marx a pu se tromper quant à l'estimation de la date et des circonstances de l'effondrement du capitalisme, quant à la périodicité et à la fréquence des crises, cela n'implique pas que cet effondrement ne se produira pas. Abandonner le but du socialisme, c'est, en bonne dialectique, abandonner

aussi les moyens de lutte, car détournés de leur fin ceux-ci perdent tout caractère révolutionnaire. Enfin, pour elle, Bernstein abandonne complètement le terrain de la lutte des classes, sous-estimant ou niant la résistance de la bourgeoisie aux conquêtes pratiques du mouvement ouvrier. Certes Rosa Luxemburg ne veut pas renoncer à la lutte pour les réformes sociales; mais cette lutte ne vise pas seulement à conquérir des avantages pratiques; si elle n'est pas orientée vers la prise du pouvoir politique par le prolétariat, elle perd tout caractère révolutionnaire.

De cette querelle qui passionna le socialisme européen au tournant du siècle, le marxisme « orthodoxe » sortit vainqueur. Mais Rosa Luxemburg avait espéré que la condamnation officielle de Bernstein et de ses amis aboutirait à leur exclusion du Parti. La première édition de sa brochure contenait un certain nombre d'allusions à cet espoir qui ne fut pas exaucé. Malgré la condamnation des thèses révisionnistes, la pratique opportuniste ne cessa de se développer dans le Parti et surtout dans les syndicats, dont le rôle allait être de plus en plus considérable. Il y aura un glissement inavoué du Parti vers la droite qui ira en s'accroissant jusqu'en 1914.

Cependant en 1905 un sursaut secouait toute l'Europe la Révolution russe, remplissant d'espoir les masses prolétariennes de tous les pays. Elle débuta, on le sait, le 22 janvier 1905, le dimanche rouge. Rosa Luxemburg décrit assez les événements et le climat politique de la Russie pour qu'il soit inutile d'y revenir ici. Elle-même, après quelques mois où, malade, elle dut se contenter d'un travail de propagande et d'explication en Allemagne même, partit en 1905 sous un faux nom pour Varsovie; elle jugeait que sa place était là où l'on se battait.

En Pologne, son activité illégale de propagande fut bientôt stoppée, elle fut arrêtée le 4 mars 1906 et incarcérée à Varsovie. Mais sa mauvaise santé lui permit d'être libérée sous caution et, citoyenne allemande, elle put quitter la Pologne le 31 juillet suivant. Elle se rendit en Finlande à Knokkala : c'est là qu'en quelques semaines elle écrivit *Grève de masse, Parti et Syndicat*.

La brochure était écrite à l'intention du parti allemand et devait paraître avant le congrès de Mannheim en septembre 1906. Rosa Luxemburg tirait les leçons des événements russes pour la classe ouvrière allemande. Elle entendait se démarquer des analyses très superficielles faites dans la presse socialiste allemande (en particulier dans le *Vorwärts*) où l'enthousiasme soulevé par la Révolution russe s'accompagnait de considérations sur le caractère spécifiquement russe des événements : le S. P. D. avait conscience, étant par le nombre, la force et l'organisation le premier parti socialiste européen, de n'avoir à recevoir de leçons de personne.

Or, pour Rosa Luxemburg, les leçons à tirer de la Révolution sont nombreuses. Et d'abord les masses ont expérimenté une arme nouvelle qui a démontré son efficacité : la grève de masse.

Certes, les discussions sur la grève de masse politique n'étaient nouvelles ni en Allemagne ni dans l'Internationale. Tout d'abord, il faut remarquer que l'on a employé ce terme pour prendre des distances à l'égard du concept anarchiste de la grève générale. Rosa Luxemburg s'en explique au début de sa brochure à propos des attaques d'Engels contre le bakounisme. Les idées anarchistes, moins répandues dans le parti allemand que dans les partis des pays latins, avaient été défendues par le groupe des « jeunes » (devenus plus tard les « indépendants »). Sous l'influence d'Engels et de Wilhelm Liebknecht ils avaient été rapidement réduits au silence. La lutte contre le révisionnisme avait pris la relève de la lutte contre l'anarchisme.

Dès 1893, au Congrès international de Zurich, Kautsky avait proposé que l'on fît une distinction entre la grève générale anarchiste et la grève de masse à caractère politique, recommandant sinon l'emploi, du moins la discussion de cette tactique éventuelle du mouvement ouvrier. Cette idée lui était inspirée par les récents événements de Belgique où le parti socialiste avait obtenu des concessions importantes dans le domaine du suffrage universel, grâce à un mouvement massif de grèves. Dans les pays L'Europe occidentale, ce fut précisément, jusqu'en 1905, à propos du suffrage universel que furent déclenchées les grèves de masse de caractère politique : en Belgique encore, en 1902 - cette fois le mouvement se solda par un échec - en France à Carmaux, pour des élections municipales, en Italie et en Autriche enfin, pour le suffrage universel égalitaire. Si bien que dans les différents partis socialistes l'idée de la grève de masse était liée à l'idée de la conquête ou de la défense du suffrage universel. Le parti allemand était resté extrêmement réservé dans la discussion, craignant une résurgence des idées anarchistes. L'un des premiers, Parvus avait défendu l'idée de la grève de masse politique comme arme possible du prolétariat. En 1902 Rosa Luxemburg avait fait paraître dans la *Neue Zeit* une série d'articles intitulés *Das belgische Experiment* (L'expérience belge) où seule dans le parti allemand elle donnait pour cause principale de la défaite belge l'alliance avec les libéraux. En 1904, au Congrès d'Amsterdam, fut adoptée une résolution admettant la grève de masse comme le dernier recours du prolétariat pour la défense des droits électoraux, comme une arme purement défensive. C'est cette doctrine qui prévalut à l'intérieur du Parti allemand. Personne n'imaginait une grève de masse offensive et révolutionnaire jusqu'au moment où les événements russes vinrent renverser toutes les conceptions reçues.

Ce sont ces conceptions reçues que Rosa Luxemburg veut ébranler par son analyse de la Révolution russe. Son livre, s'adressant au parti allemand, ne tire des événements que les leçons qui peuvent s'appliquer directement au mouvement ouvrier allemand : c'est ainsi qu'elle laisse de côté tout ce qui touche à l'insurrection armée (problème qu'elle avait traité dans ses écrits polonais). Elle propose, non pas un modèle de révolution mais l'emploi tactique d'une arme révolutionnaire qui a fait ses preuves.

Ce qui a frappé non seulement ses contemporains, mais la postérité, c'est un certain nombre d'idées nouvelles contenues dans son livre.

Soulignons d'abord l'importance accordée au fait que des masses jusqu'alors inorganisées se joignent à un mouvement révolutionnaire et en assurent le succès.

Contrairement à l'idée adoptée en Allemagne où l'on accordait une importance de plus en plus considérable à l'organisation et à la discipline du Parti, Rosa Luxemburg montre qu'en Russie ce n'est pas l'organisation qui a créé la Révolution, mais la Révolution qui a produit l'organisation en de nombreux endroits : en pleine bataille de rues se créaient des syndicats et tout un réseau d'organisations ouvrières. Loin de penser avec les syndicalistes allemands que pour entreprendre une action révolutionnaire de masse il fallait attendre que la classe ouvrière fût, sinon entièrement, du moins assez puissamment organisée, elle estime au contraire que c'est d'une action spontanée de la masse que naît l'organisation. Il a été beaucoup écrit à propos de l'idée luxemburgienne de la spontanéité et il a surgi un certain nombre de malentendus. Rosa Luxemburg part il est vrai du postulat implicite que les masses prolétaires sont spontanément révolutionnaires et qu'il suffit d'un incident mineur pour déclencher une action révolutionnaire d'envergure. Cette thèse sous-tend tout son livre. Mais son optimisme ne s'accompagne pas a priori d'une méfiance quand au rôle du Parti dans la Révolution ; du moins dans cet écrit et à cette date Rosa Luxemburg n'oppose pas la masse

révolutionnaire au Parti, ses attaques sont dirigées non contre le Parti allemand mais contre les syndicats, dont elle juge l'influence néfaste et le rôle le plus souvent démobilisateur.

Quant au Parti, sa fonction doit consister non pas à déclencher l'action révolutionnaire : ceci est une thèse commune, écrit-elle, à Bernstein et aux anarchistes - qu'ils se fassent les champions ou les détracteurs de la grève de masse. On ne décide pas par une résolution de Congrès la grève de masse à tel jour, à telle heure. De même on ne décrète pas artificiellement que la grève restera limitée à tel objectif, par exemple à la défense des droits parlementaires : cette conception est dérisoire et sans cesse démentie par les faits, Le Parti doit - si l'on ose employer ce terme - coller au mouvement de masse ; une fois la grève spontanément déclenchée il a pour tâche de lui donner un contenu politique et des mots d'ordre justes. S'il n'en a pas l'initiative, il en a la direction et l'orientation politique. C'est seulement ainsi qu'il empêchera l'action de se perdre ou de refluer dans le chaos.

2° Une autre idée originale qui parcourt l'ouvrage, c'est celle d'un lien vivant et dialectique entre la grève économique et la grève politique. Dans une période révolutionnaire, il est impossible de tracer une frontière rigide entre les grèves revendicatives et les grèves purement politiques : tantôt les grèves économiques prennent à un certain moment une dimension politique, tantôt c'est une grève politique puissante qui se disperse en une infinité de mouvements revendicatifs partiels. Elle va plus loin : la révolution, c'est précisément la synthèse vivante des luttes politiques et des luttes revendicatives. Loin d'imaginer la révolution sous la forme d'un acte unique et bref, d'une sorte de putsch de caractère blanquiste, Rosa Luxemburg pense que le processus révolutionnaire est un mouvement continu caractérisé précisément par une série d'actions à la fois politiques et économiques. C'est pourquoi elle pose en termes absolument nouveaux la question du succès ou de l'échec de la révolution : si la révolution n'est pas un acte unique, mais une série d'actions s'étendant sur une période plus ou moins longue, un échec momentané ne met pas tout le mouvement en cause. Bien plus, de son point de vue, la révolution ne se produit jamais prématurément : ce n'est qu'après un certain nombre de victoires et de reculs que le prolétariat s'emparera du pouvoir politique et le conservera.

Certes l'on peut objecter que Rosa Luxemburg écrivit son livre à l'apogée du mouvement révolutionnaire russe et que son optimisme a été démenti par les faits ultérieurs. Cependant il reste l'idée importante que c'est l'action révolutionnaire elle-même qui est la meilleure école du prolétariat. Ce n'est pas la théorie ni l'organisation classique qui forment et éduquent le milieu et la classe ouvrière, c'est la lutte. Dans la lutte seule le prolétariat prendra conscience de ses problèmes et de sa force.

Rosa Luxemburg conclut par ce qui peut sembler un paradoxe : ce n'est pas la révolution qui crée la grève de masse, mais la grève de masse qui produit la révolution. Mieux : révolution et grève de masse sont identiques.

Quelques mots sur l'édition de ces textes : nous avons traduit d'après la deuxième édition des deux écrits, éditions revues par Rosa Luxemburg elle-même. Elle avait jugé anachroniques certains points de vue exprimés dans l'une et l'autre brochure. Nous n'avons donné en note qu'un seul passage de la première édition qui nous paraissait particulièrement significatif.

Irène PETIT.

Réforme sociale ou révolution ?

↳

Préface

Par Rosa Luxemburg

. ←

Le titre de cet ouvrage peut surprendre au premier abord. Réforme sociale ou révolution? La social-démocratie peut-elle donc être contre les réformes sociales ? Ou peut-elle imposer la révolution sociale, le bouleversement de l'ordre établi, qui est son but final, à la réforme sociale ? Assurément non ! Pour la social-démocratie, lutter à l'intérieur même du système existant, jour après jour, pour les réformes, pour l'amélioration de la situation des travailleurs, pour des institutions démocratiques, c'est la seule manière d'engager la lutte de classe prolétarienne et de s'orienter vers le but final, c'est-à-dire de travailler à conquérir le pouvoir politique et à abolir le système du salaire. Entre la réforme sociale et la révolution, la social-démocratie voit un lien indissoluble : la lutte pour la réforme étant le moyen, et la révolution sociale le but.

Ces deux éléments du mouvement ouvrier, nous les trouvons opposés pour la première fois dans les thèses d'Edouard Bernstein, telles qu'elles sont exposées dans ses articles sur les « Problèmes du socialisme », parus dans la *Neue Zeit* en 1897-1898, ou encore dans son ouvrage intitulé : *Die Voraussetzungen des Sozialismus und die Aufgaben der Sozialdemokratie*¹. Sa théorie tout entière tend pratiquement à une seule chose : à nous faire abandonner le but final de la social-démocratie, la révolution sociale, et à faire inversement de la réforme sociale, simple moyen de la lutte de classe, son but ultime. Bernstein lui-même a formulé ses opinions de la façon la plus nette et la plus caractéristique, écrivant : « Le but final, quel qu'il soit, n'est rien, le mouvement est tout ».

Or le but final du socialisme est le seul élément décisif distinguant le mouvement socialiste de la démocratie bourgeoise et du radicalisme bourgeois, le seul élément qui, plutôt que de donner au mouvement ouvrier la vaine tâche de replâtrer le régime capitaliste pour le sauver, en fait une lutte de classe contre ce régime, pour l'abolition de ce régime ; ceci étant, l'alternative posée par Bernstein : « réforme sociale ou révolution » équivaut pour la social-démocratie à la question : être ou ne pas être.

Dans la controverse avec Bernstein et ses partisans, ce qui est en jeu - et chacun, dans le parti, doit en être conscient - c'est non pas telle ou telle méthode de lutte, non pas l'emploi de telle ou telle tactique, mais l'existence tout entière du mouvement socialiste.

Or, il est doublement important pour les travailleurs d'en avoir conscience parce que c'est d'eux, très précisément, qu'il s'agit et de leur influence dans le mouvement, parce que c'est leur propre peau qu'on veut vendre ici. Le courant opportuniste à l'intérieur du parti, qui a trouvé, grâce à Bernstein, sa formulation théorique, n'est rien d'autre qu'une tentative inconsciente d'assurer la prédominance aux éléments petit-bourgeois venus au parti, et d'infléchir la pratique, de transformer les objectifs du parti dans leur esprit.

¹ Paru en français sous le titre : *Socialisme théorique et social-démocratie pratique*, Paris, Stock 3e éd. 1912. (N. d. T.).

L'alternative : réforme sociale ou révolution, but final ou mouvement, est, sous une autre face, l'alternative du caractère petit-bourgeois ou prolétarien du mouvement ouvrier.

ROSA LUXEMBURG.

Première partie

1. La méthode opportuniste

. ←

S'il est vrai que les théories sont les images des phénomènes du monde extérieur reflétées dans le cerveau humain, il faut ajouter, en ce qui concerne les thèses de Bernstein, que ce sont des images renversées. La thèse de l'instauration du socialisme par le moyen de réformes sociales, après l'abandon définitif des réformes en Allemagne ! La thèse d'un contrôle des syndicats sur la production - après la défaite des constructeurs de machines anglais ! La thèse d'une majorité parlementaire socialiste - après la révision de la constitution saxonne et les attentats contre le suffrage universel au Reichstag ¹. Cependant, l'essentiel de la théorie de Bernstein n'est pas sa conception des tâches pratiques de la social-démocratie ; ce qui compte, c'est la tendance objective de l'évolution de la société capitaliste et qui va de pair avec cette conception. D'après Bernstein, un effondrement total du capitalisme est de plus en plus improbable, parce que d'une part le système capitaliste fait preuve d'une capacité d'adaptation de plus en plus grande, et que, d'autre part, la production est de plus en plus différenciée. D'après Bernstein, la capacité d'adaptation du capitalisme se manifeste 1° dans le fait qu'il n'y a plus de crise générale ; ceci, on le doit au développement du crédit, des organisations patronales, des communications, et des services d'information ; 2° dans la survie tenace des classes moyennes, résultat de la différenciation croissante des branches de la production et de l'élévation de larges couches du prolétariat au niveau des classes moyennes ; 3° enfin, dans l'amélioration de la situation économique et politique du prolétariat, grâce à l'action syndicale.

Ces observations entraînent des conséquences générales pour la lutte pratique de la social-démocratie : celle-ci, selon Bernstein, ne doit pas viser à conquérir le pouvoir politique, mais à améliorer la situation de la classe ouvrière et à instaurer le socialisme non pas à la suite d'une crise sociale et politique, mais par une extension graduelle du contrôle social de l'économie et par l'établissement progressif d'un système de coopératives.

Bernstein lui-même ne voit rien de nouveau dans ces thèses. Il pense tout au contraire qu'elles sont conformes aussi bien à certaines déclarations de Marx et d'Engels qu'à l'orientation générale prise jusqu'à présent par la social-démocratie.

Il est cependant incontestable que la théorie de Bernstein est en contradiction absolue avec les principes du socialisme scientifique. Si le révisionnisme consistait seulement à prédire une évolution du capitalisme beaucoup plus lente que l'on a coutume de se la figurer,

¹ Chaque État (Land) de l'Empire allemand avait sa constitution et son Parlement (Landtag). Après l'expansion considérable du mouvement socialiste, dès l'abolition de la loi d'exception, la Saxe avait instauré un système électoral analogue à celui existant en Prusse et fondé sur les catégories de revenus (Dreiklassenwahl). (N.d.T.)

on pourrait seulement en déduire un ajournement de la conquête du pouvoir par le prolétariat; dans la pratique, il en résulterait simplement un ralentissement de la lutte.

Mais il ne s'agit pas de cela. Ce que Bernstein remet en cause, ce n'est pas la rapidité de l'évolution, mais l'évolution elle-même de la société capitaliste et de ce fait même le passage au socialisme. Dans la thèse socialiste affirmant que le point de départ de la révolution socialiste serait une crise générale et catastrophique, il faut à notre avis distinguer deux choses : l'idée fondamentale qu'elle contient et sa forme extérieure.

L'idée est celle-ci : on suppose que le régime capitaliste fera naître de lui-même, à partir de ses propres contradictions internes, le moment où son équilibre sera rompu et où il deviendra proprement impossible. Que l'on ait imaginé ce moment sous la forme d'une crise commerciale générale et catastrophique, on avait de bonnes raisons de le faire, mais c'est finalement un détail accessoire pour l'idée fondamentale elle-même. En effet, le socialisme scientifique s'appuie, on le sait, sur trois données du capitalisme : 1° sur l'anarchie croissante de l'économie capitaliste qui en entraînera fatalement l'effondrement ; 2° sur la socialisation croissante du processus de la production qui crée les premiers fondements positifs de l'ordre social à venir ; 3° enfin sur l'organisation et la conscience de classe croissantes du prolétariat qui constituent l'élément actif de la révolution imminente.

Bernstein élimine le premier de ces fondements du socialisme scientifique : il prétend que l'évolution du capitalisme ne s'oriente pas dans le sens d'un effondrement économique général. De ce fait, ce n'est pas une forme déterminée de l'écroulement du capitalisme qu'il rejette, mais cet écroulement lui-même. Il écrit textuellement : « On pourrait objecter que lorsqu'on parle de l'écroulement de la société actuelle, on a autre chose en vue qu'une crise commerciale générale et plus forte que les autres, à savoir un écroulement complet du système capitaliste par suite de ses propres contradictions. »

Il réfute cette objection en ces termes : « Un écroulement complet et à peu près général du système de production actuel est, du fait du développement croissant de la société, non pas plus probable, mais plus improbable, parce que celui-ci accroît d'une part, la capacité d'adaptation, et d'autre part - ou plutôt, simultanément - la différenciation de l'industrie. » (Neue Zeit, 1897-1898, V, 18, p. 555).

Mais alors une grande question se pose : atteindrons-nous le but final où tendent nos aspirations et, si oui, pourquoi et comment? Pour le socialisme scientifique la nécessité historique de la révolution socialiste est surtout démontrée par l'anarchie croissante du système capitaliste qui enferme celui-ci dans une impasse. Mais si l'on admet l'hypothèse de Bernstein : l'évolution du capitalisme ne s'oriente pas dans le sens de l'effondrement - alors le socialisme cesse d'être une nécessité objective. Il ne reste plus, des fondements scientifiques du socialisme, que les deux autres données du système capitaliste - la socialisation du processus de production et la conscience de classe du prolétariat. C'est bien, en effet, ce à quoi Bernstein faisait allusion dans le passage suivant : « [Refuser l'effondrement de la thèse du capitalisme]. n'affaiblit aucunement la force de conviction de la pensée socialiste. Car en examinant de plus près tous les facteurs d'élimination ou de modification des anciennes crises, nous constatons qu'ils sont tout simplement les prémisses ou même les germes de la socialisation de la production et de l'échange » (Neue Zeit, 1897-1898, V, no 18, page 554).

Il suffit d'un coup d'œil pour apercevoir l'inexactitude de ces conclusions. Les phénomènes désignés par Bernstein comme étant les signes de l'adaptation du capitalisme : les cartels, le crédit, les moyens de communication perfectionnés, l'élévation du niveau de vie de la classe ouvrière, signifient simplement ceci : ils abolissent, ou du moins atténuent, les

contradictions internes de l'économie capitaliste, les empêchent de se développer et de s'exaspérer, Ainsi la disparition des crises signifie l'abolition de l'antagonisme entre la production et l'échange sur une base capitaliste ; ainsi l'élévation du niveau de vie de la classe ouvrière soit comme telle, soit dans la mesure où une partie des ouvriers passe à la classe moyenne, signifie l'atténuation de l'antagonisme entre le capital et le travail. Si les cartels, le système du crédit, les syndicats, etc., abolissent les contradictions capitalistes, sauvant ainsi le système capitaliste de la catastrophe (c'est pourquoi Bernstein les appelle des « facteurs d'adaptation ») comment peuvent-ils en même temps constituer les « prémisses ou même les germes » du socialisme ? Il faut sans doute comprendre qu'ils font ressortir plus nettement le caractère social de la production. Mais en en conservant la forme capitaliste ils rendent superflu le passage de cette production socialisée à la production socialiste. Aussi peuvent-ils être des prémisses et des germes du socialisme au sens théorique et non pas au sens historique du terme, phénomènes dont nous savons, par notre conception du socialisme, qu'ils sont apparentés avec lui mais ne suffisent pas à l'instaurer et moins encore à le rendre superflu. Il ne reste donc plus, comme fondement du socialisme, que la conscience de classe du prolétariat. Mais même celle-ci ne reflète plus sur le plan intellectuel les contradictions internes toujours plus flagrantes du capitalisme ou l'imminence de son effondrement, puisque les « facteurs d'adaptation » empêchent celui-ci de se produire ; elle se réduit donc à un idéal, dont la force de conviction ne repose plus que sur les perfections qu'on lui attribue.

En un mot, cette théorie fait reposer le socialisme sur la « connaissance pure » autrement dit en termes clairs, il s'agit d'un fondement idéaliste du socialisme, excluant la nécessité historique : le socialisme ne s'appuie plus sur le développement matériel de la société. La théorie révisionniste est confrontée à une alternative : ou bien la transformation socialiste de la société est la conséquence, comme auparavant, des contradictions internes du système capitaliste, et alors l'évolution du système inclut aussi le développement de ses contradictions, aboutissant nécessairement un jour ou l'autre à un effondrement sous une forme Ou sous un autre ; en ce cas, même les « facteurs d'adaptation » sont inefficaces, et la théorie de la catastrophe est juste. Ou bien les « facteurs d'adaptation » sont capables de prévenir réellement l'effondrement du système capitaliste et d'en assurer la survie, donc d'abolir ces contradictions, en ce cas, le socialisme cesse d'être une nécessité historique ; il est alors tout ce que l'on veut sauf le résultat du développement matériel de la société. Ce dilemme en engendre un autre : ou bien le révisionnisme a raison quant au sens de l'évolution du capitalisme - en ce cas la transformation socialiste de la société est une utopie ; ou bien le socialisme n'est pas une utopie, et en ce cas la théorie des « facteurs d'adaptation » ne tient pas.

That is the question : c'est là toute la question.

2. L'adaptation du capitalisme

↳

Les moyens d'adaptation les plus efficaces de l'économie capitaliste sont l'institution du crédit, l'amélioration des moyens de communication, et les organisations patronales ¹.

Commençons par le crédit. De ses multiples fonctions dans l'économie capitaliste, la plus importante consiste à accroître la capacité d'extension de la production et à faciliter l'échange. Au cas où la tendance interne de la production capitaliste à un accroissement illimité se heurte aux limites de la propriété privée, aux dimensions restreintes du capital privé, le crédit apparaît comme le moyen de surmonter ces limites dans le cadre du capitalisme ; il intervient pour concentrer un grand nombre de capitaux privés en un seul - c'est le système des sociétés par actions - et pour assurer aux capitalistes la disposition de capitaux étrangers - c'est le système du crédit industriel. Par ailleurs, le crédit commercial accélère l'échange des marchandises, donc le reflux du capital dans le circuit de la production. On se rend aisément compte de l'influence qu'exercent ces deux fonctions essentielles du crédit sur la formation des crises. On sait que les crises résultent de la contradiction entre la capacité d'extension, la tendance à l'expansion de la production d'une part, et la capacité de consommation restreinte du marché d'autre part; en ce sens le crédit est précisément, nous l'avons vu plus haut, le moyen spécifique de faire éclater cette contradiction aussi souvent que possible. Tout d'abord, il augmente la capacité d'extension de la production dans des proportions gigantesques ; il est la force motrice interne qui la pousse à dépasser constamment les limites du marché. Mais il frappe de deux côtés. En sa qualité de facteur de la production, il a contribué à provoquer la surproduction ; en sa qualité de facteur d'échange il ne fait, pendant la crise, qu'aider à la destruction radicale des forces productives qu'il a lui-même mises en marche.

Dès les premiers symptômes d'engorgement du marché, le crédit fond ; il abandonne la fonction de l'échange précisément au moment où celui-ci serait indispensable ; il révèle son inefficacité et son inutilité quand il existe encore, et contribue au cours de la crise à réduire au minimum la capacité de consommation du marché. Nous avons cité les deux effets principaux du crédit ; il agit encore diversement sur la formation des crises. Non seulement il offre au capitaliste la possibilité de recourir aux capitaux étrangers, mais encore il l'encourage à faire un usage hardi et sans scrupules de la propriété d'autrui, autrement dit il l'incite à des spéculations hasardeuses. Ainsi, en qualité de facteur secret d'échange de marchandises, non seulement il aggrave la crise, mais encore il facilite son apparition et son extension, en faisant de l'échange un mécanisme extrêmement complexe et artificiel, ayant pour base réelle un minimum d'argent métallique ; de ce fait, il provoque, à la moindre occasion, des troubles dans ce mécanisme. Ainsi le crédit, loin de contribuer à abolir ou même à atténuer les crises, en est au contraire un agent puissant. Il ne peut d'ailleurs en être autrement. La fonction spécifique du crédit consiste - très généralement parlant - à corriger tout ce que la système capitaliste peut avoir de rigidité en y introduisant toute l'élasticité

¹ Rosa Luxemburg appelle ainsi les diverses formes modernes de concentration de capital : trusts, cartels, etc. (N. d. T.)

possible, à rendre toutes les forces capitalistes extensibles, relatives et sensibles. Il ne fait évidemment ainsi que faciliter et qu'exaspérer les crises, celles-ci étant définies comme le heurt périodique entre les forces contradictoires de l'économie capitaliste.

Ceci nous amène à une autre question : comment le crédit peut-il apparaître comme un « facteur d'adaptation » du capitalisme ? Sous quelque forme qu'on s'imagine cette adaptation, sa fonction ne pourrait consister qu'à réduire un antagonisme quelconque du capitalisme, à en résoudre ou en atténuer une contradiction en débloquent des forces grippées à tel ou tel point du mécanisme. Or, s'il existe un moyen d'exaspérer au plus haut point les contradictions de l'économie capitaliste actuelle, c'est bien le crédit. Il aggrave la contradiction entre le mode de production et le mode d'échange en favorisant au maximum la tendance à l'expansion de la production, tout en paralysant l'échange à la moindre occasion. Il aggrave la contradiction entre le mode de production et le mode d'appropriation en séparant la production de la propriété, en transformant le capital en capital social ; mais par ailleurs en donnant à une partie du profit la forme d'intérêt du capital, donc en le réduisant à être un simple titre de propriété. Il aggrave la contradiction entre les rapports de propriété et les rapports de production, en expropriant un grand nombre de petits capitalistes et en concentrant entre les mains de quelques-uns des forces productives considérables. Il aggrave la contradiction entre le caractère social de la production et le caractère privé de la propriété capitaliste en rendant nécessaire l'intervention de l'État dans la production (création de sociétés par actions).

En un mot, le crédit ne fait que reproduire les contradictions cardinales du capitalisme, il les exaspère, il accélère l'évolution qui en précipitera l'anéantissement, l'effondrement. Le premier moyen d'adaptation du capitalisme quant au crédit devait être la suppression du crédit, l'abolition de ses effets. Tel qu'il est, celui-ci ne constitue nullement un moyen d'adaptation, mais un facteur de destruction à l'effet profondément révolutionnaire. Ce caractère révolutionnaire qui conduit le crédit à dépasser le capitalisme n'a-t-il pas été jusqu'à inspirer des plans de réforme d'esprit plus ou moins socialiste ? Il n'est qu'à voir ce grand représentant du crédit qu'est en France un Isaac Péreire ¹ et que ces plans de réforme font apparaître, selon Marx, à moitié comme un prophète et à moitié comme une canaille.

Tout aussi fragile apparaît, quand on l'examine de plus près, le deuxième facteur d'adaptation de la production - les organisations patronales. D'après la théorie de Bernstein, elles doivent, en réglementant la production, mettre fin à l'anarchie et prévenir l'apparition des crises. Sans doute le développement des cartels et des trusts est-il un phénomène dont on n'a pas encore étudié toutes les diverses conséquences économiques. Il constitue un problème qu'on ne peut résoudre qu'à l'aide de la doctrine marxiste. En tout cas une chose est certaine : les associations patronales ne réussiraient à endiguer l'anarchie capitaliste que dans la mesure où les cartels, les trusts, etc., deviendraient, au moins approximativement, une forme de production généralisée ou dominante. Or la nature même des cartels l'interdit. Le but économique final et l'action des organisations consistent, en excluant la concurrence à l'intérieur d'une branche (je la production, à influencer sur la répartition de la masse du profit réalisée sur le marché de manière à augmenter la part de cette branche d'industrie, L'organisation ne peut augmenter le taux de profit dans une branche d'industrie qu'aux dépens des autres, c'est précisément pourquoi elle ne peut être généralisée. Étendue à toutes les branches d'industrie importantes, elle annule elle-même son effet.

¹ Isaac PÉREIRE (1806-1890) et son frère Jacob (1800-11375) nés à Bordeaux furent introduits dans le groupe saint-simonien. Ils s'enthousiasment pour le chemin de fer et contribuèrent à la fondation du crédit Mobilier, ce qui les place dans une position de concurrence acharnée avec Rothschild (N. d. T.).

Mais même dans les limites de leur application pratique les associations patronales sont bien loin de supprimer l'anarchie, au contraire. Les cartels n'obtiennent ordinairement cette augmentation du profit sur le marché intérieur qu'en faisant rapporter pour l'étranger à un taux de profit bien inférieur la part du capital excédentaire qu'ils ne peuvent utiliser pour les besoins intérieurs, c'est-à-dire en vendant leurs marchandises à l'étranger à meilleur marché qu'à l'intérieur du pays. Il en résulte une aggravation de la concurrence à l'étranger, un renforcement de l'anarchie sur le marché mondial, c'est-à-dire précisément le contraire de ce que l'on se proposait d'obtenir. C'est ce que prouve, entre autres, l'histoire de l'industrie mondiale du sucre.

Enfin, et plus généralement en leur qualité de phénomènes liés au mode de production capitaliste, les associations patronales ne peuvent être considérées que comme un stade provisoire, comme une phase déterminée du développement capitaliste. En effet, les cartels ne sont rien d'autre au fond qu'un palliatif à la baisse fatale du taux de profit dans certaines branches de production. Quelles *méthodes utilisent les cartels à ce*, effet ? Il ne s'agit au fond que de la *mise* en jachère d'une partie du capital accumulé, c'est-à-dire de la même méthode employée sous une autre forme dans les crises. Or, du remède à la maladie il n'y a qu'une différence de degré, et le remède ne peut passer pour un moindre mal que pendant un certain temps. Le jour où les débouchés viendront à diminuer, le marché mondial étant développé au maximum et épuisé par la concurrence des pays capitalistes, - et l'on ne peut nier *que* ce mouvement arrivera tôt ou tard - alors la mise en jachère partielle et forcée du capital prendra des dimensions considérables : le remède deviendra le mal même et le capital fortement socialisé par l'organisation et la concentration se transformera de nouveau en capital privé. En présence de difficultés accrues pour se faire, une place sur le marché, chaque portion privée du capital préférera tenter seule sa chance, A ce moment-là, les organisations crèveront comme des bulles de savon, laissant la place à une concurrence aggravée ¹.

Dans l'ensemble les cartels, tout comme le crédit, apparaissent donc comme des phases déterminées du développement qui ne font, en dernière analyse, qu'accroître encore l'anarchie du monde capitaliste, manifestant en eux-mêmes et portant à maturité toutes ses contradictions internes. Ils aggravent l'antagonisme existant entre le mode de production et le mode d'échange en exaspérant la lutte entre les producteurs et les consommateurs ; nous en voyons un exemple aux États-Unis d'Amérique. Ils aggravent en outre la contradiction entre le mode de production et le mode d'appropriation en opposant à la classe ouvrière, de la manière la plus brutale, la force supérieure du capital organisé, exaspérant ainsi à l'extrême l'antagonisme entre le capital et le travail. Enfin ils aggravent la contradiction entre le

¹ Dans une note au livre III du Capital, F. Engels écrit en 1894: « Depuis que les lignes ci-dessus ont été écrites (1865) la concurrence a considérablement augmenté sur le marché mondial grâce au développement rapide de l'industrie dans tous les pays civilisés, particulièrement en Amérique et en Allemagne. La constatation que l'accroissement rapide et gigantesque des forces productives modernes dépasse chaque jour de plus en plus les lois de l'échange capitaliste des marchandises, dans le cadre duquel ces forces doivent se mouvoir, cette constatation s'impose à l'heure actuelle avec une évidence sans cesse croissante même à la conscience des capitalistes, Cette constatation se montre notamment dans deux symptômes. D'abord dans la nouvelle manie, protectionniste devenue générale et qui diffère de l'ancien système protectionniste surtout en ce qu'elle protège particulièrement les articles les plus aptes à l'exportation, Ensuite dans les trusts par lesquels les fabricants de grandes sphères entières de production réglementent la production et, par suite, les prix et les profits. Il va de soi que ces expériences ne sont possibles que si la situation économique est relativement favorable. La première perturbation les réduira à néant et démontrera que, bien que la production ait besoin d'être réglementée, ce n'est assurément pas la classe capitaliste qui est appelée à le faire. En attendant, ces trusts ou cartels n'ont qu'un seul but : prendre toutes les mesures pour que les petits soient mangés par les gros plus rapidement encore que par le passé ». (Capital, III, tome IX, pp. 204-205, traduction Molitor, Éd. Costes).

caractère international de l'économie capitaliste mondiale et le caractère national de l'État capitaliste, parce qu'ils s'accompagnent toujours d'une guerre douanière générale ; ils exaspèrent ainsi les antagonismes entre les différents États capitalistes. A cela il faut ajouter l'influence révolutionnaire exercée par les cartels sur la concentration de la production, son perfectionnement technique, etc.

Ainsi, quant à l'action exercée sur l'économie capitaliste, les cartels et les trusts n'apparaissent pas comme un « facteur d'adaptation » propre à en atténuer les contradictions, mais bien plutôt comme l'un des moyens qu'elle invente elle-même pour aggraver sa propre anarchie, développer ses contradictions internes, accélérer sa propre ruine.

Cependant, si le système du crédit, si les cartels, etc., n'éliminent pas l'anarchie du monde capitaliste, comment se fait-il que pendant deux décennies, depuis 1873, nous n'ayons eu aucune grande crise commerciale ? N'est-ce pas là un signe que le mode de production capitaliste s'est - au moins dans ses grandes lignes - « adapté » aux besoins de la société, contrairement à l'analyse faite par Marx ? La réponse ne s'est pas fait attendre. A peine Bernstein avait-il relégué en 1898 la théorie marxienne des crises parmi les vieilles lunes qu'une violente crise générale éclata en 1900 ; sept ans plus tard une crise nouvelle éclatait aux États-Unis, gagnant tout le marché mondial. Ainsi la théorie de l'« adaptation » du capitalisme fut démentie par des faits éloquentes. Ce démenti même démontrait que ceux qui abandonnaient la théorie marxienne des crises pour la seule raison qu'aucune crise n'avait éclaté au « terme » prévu par l'échéance avaient confondu l'essence de cette théorie avec un de ses aspects extérieurs secondaires : le cycle de dix ans. Or la formule d'une période décennale accomplissant tout le cycle de l'industrie capitaliste était chez Marx et Engels dans les années 60 et 70 une simple constatation des faits : ces faits ne correspondaient pas à une loi naturelle, mais à une série de circonstances historiques, déterminées ; ils étaient liés à l'extension par bonds de la sphère d'influence du jeune capitalisme.

La crise de 1825 fut en effet le résultat des grands investissements de capitaux dans la construction des routes, des canaux et des usines à gaz qui furent accomplis au cours de la décennie précédente et notamment en Angleterre où éclata la crise. De même la crise suivante, de 1836 à 1839, fut la conséquence de placements formidables dans la construction des moyens de transport. La crise de 1847 fut provoquée, on le sait, par l'essor fiévreux de la construction des chemins de fers anglais (de 1844 à 1847, c'est-à-dire en trois ans seulement, le Parlement anglais accorda des concessions de lignes de chemins de fer pour une valeur d'environ 1,5 milliard de thalers). Dans ces trois cas ce sont par conséquent différentes formes d'expansion nouvelle de l'économie grâce au capitalisme, de la création de nouvelles bases du développement capitaliste qui sont à l'origine des crises. En 1857 on assiste d'abord à l'ouverture brusque de nouveaux débouchés à l'industrie européenne en Amérique et en Australie, à la suite de la découverte des mines d'or : puis ce fut, en France notamment, à la suite de l'exemple anglais, la construction de nombreuses lignes de chemins de fer (de 1852 à 1856 on construisit en France pour 1 250 000 francs de nouvelles lignes de chemins de fer). Enfin la grande crise de 1873 fut, comme on sait, une conséquence directe de la création et de l'expansion brutale de la grande industrie en Allemagne et en Autriche, qui suivirent les événements politiques de 1866 et 1871.

Ce fut par conséquent chaque fois l'expansion brusque de l'économie capitaliste et non le rétrécissement de son champ ni son épuisement qui fut à l'origine des crises commerciales. La périodicité décennale de ces crises internationales est un fait purement extérieur, un hasard. Le schéma marxiste de la formation des crises tel qu'Engels et Marx l'ont exposé le premier dans *l'Anti-Dühring*, le second dans le livre I et le livre III du *Capital*, ne s'applique d'une façon juste à ces crises que dans la mesure où il découvre leur mécanisme interne et

leurs causes générales profondes ; peu importe que ces crises se répètent tous les dix ou tous les cinq ans, ou encore alternativement tous les vingt ans et tous les huit ans. Mais ce qui démontre le mieux l'inexactitude de la théorie bernsteinienne, c'est le fait que ce sont précisément les pays où les fameux « facteurs d'adaptation » capitalistes : le crédit, les moyens d'information, et les trusts sont le plus développés, qui ont ressenti avec le plus de violence les effets de la crise de 1907-1908.

L'idée que la production capitaliste pourrait s'adapter » à l'échange implique de deux choses l'une ou bien que le marché mondial s'accroît sans limites, à l'infini, ou bien au contraire qu'il y a un frein au développement des forces productives afin que celles-ci ne débordent pas les limites du marché. La première hypothèse se heurte à une impossibilité matérielle ; à la seconde s'opposent les progrès constants de la technique dans tous les domaines de la production, suscitant tous les jours de nouvelles forces productives.

Reste un phénomène qui, d'après Bernstein, contredirait la tendance ci-dessus indiquée du développement capitaliste : C'est la « phalange inébranlable » des entreprises moyennes. Il voit dans leur existence un signe que le développement de la grande industrie n'a pas une influence aussi révolutionnaire du point de vue de la concentration des entreprises que ne le croient les tenants de la « théorie de la catastrophe ». Mais il est ici encore victime d'un malentendu qu'il a lui-même créé. Cela serait en effet mal comprendre le développement de la grande industrie que de s'imaginer qu'il entraîne nécessairement la disparition progressive des entreprises moyennes.

Dans le cours général du développement capitaliste, les petits capitaux jouent d'après la théorie marxiste, le rôle de pionniers de la révolution technique et ceci à un double titre : d'abord, en ce qui concerne les méthodes nouvelles de production dans les anciennes branches fortement enracinées, ensuite dans la création de nouvelles branches de production non encore exploitées par les gros capitaux. On aurait donc tort de se figurer l'histoire des entreprises moyennes comme une ligne droite descendante qui irait du déclin progressif jusqu'à la disparition totale. L'évolution réelle est ici encore dialectique ; elle oscille sans cesse entre des contradictions. Les classes moyennes capitalistes se trouvent tout comme la classe ouvrière sous l'influence de deux tendances antagonistes, l'une ascendante, l'autre descendante. La tendance descendante est la croissance continue de l'échelle de la production qui déborde périodiquement le cadre des capitaux moyens, les écartant régulièrement du champ de la concurrence mondiale. La tendance ascendante est constituée par la dépréciation périodique du capital existant qui fait baisser pour un certain temps l'échelle de la production selon la valeur du capital minimum nécessaire, ainsi que la pénétration de la production capitaliste dans les sphères nouvelles. Il ne faut pas regarder la lutte des entreprises moyennes contre le grand capital comme une bataille en règle ou la partie la plus faible verrait de plus - en plus diminuer et fondre ses troupes en nombre absolu ; c'est plutôt comme si de petits capitaux étaient périodiquement fauchés pour s'empressement de repousser afin d'être fauchés à nouveau par la grande industrie. Des deux tendances qui se disputent le sort des classes moyennes capitalistes, c'est finalement la tendance descendante qui l'emporte. L'évolution est ici inverse de celle de la classe ouvrière. Cela ne se manifeste pas nécessairement dans une diminution numérique absolue des entreprises moyennes ; il peut y avoir 1° une augmentation progressive du capital minimum nécessaire au fonctionnement des entreprises dans les anciennes branches de la production ; 2° une diminution constante de l'intervalle de temps pendant lequel les petits capitaux conservent l'exploitation des nouvelles branches de la production. Il en résulte pour le petit capital individuel une durée d'existence de plus en plus brève et un changement de plus en plus rapide des méthodes de production ainsi que de la nature des investissements, Pour la classe moyenne dans son ensemble il en résulte une accélération du métabolisme social.

Bernstein le sait parfaitement bien et il le constate d'ailleurs lui-même. Mais ce qu'il semble oublier, c'est que c'est là la loi même du mouvement des entreprises moyennes capitalistes. Si on admet que les petits capitaux sont les pionniers du progrès technique, qui est lui-même le moteur essentiel de l'économie capitaliste, on doit conclure que les petits capitaux accompagnent nécessairement le développement du capitalisme, car ils font partie intégrante de celui-ci et ne disparaîtront qu'avec lui. La disparition progressive des entreprises moyennes - au sens statistique absolu dont parle Bernstein - signifierait non pas comme le pense ce dernier, la tendance révolutionnaire du développement capitaliste, mais le contraire, c'est-à-dire un arrêt, un assoupissement de ce développement. « Le taux du profit, c'est-à-dire l'accroissement proportionnel du capital, dit Marx, est important avant tout pour tous les nouveaux placeurs de capitaux se groupant indépendamment. Et dès que la formation de capital tomberait exclusivement aux mains d'une poignée de gros capitaux tout formés, le feu vivifiant de la production s'éteindrait -entrerait en somnolence. » (Capital, livre III, ch. 15, 2, tome X, p. 202, traduction Molitor).

3. La réalisation du socialisme par des réformes sociales

. ←

Bernstein récuse la théorie de la catastrophe, il refuse d'envisager l'effondrement du capitalisme comme voie historique menant à la réalisation de la société socialiste. Quelle est donc la voie qui y mène selon les théoriciens de l'« adaptation du capitalisme » ? Bernstein ne fait que de brèves allusions à cette question à laquelle Conrad Schmidt ¹ a essayé de répondre en détail dans l'esprit de Bernstein (voir le *Vorwärts* du 20 février 1898, revue des livres). D'après Conrad Schmidt « la lutte syndicale et la lutte politique pour les réformes auraient pour résultat un contrôle social de plus en plus poussé sur les conditions de la production » ; et parviendraient à « restreindre de plus en plus au moyen de la législation les droits du propriétaire du capital en réduisant son rôle à celui d'un simple administrateur » jusqu'au jour où finalement on « enlèvera au capitaliste à bout de résistance, voyant sa propriété perdre de plus en plus de valeur pour lui, la direction et l'administration de l'exploitation » et où l'on introduira en fin de compte l'exploitation collective.

Bref les syndicats, les réformes sociales et, ajoute Bernstein, la démocratisation politique de l'État, tels sont les moyens de réaliser progressivement le socialisme.

Commençons par les syndicats : leur principale fonction - personne ne l'a mieux exposé que Bernstein lui-même en 1891 dans la *Neue Zeit* - consiste à permettre aux ouvriers de réaliser la loi capitaliste des salaires, c'est-à-dire la vente de la force de travail au prix conjoncturel du marché. Les syndicats servent le prolétariat en utilisant dans leur propre intérêt, à chaque instant, ces conjonctures du marché. Mais ces conjonctures elles-mêmes, c'est-à-dire d'une part la demande de force de travail déterminée par l'état de la production, et d'autre part l'offre de force de travail créée par la prolétarisation des classes moyennes et la reproduction naturelle de la classe ouvrière, enfin le degré de productivité du travail sont situées en dehors de la sphère d'influence des syndicats. Aussi ces éléments ne peuvent-ils pas supprimer la loi des salaires. Ils peuvent, dans le meilleur des cas, maintenir l'exploitation capitaliste à l'intérieur des limites « normales » dictées à chaque instant par la conjoncture, mais ils sont absolument hors d'état de supprimer l'exploitation elle-même, même progressivement.

Conrad Schmidt considère, il est vrai, le syndicalisme actuel comme étant « à un faible stade de début », il espère que dans l'avenir le « mouvement syndical exercera une influence de plus en plus régulatrice sur la production ». Mais cette influence régulatrice sur la production ne peut s'entendre que de deux manières : il s'agit soit d'intervenir dans le domaine technique du processus de la production, soit de fixer les dimensions de la production elle-même. De quelle nature peut être, dans ces deux domaines, l'influence des syndicats ? Il est évident que, pour ce qui est de la technique de la production, l'intérêt du capitalisme coïncide

¹ Conrad SCHMIDT (mort en 1932), socialiste allemand, économiste. Vers la fin de la période de la loi d'exception, Il fit partie du groupe des « Jeunes » (on aile anarchiste de la S. P. D.). Rédacteur du *Vorwärts*, plus tard il passe à la tendance révisionniste et collabore aux *Sozialistische Monatshefte*. (N. d. T.)

jusqu'à un certain point avec le progrès et le développement de l'économie capitaliste. C'est la nécessité vitale qui le pousse aux améliorations techniques. Mais la situation de l'ouvrier individuel est absolument inverse : toute transformation technique s'oppose aux intérêts des ouvriers directement concernés et aggrave leur situation immédiate en dépréciant la force de travail, en rendant le travail plus intensif, plus monotone, plus pénible. Dans la mesure où le syndicat peut intervenir dans la technique de la production il ne peut évidemment le faire qu'en ce sens, c'est-à-dire en épousant l'attitude de chaque groupe ouvrier directement intéressé, par conséquent en s'opposant nécessairement aux innovations. En ce cas, on n'agit pas dans l'intérêt de l'ensemble de la classe ouvrière ni de son émancipation, qui coïncide plutôt avec le progrès technique, c'est-à-dire avec l'intérêt de chaque capitaliste, mais tout au contraire dans le sens de la réaction. En effet, de telles interventions dans le domaine technique se rencontrent non dans l'avenir, où les cherche Conrad Schmidt, mais dans le passé du mouvement syndical. Elles sont caractéristiques de la plus ancienne phase du trade-unionisme anglais (jusqu'au milieu des années 1860) où l'on retrouvait des survivances corporatives moyen-âgeuses et qui s'inspiraient du principe périmé du « droit acquis à un travail convenable », selon l'expression des Webb¹ dans leur *Théorie et pratique des syndicats anglais* (tome II, p. 100 et suivantes). La tentative des syndicats pour fixer les dimensions de la production et les prix des marchandises est, tout au contraire, un phénomène de date récente. Ce n'est que dans les tout derniers temps que nous le voyons apparaître, encore une fois en Angleterre seulement (*ibid.*, tome II, p. 115 et suiv.). Il est d'inspiration et de tendance analogues aux précédentes. A quoi se réduit en effet la participation active des syndicats à la fixation des dimensions et du coût de la production des marchandises ? A un cartel rassemblant des ouvriers et des entrepreneurs contre le consommateur : ils font usage contre les entrepreneurs concurrents de mesures coercitives qui ne le cèdent en rien aux méthodes de l'association patronale ordinaire. Il ne s'agit plus là d'un conflit entre le travail et le capital mais d'une lutte menée solidairement par le capital et la force de travail contre la société consommatrice. Si nous jugeons sa valeur sociale, c'est une entreprise réactionnaire, elle ne peut constituer un stade de la lutte pour l'émancipation du prolétariat, car elle est tout le contraire d'une lutte de classes ; si nous jugeons sa valeur pratique, c'est une utopie : il suffit d'un coup d'œil pour voir qu'elle ne peut s'étendre à de grandes branches de production travaillant pour le marché mondial.

L'activité des syndicats se réduit donc essentiellement à la lutte pour l'augmentation des salaires et pour la réduction du temps de travail ; elle cherche uniquement à avoir une influence régulatrice sur l'exploitation capitaliste en suivant les fluctuations du marché ; toute intervention sur le processus de production lui reste, par la nature même des choses, interdite. Mais, bien plus, le mouvement syndical se développe dans un sens tout à fait opposé à l'hypothèse de Conrad Schmidt : il tend à couper entièrement le marché du travail de tout contact direct avec le reste du marché. Citons un exemple caractéristique de cette tendance : toute tentative pour relier directement le contrat de travail à la situation générale de la production par le système de l'échelle mobile des salaires est dépassée par l'évolution historique, et les trade-unions s'en écartent de plus en plus (Webb, *ibid.*, p. 115). Mais même à l'intérieur des limites de sa sphère d'influence, le mouvement syndical n'accroît pas indéfiniment son expansion, comme le supposait la théorie de l'adaptation du capitalisme. Bien au contraire. Si l'on examine d'assez longues périodes de développement social, on est obligé de constater que dans l'ensemble nous allons au-devant d'une époque non pas d'expansion triomphante, mais de difficultés croissantes pour le mouvement syndical. Les réformes se heurtent

¹ Sidney WEBB et Sa femme Béatrice POTTER-WEBB (1858-1943), économistes anglais. S. Webb fut l'un des fondateurs de la Fabian Society (1889), fonda l'hebdomadaire *The New Statesman* en 1913. Les Webb rédigèrent en commun leurs ouvrages : *The History of Trade-Unionism* (1894), *Industrial Democracy* (1897), etc. (N. d. T.)

d'ailleurs aux limites des intérêts du capital. Certes, Bernstein et Conrad Schmidt estiment que le mouvement actuel n'est qu'à un « faible stade de début » ; ils espèrent pour l'avenir des réformes se développant à l'infini pour le plus grand bien de la classe ouvrière. Ils cèdent en cela à la même illusion que lorsqu'ils croient à l'expansion illimitée du syndicalisme. Quand le développement de l'industrie aura atteint son apogée et que sur le marché mondial commencera pour le capital la phase descendante, la lutte syndicale deviendra difficile : 1° parce que les conjonctures objectives du marché seront défavorables à la force de travail, la demande de force de travail augmentant plus lentement et l'offre plus rapidement, que ce n'est le cas aujourd'hui; 2° parce que le capital lui-même, pour se dédommager des pertes subies sur le marché mondial, s'efforcera de réduire la part du produit revenant aux ouvriers. La réduction des salaires n'est-elle pas, en somme, selon Marx, l'un des principaux moyens de freiner la baisse des taux de profit ? (voir Marx Capital, livre III, chap. XIV. 2, tome X, p. 162). L'Angleterre nous offre déjà l'exemple de ce qu'est le début du deuxième stade du mouvement syndical. A ce stade la lutte se réduit nécessairement de plus en plus à la simple défense des droits acquis, et même celle-ci devient de plus en plus difficile. Telle est la tendance générale de l'évolution dont la contre-partie doit être le développement de la lutte de classe politique et sociale.

Conrad Schmidt commet la même erreur de perspective historique en ce qui concerne la réforme sociale : il attend d'elle qu'elle « dicte à la classe capitaliste avec l'aide des coalitions ouvrières syndicales les conditions dans lesquelles celle-ci peut acheter la force de travail ». C'est dans le sens de la réforme sociale ainsi comprise que Bernstein appelle la législation ouvrière un morceau de « contrôle social » et comme tel, un morceau de socialisme. De même Conrad Schmidt dit en parlant des lois de protection ouvrière : « contrôle social » ; après avoir transformé ainsi avec bonheur l'État en société, il ajoute, avec une belle confiance: « c'est-à-dire la classe ascendante » ; grâce à ce tour de passe-passe les inoffensives mesures de protection du travail décrétées par le Conseil fédéral allemand deviennent des mesures de transition vers le socialisme du prolétariat allemand.

La mystification saute aux yeux. L'État actuel n'est justement pas une « société » dans le sens de « classe ouvrière ascendante », mais le représentant de la société capitaliste, c'est-à-dire un État de classe. C'est pourquoi la réforme qu'il propose n'est pas une application du « contrôle social », c'est-à-dire du contrôle de la société des travailleurs libres sur son propre processus de travail, mais un contrôle de l'organisation de classe du capital sur le processus de production du capital. Les réformes se heurtent d'ailleurs aux limites des intérêts du capital; certes Bernstein et Conrad Schmidt ne voient dans le courant actuel qu'un « faible stade de début », ils espèrent pour l'avenir des réformes se développant à l'infini, pour le plus grand bien de la classe ouvrière. Ils sont victimes de la même illusion que lorsqu'ils cédaient à leur foi en une expansion illimitée du syndicalisme.

La théorie de la réalisation progressive du socialisme au moyen de réformes sociales implique, et c'est là son fondement, un certain développement objectif tant de la propriété capitaliste que de l'État. En ce qui concerne la première, le schéma du développement futur tend, d'après Conrad Schmidt, à « restreindre de plus en plus les droits du propriétaire de capital en réduisant son rôle à celui de simple administrateur ». Pour compenser la prétendue impossibilité d'abolir d'un seul coup la propriété des moyens de production, Conrad Schmidt invente une théorie de l'expropriation progressive. Il imagine que le droit de propriété se divise en « droit suprême de propriété » attribué à la « société » et appelé selon lui à s'étendre toujours davantage, et en droit de jouissance qui, dans les mains du capitalisme, se réduirait de plus en plus à la simple gestion de l'entreprise. Or, de deux choses l'une : ou bien cette construction théorique n'est qu'une innocente figure de rhétorique à laquelle il n'attache guère

d'importance, et alors la théorie de l'expropriation progressive perd tout fondement. Ou bien elle représente à ses yeux le véritable schéma de l'évolution juridique ; mais alors il se trompe du tout au tout. La décomposition du droit de propriété en diverses compétences juridiques, dont Conrad Schmidt se réclame pour échafauder sa théorie de « l'expropriation progressive » du capital, caractérise la société féodale fondée sur l'économie naturelle : la répartition du produit social entre les différentes classes de la société se faisait en nature et se fondait sur des relations personnelles entre le seigneur féodal et ses sujets. La décomposition de la propriété en divers droits partiels correspondait à l'organisation établie de la répartition de la richesse sociale. En revanche, le passage à la production marchande et la dissolution de tous les liens personnels entre les différents participants au processus de la production renforcent les rapports entre l'homme et la chose, c'est-à-dire la propriété privée. La répartition ne se fondait plus désormais sur des liens personnels, mais s'accomplissait par le moyen de l'échange, les différents droits de participation à la richesse sociale ne se mesurant pas en fractions de droits de propriété d'un objet commun, mais selon la valeur apportée par chacun sur le marché. Aussi bien le premier grand changement introduit dans les rapports juridiques et consécutif à la naissance de la production marchande dans les communes urbaines du Moyen-Âge fut-il la création de la propriété privée absolue au sein même des rapports juridiques féodaux, dans un régime de droit de propriété morcelé. Mais dans la production capitaliste cette évolution ne fait que se poursuivre. Plus le processus de production est socialisé, plus la répartition se fonde exclusivement sur l'échange, et plus la propriété privée capitaliste prend un caractère absolu et sacré ; la propriété capitaliste, qui était un droit sur les produits de son propre travail, se transforme de plus en plus en un droit de s'approprier le travail d'autrui. Tant que le capitaliste gère lui-même l'usine, la répartition reste liée, dans une certaine mesure, à une participation personnelle au processus de la production. Mais dans la mesure où on peut se passer du capitaliste pour diriger l'usine - ce qui est tout à fait le cas dans les sociétés par actions - la propriété du capital en tant que participation à la répartition se détache complètement de toute relation personnelle avec la production, il apparaît alors dans sa forme la plus pure et la plus absolue. C'est dans le capital-action et le capital de crédit industriel que le droit de propriété capitaliste est parvenu à son stade le plus achevé.

Le schéma historique de Conrad Schmidt qui montre le propriétaire passant de la fonction de « propriétaire à celle de simple gestionnaire » ne correspond donc aucunement à la tendance réelle de l'évolution : celle-ci nous le montre au contraire passant du rôle de propriétaire et de gestionnaire au rôle de simple propriétaire.

Il en va de Conrad Schmidt ici comme de Goethe ce qu'il possède il le voit comme lointain, ce qui n'est plus devient réalité à ses yeux ».

Son schéma historique nous indique une évolution économique qui rétrograderait du stade moderne de la société par actions à celui de la manufacture ou même de l'atelier artisanal ; de même juridiquement il veut ramener le monde capitaliste à son berceau, le monde féodal de l'économie naturelle.

Dans cette perspective le « contrôle social » tel que nous le montre Conrad Schmidt apparaît sous un autre jour. Ce qui joue aujourd'hui le rôle de « contrôle social » - la législation ouvrière, le contrôle des sociétés par actions, etc. - n'a, en fait, rien de commun avec une participation au droit de propriété, avec une « propriété suprême » de la société. Sa fonction n'est pas de limiter la propriété capitaliste, mais au contraire de la protéger. Ou encore - économiquement parlant - il ne constitue pas une atteinte à l'exploitation capitaliste, mais une tentative pour la normaliser. Lorsque Bernstein pose la question de savoir si telle ou telle loi de protection ouvrière contient plus ou moins de socialisme, nous pouvons lui

répondre que la meilleure des lois de protection ouvrière contient à peu près autant de socialisme que les ordonnances municipales sur le nettoyage des rues et l'allumage des becs de gaz - qui relèvent aussi du « contrôle social ».

4. La politique douanière et le militarisme

. ↵

La deuxième condition nécessaire à la réalisation progressive du socialisme selon Edouard Bernstein est la transformation graduelle de l'État en société. C'est aujourd'hui un lieu commun que de dire que l'État actuel est un État de classe. Il faut prendre cette affirmation non pas dans un sens absolu et rigide, mais dans un sens dialectique comme tout ce qui a trait à la société capitaliste.

Par la victoire politique de la bourgeoisie, l'État est devenu un État capitaliste. Certes, le développement du capitalisme lui-même modifie profondément le caractère de l'État, élargissant sans cesse la sphère de son action, lui imposant constamment de nouvelles fonctions, notamment dans le domaine de l'économie où il rend de plus en plus nécessaires son intervention et son contrôle. En ce sens il prépare peu à peu la fusion future de l'État et de la société, et, pour ainsi dire, la reprise des fonctions de l'État par la société. Dans cet ordre d'idées on peut parler également d'une transformation progressive de l'État capitaliste en société ; en ce sens il est incontestable, comme Marx le dit, que la législation ouvrière est la première intervention consciente de la « société » dans son processus vital social, phase à laquelle se réfère Bernstein.

Mais d'autre part, ce même développement du capitalisme réalise une autre transformation dans la nature de l'État. L'État actuel est avant tout une organisation de la classe capitaliste dominante. Il assume sans doute des fonctions d'intérêt général dans le sens du développement social ; mais ceci seulement dans la mesure où l'intérêt général et le développement social coïncident avec les intérêts de la classe dominante. La législation de protection ouvrière, par exemple, sert autant l'intérêt immédiat de classe des capitalistes que ceux de la société en général. Mais cette harmonie cesse à un certain stade du développement capitaliste. Quand ce développement a atteint un certain niveau, les intérêts de classe de la bourgeoisie et ceux du progrès économique commencent à se séparer même à l'intérieur du système de l'économie capitaliste. Nous estimons que cette phase a déjà commencé ; en témoignent deux phénomènes extrêmement importants de la vie sociale actuelle : la *politique douanière* d'une part, et le *militarisme* de l'autre. Ces deux phénomènes ont joué dans l'histoire du capitalisme un rôle indispensable et, en ce sens, progressif, révolutionnaire. Sans la protection douanière, le développement de la grande industrie dans les différents pays eût été presque impossible. Mais actuellement la situation est tout autre. La protection douanière ne sert plus à développer les jeunes industries, mais à maintenir artificiellement des formes vieillies de production. Du point de vue du développement capitaliste, c'est-à-dire du point de vue de l'économie mondiale, il importe peu que l'Allemagne exporte plus de marchandises en Angleterre ou que l'Angleterre exporte plus de marchandises en Allemagne. Par conséquent, si l'on considère le développement du capitalisme, la protection douanière a joué le rôle du bon serviteur qui, ayant rempli son office, n'a plus qu'à partir. Il *devrait* même le faire ; étant donné l'état de dépendance réciproque dans lequel se trouvent actuellement les

différentes branches d'industrie, les droits de douane sur n'importe quelle marchandise ont nécessairement pour résultat de renchérir la production des autres marchandises à l'intérieur du pays, c'est-à-dire d'entraver à nouveau le développement de l'industrie. Il n'en est pas de même du point de vue des intérêts de la classe capitaliste. L'industrie n'a pas besoin, pour son développement, de la protection douanière, mais les entrepreneurs en ont besoin, eux, pour protéger leurs débouchés. Cela signifie qu'actuellement les douanes ne servent plus à protéger une production capitaliste en voie de développement contre une autre plus avancée, mais qu'ils favorisent la concurrence d'un groupe national de capitalistes contre un autre groupe national. En outre, les douanes n'ont plus la fonction nécessaire de protection de l'industrie naissante, elles n'aident plus celle-ci à créer et conquérir un marché intérieur ; elles sont des agents indispensables dans la cartellisation de l'industrie, c'est-à-dire dans la lutte des producteurs capitalistes contre la société consommatrice. Enfin, dernier trait spécifique de la politique douanière actuelle : ce n'est pas l'industrie mais l'agriculture qui joue aujourd'hui le rôle prédominant dans la politique douanière, autrement dit le protectionnisme est devenu un moyen d'expression des intérêts féodaux et sert à les maquiller des couleurs du capitalisme.

On assiste à une évolution semblable du militarisme. Si nous considérons l'histoire non telle qu'elle aurait pu ou dû être, mais telle qu'elle s'est produite dans la réalité, nous sommes obligés de constater que la guerre a été un auxiliaire indispensable du développement capitaliste. Aux États-Unis d'Amérique du Nord, en Allemagne, en Italie, dans les États balkaniques, en Russie, et en Pologne, dans tous ces pays le capitalisme dut son premier essor aux guerres, quelle qu'en fût l'issue, victoire ou défaite. Tant qu'il existait des pays dont il fallait détruire l'état de division intérieure ou d'isolement économique, le militarisme joua un rôle révolutionnaire du point de vue capitaliste, mais aujourd'hui la situation est différente. L'enjeu des conflits qui menacent la scène de la politique mondiale n'est pas l'ouverture de nouveaux marchés au capitalisme ; il s'agit plutôt d'exporter dans d'autres continents les antagonismes européens déjà existants. Ce qui s'affronte aujourd'hui, les armes à la main, qu'il s'agisse de l'Europe ou des autres continents, ce ne sont pas d'une part les pays capitalistes, et d'autre part les pays d'économie naturelle ; ce sont des États d'économie capitaliste avancée, poussés au conflit par l'identité de leur développement. Il est vrai que le conflit, s'il éclate, ne pourra être que fatal à ce développement ; en effet, il ébranlera et bouleversera profondément la vie économique de tous les pays capitalistes. Mais la chose apparaît tout à fait différente du point de vue de la *classe* capitaliste. Pour elle, le militarisme est actuellement devenu indispensable à un triple point de vue : 1° Il lui sert à défendre des intérêts nationaux en concurrence contre d'autres groupes nationaux ; 2° il constitue un domaine d'investissement privilégié, tant pour le capital financier que pour le capital industriel, et 3° il lui est utile à l'intérieur pour assurer sa domination de classe sur le peuple travailleur, tous intérêts qui n'ont, en soi, rien de commun avec le progrès du capitalisme. Deux traits spécifiques caractérisent le militarisme actuel : c'est d'abord son développement général et concurrent dans tous les pays ; on le dirait poussé à s'accroître par une force motrice interne et autonome : phénomène encore inconnu il y a quelques décennies ; c'est ensuite le caractère fatal, inévitable de l'explosion imminente, bien que l'on ignore l'occasion qui la déclenchera, les États qui seront d'abord touchés, l'objet du conflit et toutes les autres circonstances. Le moteur du développement capitaliste, le militarisme, à son tour, est devenu une maladie capitaliste.

Dans ce conflit entre le développement du capitalisme et les intérêts de la classe dominante, l'État se range du côté de cette dernière. Sa politique, de même que celle de la bourgeoisie, s'oppose au développement social. Il cesse ainsi toujours plus d'être le représentant de l'ensemble de la société et en même temps se transforme toujours plus en un pur État de classe, ou plus exactement ces deux qualités cessent de coïncider pour devenir

des données contradictoires internes de l'État. Et cette contradiction ne fait que s'aggraver de jour en jour. Car d'une part on voit s'accroître les fonctions d'intérêt général de l'État, ses interventions dans la vie sociale, son « contrôle » sur celle-ci. Mais d'autre part son caractère de classe l'oblige toujours plus à accentuer son activité coercitive dans des domaines qui ne servent que le caractère de classe de la bourgeoisie et n'ont pour la société qu'une importance négative : à savoir le militarisme et la politique douanière et coloniale. Et par ailleurs le « contrôle social » qu'il exerce est également marqué par son caractère de classe (que l'on songe à la façon dont est appliquée la protection ouvrière dans tous les pays).

Bernstein voyait dans l'extension de la démocratie un dernier moyen de réaliser progressivement le socialisme : or une telle extension, loin de s'opposer à la transformation du caractère de l'État telle que nous venons de la décrire, ne fait que la confirmer.

Conrad Schmidt affirme même que la conquête d'une majorité socialiste au Parlement est le moyen direct de réaliser le socialisme par étapes. Or les formes démocratiques de la politique sont incontestablement un signe très net du passage progressif de l'État en société ; il y a bien là en ce sens une étape vers la transformation socialiste. Mais le caractère contradictoire de l'État capitaliste se manifeste de manière éclatante dans le parlementarisme moderne. Certes, formellement, le parlementarisme sert à exprimer dans l'organisation de l'État les intérêts de l'ensemble de la société. Mais d'autre part, ce que le parlementarisme représente ici, c'est uniquement la société capitaliste, c'est-à-dire une société dans laquelle prédominent les intérêts capitalistes. Par conséquent, dans cette société, les institutions formellement démocratiques ne sont, quant à leur contenu, que des instruments des intérêts de la classe dominante. On en a des preuves concrètes : dès que la démocratie a tendance à nier son caractère de classe et à se transformer en instrument de véritables intérêts du peuple, les formes démocratiques elles-mêmes sont sacrifiées par la bourgeoisie et par sa représentation d'État. Aussi l'idée de la conquête d'une majorité parlementaire apparaît-elle comme un faux calcul : en se préoccupant uniquement, à la manière du libéralisme bourgeois, de l'aspect formel de la démocratie, on néglige entièrement l'autre aspect, son contenu réel. Et le parlementarisme dans son ensemble n'apparaît pas du tout, comme le croit Bernstein, comme un élément immédiatement socialiste, qui imprégnerait peu à peu toute la société capitaliste, mais au contraire comme un instrument spécifique de l'état de classe bourgeois, un moyen de faire mûrir et de développer les contradictions capitalistes.

Si l'on considère ce développement objectif de l'État, on se rend compte que le mot de Bernstein et de Conrad Schmidt sur le « contrôle social » croissant n'est qu'une formule creuse contredite de jour en jour davantage par la réalité.

La théorie de l'instauration progressive du socialisme évoque finalement une réforme de la propriété et de l'État capitaliste évoluant dans le sens du socialisme. Or la propriété et l'État évoluent, des faits sociaux en témoignent, dans un sens absolument opposé. Le processus de production se socialise de plus en plus, et l'intervention du contrôle de l'État sur ce processus de production s'étend de plus en plus. Mais en même temps la propriété privée prend toujours plus la forme de l'exploitation capitaliste brutale du travail d'autrui, et le contrôle exerce par l'État est toujours plus marqué par des intérêts de classe. Par conséquent, dans la mesure où l'État, c'est-à-dire l'organisation politique, et les rapports de propriété, c'est-à-dire l'organisation juridique du capitalisme deviennent de plus en plus capitalistes, et non pas de plus en plus socialistes, ils opposent à la théorie de l'introduction progressive du socialisme deux difficultés insurmontables.

Fourier avait eu l'invention fantastique de transformer, grâce au système des phalanstères, toute l'eau des mers du globe en limonade. Mais l'idée de Bernstein de transformer, en y

versant progressivement les bouteilles de limonade réformistes, la mer de l'amertume capitaliste en l'eau douce du socialisme, est peut-être plus plate, mais non moins fantastique.

Les rapports de production de la société capitaliste se rapprochent de plus en plus des rapports de production de la société socialiste. En revanche, ses rapports politiques et juridiques élèvent entre la société capitaliste et la société socialiste un mur de plus en plus haut. Ce mur, non seulement les réformes sociales ni la démocratie ne le battrent en brèche, mais au contraire elles l'affermissent et le consolident. Ce qui pourra l'abattre, c'est uniquement le coup de marteau de la révolution, *c'est-à-dire la conquête du pouvoir politique par le prolétariat.*

5. Conséquences pratiques et caractère général du révisionnisme

. ←

Nous avons dans notre premier chapitre essayé de montrer que la théorie de Bernstein retire au programme socialiste toute assise matérielle et le transporte sur une base idéaliste. Voilà pour le fondement théorique de sa doctrine - mais comment apparaît la théorie traduite dans la pratique ? Constatons d'abord que dans la forme elle ne se distingue en rien de la pratique de la lutte social-démocrate telle qu'elle est exercée jusqu'à présent. Luttés syndicales, luttés pour les réformes sociales et pour la démocratisation des institutions politiques, c'est bien là le contenu formel de l'activité du parti social-démocrate. La différence ne réside donc pas ici dans le quoi mais dans le comment. Dans l'état actuel des choses la lutte syndicale et la lutte parlementaire sont conçues comme des moyens de diriger et d'éduquer peu à peu le prolétariat en vue de la prise du pouvoir politique. Selon la théorie révisionniste, qui considère comme inutiles et impossibles la conquête du pouvoir, la lutte syndicale et la lutte parlementaire doivent être menées uniquement en vue d'objectifs immédiats pour l'amélioration de la situation matérielle des ouvriers et en vue de la réduction progressive de l'exploitation capitaliste et de l'extension du contrôle social. Laissons de côté l'amélioration immédiate de la situation des ouvriers, puisque l'objectif est commun aux deux conceptions, celle du Parti et celle du révisionnisme, la différence entre ces deux conceptions peut alors être définie en quelques mots : selon la conception courante, la lutte politique et syndicale a une signification socialiste en ce sens qu'elle prépare le prolétariat - qui est le facteur *subjectif* de la transformation socialiste - à réaliser cette transformation. D'après Bernstein la lutte syndicale et politique a pour tâche de réduire progressivement l'exploitation capitaliste, d'enlever de plus en plus à la société capitaliste ce caractère capitaliste et de lui donner le caractère socialiste, en un mot de réaliser objectivement la transformation socialiste de la Société. Quand on examine la chose de plus près, on s'aperçoit que ces deux conceptions sont absolument opposées. Selon la conception courante du Parti, le prolétariat acquiert par l'expérience de la lutte syndicale et politique la conviction qu'il est impossible de transformer de fond en comble sa situation au moyen de cette seule lutte et qu'il n'y parviendra définitivement qu'en s'emparant du pouvoir politique. La théorie de Bernstein part du préalable de l'impossibilité de la conquête du pouvoir pour réclamer l'instauration du socialisme au moyen de la seule lutte syndicale et politique.

La théorie de Bernstein croit au caractère socialiste de la lutte syndicale et parlementaire, à laquelle elle attribue une action socialisante progressive sur l'économie capitaliste. Mais cette action socialisante n'existe, nous l'avons montré, que dans l'imagination de Bernstein.

Les structures capitalistes de la propriété et de l'État se développent dans une direction tout à fait opposée. De ce fait la lutte quotidienne concrète de la social-démocratie perd, en

dernière analyse, tout rapport avec le socialisme. La lutte syndicale et la lutte politique sont importantes parce qu'elles agissent sur la *conscience* du prolétariat, qu'elles lui donnent une conscience socialiste, qu'elles l'organisent en tant que classe. Leur attribuer un pouvoir direct de socialisation de l'économie capitaliste, c'est non seulement aller au-devant d'un échec en ce domaine, mais encore leur faire perdre toute autre signification : elles cessent alors d'être un moyen d'éduquer la classe ouvrière et de la préparer à la conquête du pouvoir. Aussi Edouard Bernstein et Conrad Schmidt font-ils un contre-sens complet lorsque pour se rassurer ils affirment que même si l'on réduit la lutte aux réformes sociales et au mouvement syndical on n'abandonne pas pour autant le but final du mouvement ouvrier : chaque pas fait en cette voie ne déborde-t-il pas ses propres buts et le but socialiste n'est-il pas présent dans tout le mouvement comme tendance qui l'anime ? C'est tout à fait vrai, sans doute, de la tactique actuelle de la social-démocratie où la conscience du but - la conquête du pouvoir politique - et l'effort pour l'atteindre précèdent et orientent toute la lutte syndicale et le mouvement pour les réformes. Mais si l'on sépare cette orientation préalable du mouvement et si l'on fait de la réforme sociale un objectif autonome, elle ne mènera certes pas à la réalisation du but final, au contraire. Conrad Schmidt s'en remet à un mouvement pour ainsi dire automatique qui, une fois déclenché, ne peut plus s'arrêter de lui-même ; il part de l'idée très simple que l'appétit vient en mangeant et que la classe ouvrière ne peut se contenter de réformes tant que la transformation socialiste de la société n'est pas achevée. Ce dernier postulat est sans doute exact, et l'insuffisance des réformes capitalistes en témoigne. Mais la conclusion qu'il en tire ne serait vraie que si l'on pouvait construire une chaîne ininterrompue de réformes sociales de plus en plus étendues qui mènerait du régime capitaliste actuel au régime socialiste. C'est là une vue fantaisiste. D'après la nature des choses la chaîne se rompra très vite et à partir de cette rupture les voies où le mouvement peut s'engager sont multiples et variées.

Le résultat immédiat le plus probable est un changement de tactique en vue d'obtenir par tous les moyens les résultats pratiques de la lutte, c'est-à-dire les réformes sociales. Le point de vue de classe irréconciliable n'a de sens que si l'on se propose la prise du pouvoir ; il n'est que gênant à partir du moment où l'on n'a en vue que les objectifs pratiques immédiats. On en arrive bientôt à adopter une « politique de compensation » - traduisez une « politique de maquignonnage » - et une attitude conciliante sagement diplomatique. Mais le mouvement ne peut s'arrêter longtemps. Quelque tactique que l'on emploie, puisque les réformes sociales sont et restent, en régime capitaliste, des coquilles vides, en bonne logique l'étape suivante sera la désillusion, même en ce qui concerne les réformes - on aboutira à ce havre paisible où se sont réfugiés les professeurs Schmoller et Cie qui, après avoir navigué sur les eaux du réformisme social, finissent par laisser tout aller à la grâce de Dieu¹. Le socialisme ne découle donc pas automatiquement et en toutes circonstances de la lutte quotidienne de la classe ouvrière. Il naîtra de l'exaspération des contradictions internes de l'économie

¹ En 1872, les professeurs Wagner, Schmoller, Brentano, etc. se réunirent en Congrès à Eisenach où ils proclamèrent à grand tapage et avec force publicité que leur but était l'instauration des réformes sociales pour la protection de la classe ouvrière. Ces mêmes messieurs, que le libéral Oppenheimer qualifie ironiquement de « maîtres à penser universitaires du socialisme », fondèrent immédiatement l'Association pour les réformes sociales. Quelques années plus tard, au moment où la lutte contre la social-démocratie s'aggrava, ces flambeaux du « socialisme universitaire » votèrent, en leur qualité de députés au Reichstag, pour la prolongation de la loi d'exception contre les socialistes.

À part cela, toute l'activité de l'association consiste en assemblées générales annuelles où l'on donne lecture de quelques rapports académiques sur différents thèmes. En outre, l'association a publié plus (le cent volumes sur différentes questions économiques. Mais quant aux réformes sociales, ces professeurs, qui d'ailleurs interviennent en faveur des droits protectionnistes, du militarisme, etc. n'ont pas fait un pas. L'association a même, en fin de compte, abandonné toutes les réformes sociales pour s'occuper exclusivement de la question des crises, des cartels, etc,

capitaliste et de la prise de conscience de la classe ouvrière, qui comprendra la nécessité de les abolir au moyen de la révolution sociale. Nier les unes et refuser l'autre, comme fait le révisionnisme, aboutit à réduire le mouvement ouvrier à une simple association corporative, au réformisme, et conduit automatiquement à abandonner le *point* de vue de classe.

Ces conséquences apparaissent clairement quand on considère le révisionnisme sous un autre aspect et que l'on se pose la question du caractère général *de* cette théorie. Il est évident que le révisionnisme ne défend pas les positions capitalistes et n'en nie pas, comme les économistes bourgeois, les contradictions. Au contraire, il admet le préalable marxiste de l'existence de ces contradictions. Mais d'autre part - nous sommes là au cœur de sa conception et c'est là ce qui le différencie de la théorie jusque-là en vigueur dans le parti - il ne fonde pas sa doctrine sur la suppression de ces contradictions, qui seraient la conséquence propre de leur développement interne.

La théorie révisionniste occupe une place intermédiaire entre ces deux pôles extrêmes. Elle ne veut pas porter à maturité les contradictions capitalistes ni les supprimer une fois atteint leur développement extrême par un renversement révolutionnaire de la situation ; elle veut les atténuer, les éteindre. Ainsi elle prétend que la contradiction entre la production et l'échange sera atténuée par l'arrêt des crises, par la formation des associations patronales ; de même la contradiction entre le capital et le travail sera atténuée par l'amélioration de la situation du prolétariat et par la survie des classes moyennes, celle entre l'État de classe et la société par un contrôle social croissant et le progrès de la démocratie.

Certes, la tactique social-démocrate normale ne consiste pas à *attendre* le développement extrême des contradictions capitalistes jusqu'à ce que se produise un renversement révolutionnaire de la situation. Au contraire, l'essence de toute tactique révolutionnaire consiste à reconnaître la tendance du développement et à en tirer les conséquences extrêmes dans la lutte politique. C'est ainsi, par exemple, que la social-démocratie a toujours combattu le protectionnisme et le militarisme sans attendre que leur caractère réactionnaire se soit entièrement dévoilé. Mais la tactique de Bernstein ne consiste pas à s'appuyer sur le développement et l'exaspération des antagonismes, il mise au contraire sur leur atténuation. Il définit lui-même sa tactique en parlant d'une « adaptation » de l'économie capitaliste. A quel moment se vérifierait une telle conception ? Les contradictions de la société actuelle résultent toutes du mode de production capitaliste. Supposons que ce mode de production continue à se développer dans la direction actuelle ; il poursuivra nécessairement ses propres conséquences, les contradictions continueront de s'exaspérer, et de s'aggraver au lieu de s'atténuer. Pour que la théorie de Bernstein se vérifie, il faudrait donc que le mode de production capitaliste lui-même soit entravé dans son développement. En un mot, le postulat général qu'implique la théorie de Bernstein, c'est un *arrêt du développement capitaliste*.

Par là, sa théorie se condamne elle-même doublement. D'une part, elle trahit son caractère *utopique* quant au but final du socialisme : il est clair d'avance que l'enlisement du développement capitaliste n'aboutira pas à une transformation socialiste de la société ; nous en avons la confirmation dans notre exposé des conséquences pratiques de cette théorie. Ensuite, elle dévoile son caractère *réactionnaire* quant au développement effectif du capitalisme, qui est rapide. Voilà donc la question qui se pose à présent : étant donné ce développement capitaliste effectif, comment expliquer, ou plutôt caractériser la théorie de Bernstein ?

Nous avons montré dans notre premier chapitre que le postulat économique sur lequel se fonde l'analyse bernsteinienne des rapports sociaux actuels ne tient pas - il suffit de voir sa théorie de « l'adaptation » du capitalisme.

Nous avons vu que ni le système du crédit, ni les cartels ne peuvent être considérés comme des « facteurs d'adaptation » de l'économie capitaliste, et que ni l'arrêt momentané des crises, ni la survie des classes moyennes ne peuvent passer pour des symptômes de l'adaptation du capitalisme. Mais tous ces points de détail de la théorie de l'adaptation présentent, outre leur caractère erroné, un trait commun. Cette théorie, plutôt que de rattacher organiquement ces phénomènes de la vie économique à l'ensemble du développement capitaliste, de les relier au mécanisme général de l'économie, les arrache au contexte global et les examine séparément comme des fragments épars d'une machine sans vie. Il en est ainsi, par exemple, de la thèse du crédit comme facteur d'adaptation. Si l'on considère le crédit comme une étape supérieure et naturelle de l'échange, lié aux contradictions immanentes, à l'échange capitaliste, il est impossible d'en faire un « facteur d'adaptation » mécanique, existant en dehors du processus global de l'échange ; pas plus qu'il n'est possible de considérer l'argent, la marchandise, le capital, comme des « facteurs d'adaptation » du capitalisme. Or, le crédit est au même titre que l'argent, la marchandise ou le capital, un maillon organique de l'économie capitaliste à un certain stade de son développement, et, tout comme ceux-ci, constitue à ce stade, un rouage indispensable du mécanisme de l'économie capitaliste, ainsi qu'un facteur destructif, puisqu'il entraîne une aggravation de ces contradictions internes.

Il en est de même des cartels et des moyens de communication perfectionnés.

La même conception mécanique et anti-dialectique se manifeste dans l'idée bernsteinienne que l'arrêt des crises est un symptôme « d'adaptation » de l'économie capitaliste. Pour lui les crises sont simplement des désordres qui se produisent dans le mécanisme de l'économie ; si ces désordres cessent, le mécanisme se remet en marche. Or, en fait les crises ne sont pas des désordres au sens propre du mot, ou plutôt si, ce sont des désordres, mais sans lesquels l'économie capitaliste ne peut pas se développer. S'il est vrai que les crises constituent - disons-le schématiquement - la seule méthode possible à l'intérieur du capitalisme, et donc normale, pour corriger périodiquement le déséquilibre existant entre la capacité d'expansion illimitée de la production et les limites étroites du marché, alors les crises sont des manifestations organiques inséparables de l'ensemble de l'économie capitaliste.

C'est bien plutôt l'absence de désordre dans le développement de la production capitaliste qui recèlerait des dangers plus graves que les crises elles-mêmes. C'est la baisse constante du taux de profit, résultant non pas de la contradiction entre la production et l'échange mais de l'accroissement de la productivité du travail, qui menace de rendre la production impossible aux petits et moyens capitaux, risquant ainsi de limiter la création de nouveaux investissements et de freiner leur expansion. Les crises, autre conséquence du même processus, ont précisément pour effet, en dépréciant périodiquement le capital, en faisant baisser le prix des moyens de production, et en paralysant une partie du capital actif, d'augmenter le profit, créant par là même les conditions de nouveaux investissements, d'une nouvelle extension de la production. Elles apparaissent donc comme un moyen d'animer le développement capitaliste ; si elles cessaient (non pas à certains moments, lorsque le marché mondial se développe mais si elles cessaient tout à fait), leur disparition, loin de favoriser l'essor de l'économie capitaliste, comme le pense Bernstein, provoquerait au contraire son enlisement. Avec la rigidité mécanique qui caractérise toute sa théorie, Bernstein oublie à la fois la nécessité des crises et celle, périodique, de nouveaux investissements de petits et de moyens capitaux ; c'est pourquoi la renaissance constante des petits capitaux lui apparaît comme un signe de l'arrêt du développement capitaliste et non, comme c'est le cas, du développement normal du capitalisme.

Le seul point de vue d'où tous les phénomènes mentionnés ci-dessus apparaissent effectivement tels que les présente la théorie de l'adaptation, c'est celui du capitaliste isolé. Dans cette perspective les faits économiques apparaissent déformés par les lois de la concurrence et se reflètent dans la conscience du capitaliste individuel. Celui-ci considère en effet chaque fragment organique de l'ensemble de l'économie comme un tout indépendant, il n'en voit que les effets sur lui, capitaliste isolé, et par conséquent les considère comme de simples « désordres » ou de simples « facteurs d'adaptation ». Pour le capitaliste isolé les crises sont effectivement de simples désordres dont la disparition lui accorderait un plus long délai d'existence. Pour lui le crédit est un moyen d'adapter ses forces de production insuffisantes aux besoins du marché. Pour lui le cartel auquel il adhère supprime effectivement l'anarchie.

En un mot, la théorie bernsteinienne de l'adaptation n'est rien d'autre qu'une généralisation théorique du point de vue du capitaliste isolé ; or ce point de vue est traduit en théorie par l'économie bourgeoise vulgaire. Toutes les erreurs économiques de cette école reposent précisément sur le malentendu selon lequel les phénomènes de la concurrence, considérés du point de vue du capital isolé, passent pour des manifestations de l'ensemble de l'économie capitaliste. Comme le fait Bernstein à propos du crédit, l'économie vulgaire considère encore par exemple l'argent comme un ingénieux « moyen d'adaptation » aux besoins de l'échange. Elle cherche également dans les phénomènes capitalistes eux-mêmes l'antidote contre les maux capitalistes. Elle croit, comme Bernstein, à la possibilité d'une régularisation de l'économie capitaliste. Elle croit à la possibilité d'atténuer les contradictions capitalistes et de replâtrer les lézardes de l'économie capitaliste, en d'autres termes sa démarche est réactionnaire, et non révolutionnaire, elle est du ressort de l'utopie.

On peut donc définir et résumer la théorie révisionniste par ces mots : *C'est une théorie de l'enlisement du socialisme fondée sur la théorie de l'économie vulgaire de l'enlisement du capitalisme.*

Deuxième partie

1. Le développement économique et le socialisme ¹

↳

La plus grande conquête de la lutte de classe prolétarienne au cours de son développement a été la découverte que la réalisation du socialisme trouve un appui dans les *fondements économiques* de la société capitaliste. Jusque là le socialisme était un « idéal », l'objet de rêves millénaires de l'humanité ; il est devenu une *nécessité historique*.

Bernstein conteste l'existence dans la société actuelle de ces fondements économiques du socialisme. Son argumentation a d'ailleurs subi une évolution intéressante à cet égard. Au début, dans la *Neue Zeit*, il constatait simplement la rapidité du processus de concentration de l'industrie, il se fondait sur une comparaison des chiffres de la statistique professionnelle en Allemagne de 1895 et de 1882. Pour pouvoir utiliser ces résultats à ses fins, il était obligé d'avoir recours à des procédés sommaires et mécaniques. Mais même dans le meilleur des cas Bernstein, en montrant la survie tenace des moyennes entreprises, ne pouvait affaiblir en rien l'analyse marxiste. Le marxisme n'implique, comme condition de la réalisation du socialisme, ni un certain rythme de la concentration industrielle, c'est-à-dire un délai déterminé pour la réalisation du but final du socialisme, ni, comme nous l'avons déjà montré, la disparition absolue des petits capitaux, autrement dit la disparition de la petite bourgeoisie.

Par la suite, dans son livre Bernstein fournit un nouveau matériel de preuves, à savoir : la statistique des *sociétés par actions*, qui d'après lui doit montrer que le nombre des actionnaires s'accroît constamment, que par conséquent la classe capitaliste, loin de diminuer en nombre, augmente. Il est étonnant de constater à quel point Bernstein connaît peu les documents existants et comme il sait peu les utiliser en faveur de sa thèse !

¹ Cette partie se rapporte non plus aux articles mais au livre de Bernstein « *Die Voraussetzungen des Sozialismus und die Aufgaben der Sozial-Demokratie.* » Les pages que nous indiquons renvoient à l'édition allemande. (N. d. T.).

S'il avait voulu, en s'appuyant sur les sociétés par actions, citer des preuves contre la loi marxiste du développement industriel, il aurait dû fournir de tout autres chiffres. Car quiconque connaît l'histoire des sociétés par actions en Allemagne, sait que leur capital de fondation moyen par entreprises *diminue* presque régulièrement. C'est ainsi que, tandis qu'avant 1871 ce capital s'élevait à environ 10,8 millions de marks, il n'était plus en 1871 que de 4,01 millions de marks ; en 1873 de 3,8 millions; de 1882 à 1887 de moins d'un million; en 1891 de 0,52 million ; et en 1892 de 0,62 million de marks seulement. Depuis, ces chiffres ont oscillé autour d'un million de marks, ils sont même tombés du chiffre de 1,78 million en 1895 à 1,19 million de marks au cours du premier semestre 1897 (Van der Borgh : *Handwörterbuch der Staatswissenschaften, 1*).

Voilà des chiffres étonnants ; Bernstein pouvait en déduire toute une tendance anti-marxiste du développement qui serait la réduction des grandes entreprises et le retour à de petites entreprises. Mais en ce cas n'importe qui pourrait lui répondre : pour que ces statistiques aient une valeur de preuve, vous devez tout d'abord prouver qu'elles se rapportent aux *mêmes* branches d'industrie ; vous devez démontrer qu'on voit apparaître de petites entreprises à la place de grandes entreprises, et non dans une branche où dominait le capital familial ou même l'artisanat ou la minuscule entreprise. Cette preuve, vous ne pouvez pas la fournir, car le remplacement d'immenses sociétés par actions par des entreprises moyennes ou Petites ne peut s'expliquer que par le fait que le système des sociétés par actions pénètre dans des branches toujours nouvelles de la production ; il est vrai que ce système ne s'appliquait au début qu'à un petit nombre de grandes entreprises, il s'est adapté de plus en plus aux moyennes et même aux petites entreprises (on constate même des fondations de sociétés par actions au-dessous de mille marks de capital !)

Mais que signifie sur le plan économique l'extension de plus en plus grande du système des sociétés par actions ? Elle signifie la *socialisation croissante de la production* à l'intérieur du capitalisme, la socialisation de la grande, mais également de la moyenne et de la petite production, par conséquent quelque chose qui ne contredit pas la théorie marxiste, mais la confirme au contraire de la manière la plus éclatante.

En effet, s'il faut définir économiquement la fondation de sociétés de par actions, on dira que ce phénomène consiste d'une part à réunir un grand nombre de petites fortunes en un grand capital de production ; d'autre part, à séparer la production et la propriété du capital ; par conséquent il réussit à dépasser d'une double manière le mode de production capitaliste sans quitter ses fondements capitalistes. Que signifie donc, en face de ces faits, la statistique citée par Bernstein du grand nombre des actionnaires participant à une entreprise ? Elle prouve simplement qu'actuellement une entreprise capitaliste ne correspond pas, comme autrefois, à un seul propriétaire du capital, mais à un nombre de plus en plus considérable de capitalistes et que, par conséquent, la notion économique de « capitaliste » ne recouvre plus un individu isolé, elle signifie donc que le capitaliste industriel d'aujourd'hui est une personne collective composée de centaines et même de milliers d'individus, que la catégorie capitaliste elle-même est devenue, dans les cadres de l'économie capitaliste, une catégorie sociale, qu'elle s'est *socialisée*.

Comment expliquer alors l'erreur de Bernstein qui voit dans le phénomène des sociétés par actions une dispersion et non une concentration du capital, et qui aperçoit l'extension de la propriété capitaliste là où Marx voyait tout au contraire la « suppression de cette même propriété » ? Cette erreur s'explique par une confusion économique très simple : pour Bernstein la notion de capitaliste recouvre non pas une catégorie de la production mais du droit de propriété, non pas une unité économique mais une unité fiscale et par capital il entend non pas un facteur de la production, mais simplement une certaine fortune en argent.

C'est pourquoi dans l'exemple qu'il cite du trust anglais du fil, il voit, non pas la fusion de 12 300 individus en une seule personne collective, mais 12 300 capitalistes individuels ; c'est pourquoi son ingénieur Schulze qui a reçu du rentier Müller, en guise de dot pour sa femme, « un grand nombre d'actions » (p. 54) est à ses yeux un capitaliste. C'est pourquoi le monde entier lui paraît fourmiller de « capitalistes »¹. Mais cette confusion héritée de l'économie vulgaire sert à Bernstein de base théorique à une « vulgarisation » du socialisme. En transférant la notion de capitaliste de la sphère de la production dans celle de la propriété, et en « parlant d'hommes au lieu de parler d'entrepreneurs » (p. 53), Bernstein transfère également le socialisme du domaine de la production dans le domaine des rapports de fortune ; il transforme les rapports entre le capital et le travail en rapports entre riches et pauvres.

Nous voilà ramenés de Marx et d'Engels à l'auteur de *l'Évangile du pauvre pêcheur*, avec cette différence que Weitling², avec son sûr instinct de prolétaire, voyait précisément dans cet antagonisme entre riches et pauvres les antagonismes de classe sous leur forme primitive; il entendait en faire un levier du socialisme; Bernstein, lui, voit la réalisation du socialisme dans la transformation des pauvres en riches, c'est-à-dire dans l'atténuation des antagonismes de classe ; il s'engage donc dans une voie petite-bourgeoise.

Il est vrai que Bernstein ne se borne pas à la statistique des revenus. Il nous fournit également des statistiques d'entreprises, dans plusieurs pays : l'Allemagne, la France, l'Angleterre, la Suisse, l'Autriche, et les États-Unis. Mais que valent ces statistiques ? Il ne compare pas les chiffres de différentes périodes dans chaque pays, mais de chaque période dans différents pays, il ne compare pas par conséquent - à l'exception de l'Allemagne, où il reprend sa vieille comparaison entre les années 1895 et 1882 - la statistique d'un des pays déterminés à différentes époques, mais seulement les chiffres absolus pour différents pays (pour l'Angleterre en 1891, pour la France en 1894, et pour les États-Unis en 1890, etc.). Il aboutit à la conclusion que si « la grande exploitation domine effectivement aujourd'hui l'industrie, elle ne représente cependant, en y incluant les entreprises qui dépendent d'elle, même dans un pays aussi développé que la Prusse, *que la moitié tout au plus de la population occupée dans la production* ». Il en est de même pour l'Allemagne, l'Angleterre, la Belgique, etc.

Ce qu'il démontre ainsi, ce n'est manifestement pas telle ou telle tendance du développement économique, mais seulement le rapport absolu des forces des différentes formes d'entreprises ou des différentes classes professionnelles. Il prétend prouver ainsi la possibilité de réaliser le socialisme, mais son argumentation se fonde sur la thèse selon laquelle ce qui

¹ Bernstein voit manifestement dans la grande diffusion des petites actions une preuve que la richesse sociale commence à verser sa pluie de bienfaits sur les petites gens. En effet, qui pourrait, sinon les petits-bourgeois ou même les ouvriers, acheter des actions pour la bagatelle d'une livre sterling ou de vingt marks ! Malheureusement cette hypothèse repose sur une erreur de calcul : on opère avec la valeur nominale des actions au lieu d'opérer avec leur valeur marchande, ce qui est tout différent. Sur le marché minier on a traité entre autres les mines sud-africaines du Rand, les actions, tout comme la plupart des valeurs minières d'une livre sterling, soit 20 marks papier. Mais elles coûtaient déjà en 1899 trois livres sterling (voir les cours de la fin du mois de mars) c'est-à-dire non pas 20 mais 860 marks ! Il en est à peu près de même partout. En réalité, les petites actions sont donc, bien qu'elles aient l'air si démocratiques, des « bons sur la richesse sociale » tout à fait bourgeois et nullement petit-bourgeois ou prolétariens car ce n'est que par une toute petite minorité d'actionnaires qu'elles sont achetées à leur valeur nominale.

² Wilhelm WEITLING, socialiste allemand (1808-1871). Ouvrier tailleur, il organisa en Suisse parmi les Allemands émigrés la « Ligue de Justes ». Proche des idées de Fourier et plus tard de Lamennais il écrivit *l'Évangile du pauvre pêcheur* (1845) (N.d.T.).

décide de l'issue de la bataille sociale, c'est le rapport des forces numériques matérielles, des éléments qui s'affrontent; par conséquent, la seule *violence*. Bernstein, qui partout ailleurs n'a pas assez d'invectives contre le blanquisme, tombe lui-même dans la plus grossière erreur blanquiste. Avec cette différence toutefois que les blanquistes, qui sont de tendance socialiste révolutionnaire, partent du postulat de la possibilité de la réalisation économique du socialisme et fondent sur ce postulat les chances de victoire d'une révolution violente, même accomplie par une petite minorité ; Bernstein au contraire conclut de la majorité numérique insuffisante du peuple à l'impossibilité de la réalisation économique du socialisme. La social-démocratie n'attend pas la réalisation du but final de la violence victorieuse d'une minorité, pas plus que de la supériorité numérique de la majorité ; c'est la nécessité économique - et la conscience de cette nécessité - qui conduira au renversement du capitalisme par les masses populaires ; l'expression la plus visible de cette nécessité est *l'anarchie capitaliste*.

Quant à cette question décisive de l'anarchie dans l'économie capitaliste, Bernstein lui-même ne nie que les grandes crises générales mais non pas les crises partielles, ou nationales. Ce faisant, il conteste qu'il y ait beaucoup d'anarchie ; il admet l'existence d'un peu d'anarchie. Il en est de l'économie capitaliste, pour Bernstein, comme, pour citer Marx, de cette vierge folle avec son enfant « qui était tout petit ». Mais le malheur, dans une affaire comme celle-ci, c'est que peu ou beaucoup d'anarchie reviennent absolument au même. Si Bernstein admet l'existence d'un peu d'anarchie, le mécanisme de l'économie marchande provoque automatiquement l'extension monstrueuse de cette anarchie - jusqu'à ce que le système s'effondre. Mais si *Bernstein* espère que tout en restant dans le cadre de l'économie marchande ce petit peu d'anarchie cèdera la place à l'ordre et à l'harmonie, il tombe à son tour dans l'une des erreurs fondamentales de l'économie bourgeoise vulgaire, en regardant le mode d'échange comme indépendant du mode de production.

Nous ne prétendons pas montrer ici dans toute son ampleur la confusion surprenante que Bernstein manifeste dans son livre à propos des principes les plus élémentaires de l'économie politique. Mais il est un point à traiter à propos de la question fondamentale de l'anarchie capitaliste et que nous devons éclairer brièvement.

Bernstein déclare que la loi *de la valeur-travail* de *Marx* est une simple abstraction ; ce terme, en économie politique, a manifestement pour lui la valeur d'une injure, Or si la valeur travail est une simple abstraction « une construction de l'esprit », tout citoyen normal ayant fait son service militaire, payant régulièrement ses impôts, a le même droit que *Marx* d'inventer n'importe quelle sottise pour en faire une « construction de l'esprit » telle que la loi de la valeur, « *Marx* a le droit de faire abstraction des qualités des marchandises pour en faire de simples incarnations de quantités de ce travail humain, aussi bien que les économistes de l'école de *Boehm-Jevons*¹ celui de faire abstraction de toutes les qualités des marchandises en ne gardant que leur utilité. »

Par conséquent le travail social de *Marx* et l'utilité abstraite de *Menger*² se valent à ses yeux, il s'agit dans les deux cas d'une pure abstraction. Mais Bernstein oublie complètement que l'abstraction de *Marx* n'est pas une invention pure et simple mais une découverte, sortie

¹ JEVONS, philosophe et économiste anglais (1835-1882). Partisan de la théorie de l'utilité marginale. L'école marginaliste pratiquait le recours systématique aux mathématiques. (*Theory of Practical Economy* 1871). Boeum, plus souvent appelé par son nom omplet Boehm-Bawerk, économiste autrichien 1851-1914. Fondateur de l'école autrichienne de l'utilité marginale. Auteur de *Kapital und Capitalzins* (1884-1889), *Vacht oder ökonomisches Gesetz* (1924-26) (N. d. T.).

² Carl MFNGER économiste autrichien (1840-1921). Membre de l'école psychologique autrichienne. Auteur de la théorie de la « moindre jouissance », qu'il défend dans les *Principes d'économie politique* (1871), proches des théories de Jevons. (N. d. T.)

non pas de la tête de Marx, mais de l'économie marchande, qu'elle n'a pas une existence imaginaire, mais une existence sociale réelle, si réelle qu'elle peut être découpée, pesée et monnayée. Le travail humain abstrait découvert par Marx n'est rien d'autre sous une forme développée que l'argent, c'est là une des découvertes économiques les plus géniales de Marx; en revanche, pour toute l'économie politique bourgeoise, du premier *des* mercantilistes jusqu'au dernier des classiques, l'argent a gardé son caractère mystique qui en fait une énigme insoluble.

Par contre, l'idée de l'utilité abstraite, chère à Boehm et à Jevons, n'est effectivement qu'une construction de l'esprit, ou plutôt une construction du néant intellectuel, une sottise dont on ne peut rendre responsable ni la société capitaliste ni aucune autre société humaine, mais uniquement l'économie vulgaire bourgeoise elle-même. Avec cette belle « construction de l'esprit », Bernstein, Boehm et Jevons et toute leur communauté mystique peuvent bien rester cois pendant vingt ans encore devant le mystère de l'argent : ils n'en découvriront rien d'autre que ce que savait déjà n'importe quel savetier : à savoir que l'argent est chose « utile ».

Ainsi Bernstein s'est interdit tout moyen de comprendre la théorie marxienne de la valeur. Or il est bien évident pour ceux qui connaissent tant soit peu la doctrine économique de Marx, que sans la loi de la valeur l'ensemble du système reste incompréhensible ; soyons plus concrets : si on ne comprend pas le caractère de la marchandise et de l'échange, l'économie capitaliste et ses rapports restent nécessairement mystérieux. Grâce à quelle clé magique Marx a-t-il réussi à pénétrer les secrets les plus profonds de tous les phénomènes capitalistes, à résoudre comme en se jouant des problèmes dont les plus grands esprits de l'économie politique bourgeoise, tels que Smith et Ricardo ne soupçonnaient même pas l'existence ? C'est simplement qu'il a conçu l'économie capitaliste tout entière comme un phénomène historique, dont l'histoire s'étend non seulement derrière elle, comme l'admettait à la rigueur l'économie classique, mais aussi devant elle ; c'est d'avoir considéré non seulement le passé, l'économie féodale, mais aussi *l'avenir socialiste*. Le secret de la théorie de la valeur chez Marx, de son analyse de l'argent, de sa théorie du capital, du taux de profit, et par conséquent de tout le système économique actuel, est la découverte du caractère éphémère et transitoire de l'économie capitaliste, son effondrement et par conséquent - ceci n'en est que l'aspect complémentaire - le but final socialiste. C'est uniquement parce que Marx considérait l'économie capitaliste en sa qualité de socialiste, c'est-à-dire *du point de vue historique*, qu'il put en déchiffrer les hiéroglyphes ; c'est parce qu'il se plaçait à un point de vue socialiste, pour analyser scientifiquement la société bourgeoise, qu'il put à son tour donner une base scientifique au socialisme.

C'est en sachant cela qu'il faut juger les observations de Bernstein à la fin de son livre, où il se plaint de la « dualité » « qui se manifeste à travers l'œuvre monumentale de Marx », « dualité dans le caractère de l'œuvre qui, d'une part veut être une étude scientifique, et d'autre part prétend prouver une thèse toute faite antérieure à la rédaction du livre ; thèse qui se fonde sur un schéma préétabli contenant déjà le résultat, devrait être l'aboutissement de l'étude même. Le retour au *Manifeste communiste* [c'est-à-dire le but final socialiste R. L. !] montre ici l'existence d'un reste d'utopisme dans la doctrine de Marx » (p. 77).

En qualifiant la dualité théorique de Marx de « survivance de l'utopisme », Bernstein avoue naïvement qu'il nie la dualité historique existant dans la société bourgeoise, les antagonismes capitalistes de classe, il avoue que le socialisme lui-même n'est à ses yeux qu'une « survivance de l'utopisme ». Le « monisme », l'unité de Bernstein, c'est l'unité du régime capitaliste voué à l'éternité, l'unité du socialiste qui a renoncé au but final et voit dans la société bourgeoise une et inébranlable l'étape ultime de l'évolution de l'humanité.

Mais puisqu'il ignore dans la structure économique du capitalisme la dualité, le germe du socialisme, il lui faut pour sauver le programme socialiste, au moins dans sa forme, avoir recours à une construction idéaliste, extérieure à l'évolution économique et faire du socialisme, de phase historique déterminée du développement social qu'il est en réalité, un principe abstrait.

Le principe bernsteinien du coopératisme, dont il prétend orner l'économie capitaliste, cette maigre décantation du but final socialiste, apparaît comme une concession de sa théorie bourgeoise faite non pas à l'avenir socialiste de la société, mais au passé socialiste - de Bernstein.

2. Les syndicats, les coopératives et la démocratie politique

. ↵

Le socialisme de Bernstein tend, nous l'avons vu, à faire participer les ouvriers à la richesse sociale, à transformer les pauvres en riches. Par quelle voie y parviendra-t-on ? Dans ses articles parus dans la *Neue Zeit* et intitulés . « *Problèmes du socialisme* » il n'y faisait que de très vagues allusions. Dans son livre, en revanche, il nous donne sur cette question toutes les précisions désirables. Son socialisme doit être réalisé par deux moyens : par les syndicats ou, comme il dit, par la démocratie économique et par les coopératives. Grâce aux premiers il veut supprimer le profit industriel, par les secondes le profit commercial.

Les coopératives, et d'abord les coopératives de production sont des institutions de nature hybride au sein de l'économie capitaliste : elles constituent une production socialisée en miniature, qui s'accompagne d'un échange capitaliste. Mais dans l'économie capitaliste l'échange domine la production ; à cause de la concurrence il exige, pour que puisse vivre l'entreprise, une exploitation impitoyable de la force de travail, c'est-à-dire la domination complète du processus de production par les intérêts capitalistes. Pratiquement, cela se traduit par la nécessité d'intensifier le travail, d'en raccourcir ou d'en prolonger la durée selon la conjoncture, d'embaucher ou de licencier la force de travail selon les besoins du marché, en un mot de pratiquer toutes méthodes bien connues qui permettent à une entreprise capitaliste de soutenir la concurrence des autres entreprises. D'où, pour la coopérative de production, la nécessité, contradictoire pour les ouvriers, de se gouverner eux-mêmes avec toute l'autorité absolue nécessaire et de jouer vis-à-vis d'eux-mêmes le rôle d'entrepreneurs capitalistes. De cette contradiction la coopérative de production meurt, en ce sens qu'elle redevient une entreprise capitaliste ou bien, au cas où les intérêts des ouvriers sont les plus forts, qu'elle se dissout. Tels sont les faits. Bernstein les constate lui-même, mais visiblement sans les comprendre, puisqu'il voit après Mme Potter-Webb dans le manque de « discipline » la cause de l'échec des coopératives de production en Angleterre. Ce qui reçoit ici la qualification superficielle et plate de « discipline » n'est autre chose que le régime absolu qui est naturel au -capital et que les ouvriers ne peuvent évidemment pas employer contre eux-mêmes ¹.

D'où il résulte que la coopérative ne peut assurer son existence au sein de l'économie capitaliste qu'en supprimant un détour, la contradiction qu'elle recèle entre le mode de production et le mode d'échange, en se soustrayant artificiellement aux lois de la libre concurrence. Elle ne peut le faire qu'en s'assurant par avance un marché, un cercle constant de consommateurs, la *coopérative de consommation* lui en fournit le moyen. Voilà la raison - c'est Bernstein qui nous le révèle - de la faillite des coopératives de production autonomes, dont l'existence ne peut être assurée que par une coopérative de consommation ; cela n'a rien

¹ « Les coopératives ouvrières de production sont elles-mêmes au sein de la forme ancienne la première brèche faite à cette ancienne forme, quoique naturellement dans leur organisation réelle partout elles reproduisent forcément toutes les défauts du système existant. » (Marx, *Capital*, livre III, eh. 27, tome XI, p. 287, trad. Molitor, Paris, Coste.)

à voir avec la distinction entre les coopératives d'achat et de vente inventées par Oppenheimer.

On constate donc que l'existence des coopératives de production est liée actuellement à l'existence des coopératives de consommation ; il en résulte que les coopératives de production doivent se contenter, dans le meilleur des cas, de petits débouchés locaux et qu'elles se limitent à quelques produits de première nécessité, de préférence aux produits alimentaires. Toutes les branches les plus importantes de la production capitaliste : l'industrie textile, minière, métallurgique, pétrolifère, ainsi que l'industrie de construction de machines, des locomotives et. des navires sont exclues d'avance de la coopérative de consommation et, par conséquent, des coopératives de production. C'est pourquoi, même en faisant abstraction de leur caractère hybride. les coopératives de production ne peuvent jouer le rôle d'une réforme sociale générale, pour cette raison que la réalisation générale implique d'abord la suppression du marché mondial et le morcellement de l'économie mondiale actuelle en petits groupes de production et d'échange locaux : il s'agirait, en somme, d'un retour de l'économie du grand capitalisme à l'économie marchande du Moyen-Âge.

Mais, même dans les limites de la réalisation possible, dans la société actuelle les coopératives de production jouent le rôle de simples annexes des coopératives de consommation ; celles-ci sont donc au premier plan et apparaissent comme la base principale de la réforme socialiste projetée. De ce fait, la réforme socialiste basée sur le système des coopératives abandonne la lutte contre le capital de production c'est-à-dire contre la branche maîtresse de l'économie capitaliste et se contente de diriger ses coups contre un capital commercial et plus exactement le petit et le moyen capital commercial ; elle ne s'attaque plus qu'aux *branches secondaires* du tronc capitaliste.

Quant aux syndicats qui, dans la doctrine de Bernstein, sont un autre moyen de lutter contre l'exploitation du capital de production, nous avons déjà montré qu'ils sont incapables d'imposer l'influence de la classe ouvrière sur le processus de production, pas plus en ce qui concerne les dimensions de la production que ses procédés techniques.

Examinons maintenant l'aspect purement économique du problème, ce que Bernstein appelle : « la lutte du taux de salaire contre le taux du profit » ; or cette lutte ne se poursuit pas dans l'abstrait, dans un espace immatériel, mais dans le cadre bien déterminé de la loi des salaires qu'elle ne peut abolir, mais seulement réaliser. Cela apparaît avec évidence quand on examine le problème sous une autre face et que l'on se pose la question du rôle véritable des syndicats. Bernstein assigne aux syndicats une mission particulière dans la lutte pour l'émancipation de la classe ouvrière : c'est à eux, dit-il, de mener la bataille contre le taux du profit industriel et de le transformer progressivement en taux de salaire ; or les syndicats n'ont absolument Pas le pouvoir de mener une politique d'offensive économique contre le profit, parce qu'ils ne sont rien d'autre, en réalité, que la *défense* organisée de la force de travail contre les attaques du profit, l'expression de la résistance de la classe ouvrière à la tendance oppressive de l'économie capitaliste. Et ceci pour deux raisons :

1° Les syndicats ont pour tâche d'agir par leur organisation sur le marché de la force du travail, mais l'organisation est constamment débordée par le processus de prolétarianisation des classes moyennes qui amène continuellement sur le marché du travail de nouvelles recrues.

2° Les syndicats se proposent d'améliorer les conditions d'existence, d'augmenter la part de la richesse sociale qui revient à la classe ouvrière ; mais cette part est sans cesse réduite, avec la fatalité d'un phénomène naturel, par l'accroissement de la productivité du travail. Pour s'en

rendre compte, il n'est pas nécessaire d'être marxiste, il suffit d'avoir eu une fois entre les mains le livre de Rodbertus¹ intitulé : « *Zur Beleuchtung der sozialen Frage* » (« Pour éclairer la question sociale »). A cause de ces facteurs objectifs, qui sont le fait de la société capitaliste, les deux fonctions essentielles du syndicalisme se transforment profondément, et la lutte syndicale devient un véritable travail de Sisyphe. Ce travail de Sisyphe est pourtant indispensable si l'on veut que l'ouvrier reçoive le taux de salaire qui lui revient dans la situation conjoncturelle du marché, que la loi capitaliste se réalise et que la tendance dépressive du développement économique soit stoppée ou plus exactement atténuée dans son effet. Mais vouloir que les syndicats parviennent à réduire progressivement le profit à l'avantage du salaire implique :

1° que cessent la prolétarianisation des classes moyennes et l'accroissement numérique de la population ouvrière ; 2° que la productivité du travail cesse d'augmenter ; dans le cas où ces deux conditions sociales seraient réalisées il s'agirait ici aussi - comme à propos de l'économie corporative de consommation - d'un retour à une *économie antérieure au capitalisme*.

Les deux moyens grâce auxquels Bernstein prétendait réaliser la réforme socialiste, à savoir les coopératives et les syndicats, se révèlent donc absolument incapables de transformer le *mode de production capitaliste*. Bernstein en a lui-même une conscience plus ou moins claire; il ne les regarde que comme des moyens de réduire le profit capitaliste et d'enrichir les ouvriers, ce qui revient à renoncer à lutter contre le mode de production capitaliste ; il oriente le mouvement socialiste vers la lutte contre le *mode de répartition capitaliste*. Bernstein lui-même définit à plusieurs reprises son socialisme comme une tentative d'introduire un mode de répartition « juste », « plus juste » (p. 51 de son livre) et même « encore plus juste » (*Vorwärts*, 26 mars 1809).

Il est vrai que l'aiguillon qui pousse d'abord vers le mouvement socialiste les masses populaires, c'est le mode de répartition « injuste » du régime capitaliste. En luttant pour la socialisation de toute l'économie, la social-démocratie témoigne en même temps de son aspiration naturelle à une répartition « juste » de la richesse sociale. Mais nous avons appris, grâce à Marx, que le mode de répartition d'une époque déterminée n'est que la conséquence naturelle du mode de production de cette époque ; en conséquence, la social-démocratie intensifie sa lutte non pas contre le système de la répartition dans le *cadre* de la production capitaliste, elle vise à supprimer la production marchande capitaliste elle-même. En un mot, la social-démocratie veut établir un mode de répartition socialiste en supprimant le mode de production capitaliste, tandis que la méthode bernsteinienne consiste à l'inverse à combattre le mode de répartition capitaliste dans l'espoir d'arriver à établir progressivement par ce moyen même, un mode de production socialiste.

Sur quoi Bernstein fonde-t-il alors la réforme socialiste ? Sur certaines tendances déterminées de la production capitaliste ? Non, car : 1° il nie ces tendances, et 2°, nous le savons par ce qui précède, il voit dans la transformation socialiste de la production la conséquence d'une transformation de la répartition, et non l'inverse. Les fondements du socialisme de Bernstein ne sont donc pas d'ordre économique. Après avoir complètement renversé le rapport du but et des moyens du socialisme, après avoir abattu ce fondement économique, il *ne peut pas* donner à son programme un fondement impérialiste, il est obligé d'avoir recours à l'idéalisme.

¹ RODBERTUS, économiste et homme politique (1805-1875). D'Idées libérales, il défendait l'idée d'un socialisme d'État. Dans sa théorie de la « quote-part décroissante du salaire » il soutient que les ouvriers touchent une part toujours décroissante du revenu national ; pour y remédier il propose que l'État fixe de manière autoritaire et une fois pour toutes cette quote-part. (N. d. T.)

« Pourquoi faire dériver le socialisme de la contrainte économique ? » écrit-il. « Pourquoi dégrader *l'intelligence, le sentiment de la justice, la volonté humaine* ? » (*Vorwärts*, 26 mars 1899). Bernstein prétend que la répartition plus juste qu'il souhaite sera réalisée non par le fait d'une nécessité économique contraignante, mais par la libre volonté de l'homme ou plutôt, puisque la volonté elle-même n'est qu'un instrument, par la conscience de la justice, bref, grâce à l'idée de la justice.

Nous en revenons donc au principe de la justice, à ce vieux cheval de bataille que, depuis des millénaires, chevauchent tous les réformateurs du monde entier, faute de plus sûrs moyens historiques de progrès, à cette Rossinante fourbue sur laquelle tous les Don Quichotte de l'histoire ont galopé vers la grande réforme du monde, pour revenir déconfits avec un oeil au beurre noir.

Tel est donc le socialisme de Bernstein, qui a pour fondement social les rapports entre riches et pauvres, pour contenu le principe des coopératives, pour but une « répartition plus juste » et pour légitimation historique l'idée de justice. Comme Weitling, il y a plus de cinquante ans, avait défendu avec plus de force, d'esprit et de brio cette sorte de socialisme ! Assurément le génial tailleur ne connaissait pas encore le socialisme scientifique. Or pour faire passer aujourd'hui, un demi-siècle plus tard, sa doctrine mise en pièces par Marx et Engels, pour en recoudre les morceaux et la présenter au prolétariat allemand comme le dernier mot de la science, il faut aussi un tailleur ... mais celui-ci est bien loin d'être génial.

Au même titre que les syndicats et les coopératives qui en constituent le fondement économique, le postulat politique de la théorie révisionniste est un développement toujours croissant de la démocratie. Les explosions réactionnaires actuelles ne sont pour le révisionnisme que des « sursauts » fortuits et éphémères dont il ne faut pas tenir compte dans la ligne générale de la lutte ouvrière. Pour Bernstein, la démocratie apparaît comme une étape nécessaire de l'évolution de la société moderne ; que dis-je ? La démocratie est pour lui, comme pour le théoricien bourgeois du libéralisme, la loi fondamentale de l'évolution historique en général, à la réalisation de laquelle doivent tendre toutes les forces actives de la vie politique. Or, dans cette formulation absolue, ce jugement est faux ; c'est là une manière petite-bourgeoise et superficielle de schématiser les résultats d'une période très courte de l'histoire de la bourgeoisie : les vingt-cinq ou trente dernières années. Si l'on examine de près l'évolution de la démocratie dans l'histoire, et simultanément l'histoire politique du capitalisme, on obtient un résultat différent.

Tout d'abord nous trouvons la démocratie dans les structures sociales les plus différentes : dans les sociétés communistes primitives, dans les États esclavagistes de l'antiquité, dans les communes du Moyen Age. De même, nous rencontrons l'absolutisme et la monarchie constitutionnelle dans les régimes économiques les plus divers. D'autre part, le capitalisme à ses débuts, au stade de la production marchande, donne naissance à une constitution démocratique dans les communes municipales du Moyen Age ; plus tard, dans sa forme plus développée, au stade de la production manufacturière, il trouve dans la monarchie absolue la forme politique qui lui correspond. Enfin, au stade de l'économie industrielle développée, il produit nécessairement en France la république démocratique (1793), la monarchie absolue de Napoléon 1er, la monarchie nobiliaire de l'époque de la Restauration (1815-1830), la monarchie constitutionnelle bourgeoise de Louis-Philippe, puis de nouveau la république démocratique, encore une fois la monarchie de Napoléon III, et enfin, pour la troisième fois, la république. En Allemagne, la seule institution véritablement démocratique, le suffrage

universel, n'est pas une conquête du libéralisme bourgeois, mais un instrument servant à l'unification politique des petits États ; il a par conséquent cette seule fonction dans le développement de la bourgeoisie allemande qui se satisfait parallèlement d'une monarchie constitutionnelle semi-féodale. En Russie le capitalisme a prospéré longtemps sous le régime de l'absolutisme oriental sans que la bourgeoisie ait manifesté le moins du monde le désir de voir s'instaurer la démocratie. En Autriche le suffrage universel est apparu surtout comme le moyen de sauver la monarchie en voie de décomposition. En Belgique enfin, la conquête démocratique du mouvement ouvrier, le suffrage universel, est un effet de la faiblesse du militarisme et par conséquent de la situation géographique et politique particulière de la Belgique et surtout, ce « morceau de démocratie » est acquis, non pas par la bourgeoisie, mais contre elle.

Le développement ininterrompu de la démocratie que la révisionnisme, à l'instar du libéralisme bourgeois, prend pour la loi fondamentale de l'histoire humaine, ou du moins de l'histoire moderne, se révèle, quand on l'examine de près, comme un mirage. On ne peut établir de rapports universels et absolus entre le développement du capitalisme et la démocratie. Le régime politique est chaque fois le résultat de l'ensemble des facteurs politiques aussi bien internes qu'externes ; à l'intérieur de ces limites il présente tous les différents degrés de l'échelle depuis la monarchie absolue jusqu'à la République démocratique.

Nous devons donc renoncer à établir une loi historique universelle du développement de la démocratie, même dans le cadre de la société moderne ; si nous nous tournons vers la phase actuelle de l'histoire bourgeoise, nous constatons, ici aussi, dans la situation politique, l'existence de facteurs qui n'entrent pas dans le cadre du schéma de Bernstein, mais conduisent au contraire à l'abandon, par la société bourgeoise, des conquêtes obtenues.

D'une part, les institutions démocratiques - c'est un fait important - ont terminé leur rôle dans le développement de la société bourgeoise. Dans la mesure où elles ont aidé à l'unification des petits États et contribué à la création de grands États modernes (Allemagne, Italie) elles ont épuisé leur utilité. Le développement économique a, entre temps, achevé l'œuvre de cohésion interne des États.

On peut faire les mêmes remarques à propos de toute la machine politique et administrative de l'État passant d'un organisme féodal ou semi-féodal à un mécanisme capitaliste. Cette transformation, historiquement inséparable du développement de la démocratie, est aujourd'hui si complètement achevée que les composantes purement démocratiques de la société, le suffrage universel, le régime républicain, pourraient être supprimées sans que l'administration, les finances, l'organisation militaire eussent besoin de revenir aux formes antérieures à la Révolution de mars 1848, en Allemagne.

On constate donc que le libéralisme est devenu comme tel inutile à la société bourgeoise, il en entrave même le développement à d'autres égards. Il faut mentionner ici deux facteurs qui dominent toute la vie politique de États actuels : la *politique mondiale* et le *mouvement ouvrier* - l'un et l'autre n'étant que deux aspects différents de la phase actuelle du capitalisme.

A cause du développement de l'économie mondiale, de l'aggravation et de la généralisation de la concurrence sur le marché mondial. le militarisme et le marinisme, instruments de la politique mondiale, sont devenus un facteur décisif de la vie extérieure et intérieure des grands États. Cependant si la politique mondiale et le militarisme représentent une tendance *ascendante* de la phase actuelle du capitalisme, la démocratie bourgeoise doit alors logique-

ment entrer dans une phase descendante. En Allemagne, l'ère des grands armements, qui date de 1893, et la politique mondiale inaugurée par la prise de Kiao-Tchéou, ont eu pour compensation deux sacrifices payés par la démocratie bourgeoise : la décomposition du libéralisme, et le passage du Parti du Centre de l'opposition au gouvernement. Les dernières élections au Reichstag, en 1907 ¹, qui se sont déroulées sous le signe de la politique coloniale allemande, marquent l'enterrement historique du libéralisme allemand.

La politique extérieure jette donc ainsi la bourgeoisie dans les bras de la réaction - mais la politique intérieure l'y pousse aussi : la montée de la classe ouvrière. Bernstein le reconnaît lui-même : pour lui la légende de l'ogre social-démocrate, autrement dit l'orientation socialiste de la lutte ouvrière, est responsable de la trahison de la bourgeoisie libérale. Il conseille donc au prolétariat, pour rassurer le libéralisme effrayé et le faire sortir du repaire de la réaction où il s'est réfugié, d'abandonner le but final du socialisme. En faisant ainsi de l'abandon du socialisme une condition première, des prémisses sociales de la démocratie bourgeoise, il démontre d'une manière éclatante à la fois que la démocratie contredit l'orientation interne actuelle de l'évolution sociale, et que le mouvement ouvrier est un résultat direct de cette orientation.

Mais il prouve encore autre chose : il prétend que la condition essentielle d'une résurrection de la démocratie bourgeoise est l'abandon par la classe ouvrière du but final du socialisme ; par là même, il démontre à l'inverse la fausseté de son affirmation selon laquelle la démocratie bourgeoise est une condition indispensable du mouvement et de la victoire socialistes. Ici, l'argumentation de Bernstein se meut dans un cercle vicieux : sa conclusion anéantit ses propres prémisses.

Pour sortir de ce cercle, il suffit de reconnaître ce que le libéralisme bourgeois a rendu l'âme, épouvanté par le développement du mouvement ouvrier ; on conclura que le mouvement ouvrier socialiste est aujourd'hui le seul soutien de la démocratie, il n'en existe pas d'autre. On verra alors que ce n'est pas le sort du mouvement socialiste qui est lié à la démocratie bourgeoise, mais inversement celui de la démocratie qui est lié au mouvement socialiste. On constatera que les chances de la démocratie -ne sont pas liées au fait que la classe ouvrière renonce à la lutte pour son émancipation, mais au contraire au fait que le mouvement socialiste sera assez puissant pour combattre les conséquences réactionnaires de la politique mondiale et de la trahison de la bourgeoisie.

Quiconque souhaite le renforcement de la démocratie devra souhaiter également le renforcement et non pas l'affaiblissement du mouvement socialiste ; renoncer à la lutte pour le socialisme, c'est renoncer en même temps au mouvement ouvrier et à la démocratie elle-même.

¹ Les élections au Reichstag de janvier 1907 furent appelées « élections hottentotes ». Elles venaient à la fin des sanglantes guerres coloniales contre les Héréros et les Hottentots et furent marquées par un certain recul de la social-démocratie, qui perdit un grand nombre de sièges. La propagande gouvernementale réussit à faire, au cours de la campagne électorale, l'union des partis bourgeois et conservateurs contre le S.P.D. (N. d. T.)

3. La conquête du pouvoir politique

. ↵

Le sort de la démocratie est lié, nous l'avons vu, au sort du mouvement ouvrier. Mais le développement de la démocratie rend-il superflue ou impossible une révolution prolétarienne dans le sens de la prise du pouvoir d'État, de la conquête du pouvoir politique?

Bernstein tranche cette question en pesant soigneusement les aspects positifs et les aspects négatifs de la réforme légale et de la révolution, à peu près comme on pèse de la cannelle ou du poivre dans une coopérative de consommation. Dans le cours légal, il voit l'action du raisonnement ; dans son cours révolutionnaire, celle du sentiment ; dans le travail réformiste, une méthode lente ; dans la révolution, une méthode rapide de progrès historique dans la légalité, une force méthodique, dans l'insurrection une violence spontanée.

C'est une chose bien connue que le réformateur petit-bourgeois aperçoit en tout un « bon » et un « mauvais » côté et qu'il mange à tous les râteliers. C'est aussi une chose bien connue que le cours réel de l'histoire ne se soucie guère des combinaisons petites-bourgeoises, et renverse d'un coup les échafaudages bien construits et les calculs, sans tenir compte des « bons côtés » des choses, si bien triés en tas.

En fait, dans l'histoire, la réforme légale ou la révolution se mettent en marche pour des raisons plus puissantes que le calcul des avantages ou des inconvénients comparés des deux méthodes.

Dans l'histoire de la société bourgeoise, la réforme légale eut pour effet de renforcer progressivement la classe ascendante jusqu'à ce que celle-ci se sente assez forte pour s'emparer du pouvoir politique et mettre à bas le système juridique pour en construire un nouveau. Bernstein, qui condamne les méthodes de prise de pouvoir politique en leur reprochant de reprendre les théories blanquistes de la violence taxe à tort de blanquisme ce qui est depuis des siècles le pivot et la force motrice de l'histoire humaine.. Depuis qu'il existe des sociétés de classe et que la lutte des classes constitue le moteur essentiel de l'histoire, la conquête du pouvoir politique a toujours été le but de toutes les classes ascendantes ainsi que le point de départ et le point d'aboutissement de toute période historique. C'est ce que nous constatons dans les longues luttes de la paysannerie contre les financiers et contre la noblesse dans l'ancienne Rome, dans les luttes du patriciat contre les évêques et dans celles de l'artisanat contre les patriciens dans les villes du Moyen-âge, ainsi que dans celles de la bourgeoisie contre le féodalisme dans les temps modernes.

La réforme légale et la révolution ne sont donc pas des méthodes différentes de progrès historique que l'on pourrait choisir à volonté comme on choisirait des saucisses chaudes ou des viandes froides au buffet, mais des facteurs différents de l'évolution de la société de

classe, qui se conditionnent et se complètent réciproquement, tout en s'excluant, comme par exemple le pôle Sud et le pôle Nord, la bourgeoisie et le prolétariat.

A chaque époque, en effet, la constitution légale est un simple produit de la révolution. Si la révolution est l'acte de création politique de l'histoire de classe, la législation n'est que l'expression, sur le plan politique, de l'existence végétative et continue de la société. Le travail légal de réformes ne possède aucune forme motrice propre, indépendante de la révolution ; il ne s'accomplit dans chaque période historique que dans la direction que lui a donnée l'impulsion de la dernière révolution, et aussi longtemps que cette impulsion continue à se faire sentir ou, pour parler concrètement, seulement dans le cadre de la forme sociale créée par la dernière révolution. Nous sommes là au cœur du problème.

Il est inexact et contraire à la vérité historique de se représenter le travail de réforme comme une révolution diluée dans le temps, et la révolution comme une réforme condensée. Une révolution sociale et une réforme légale ne sont pas des éléments distincts par leur *durée*, mais par leur *contenu* ; tout le secret des révolutions historiques, de la prise du pouvoir politique, est précisément dans le passage de simples modifications quantitatives en une qualité nouvelle ou, pour parler concrètement, dans le passage d'une période historique d'une forme de société donnée à une autre.

Quiconque se prononce en faveur de la réforme légale, au lieu et à l'encontre de la conquête du pouvoir politique et de la révolution sociale, ne choisit pas en réalité une voie plus paisible, plus sûre et plus lente conduisant au même but ; il a en vue un but différent : au lieu de l'instauration d'une société nouvelle, il se contente de modifications superficielles apportées à l'ancienne société. Ainsi les thèses politiques du révisionnisme conduisent-elles à la même conclusion que ses théories économiques. Elles ne visent pas, au fond, à réaliser l'ordre socialiste, mais à réformer l'ordre capitaliste, elles ne cherchent pas à abolir le système du salariat, mais à doser ou à atténuer l'exploitation, en un mot elles veulent supprimer les abus du capitalisme et non le capitalisme lui-même.

Cependant, ce que nous venons de dire de la fonction respective de la réforme légale et de la révolution n'est-il pas valable uniquement pour une lutte de classes du passé ?

Peut-être, grâce au développement du système juridique bourgeois, incombe-t-il à la réforme légale de faire passer la société d'une phase historique à une autre ? la conquête du pouvoir d'État par le prolétariat n'est-elle pas devenue « une phrase vide de sens », comme le prétend Bernstein ?

En fait, c'est le contraire qui est vrai. Qu'est-ce qui distingue la société bourgeoise des autres sociétés de classe, de la société antique et de la société féodale ? C'est le fait que la domination de classe n'y repose pas sur les « droits acquis », mais sur de véritables rapports économiques, le fait que le salariat n'est pas un rapport juridique, mais un rapport purement économique. On ne trouvera dans tout notre système juridique aucun statut légal de la domination de classe actuelle. S'il en reste encore des traces, ce sont des survivances de la société féodale, tel le règlement du statut de la domesticité.

Comment supprimer alors l'esclavage du salariat progressivement « par la voie légale », s'il n'est pas traduit dans les lois ? Bernstein, qui prétend, par le moyen de la réforme légale,

abolir le capitalisme, se trouve dans la même situation que le policier russe Ouspenski ¹, qui racontait ainsi son aventure : « Vite je saisis le gaillard au collet ! Mais que vois-je ? Ce misérable n'avait pas de collet ! » Voilà le problème...

« Toutes les sociétés antérieures étaient fondées sur l'antagonisme de la classe opprimante et de la classe opprimée » (Manifeste *Communiste*). Mais dans les phases précédentes de la société moderne, cet antagonisme se traduisait par des rapports juridiques bien déterminés ; de ce fait, il pouvait accorder dans une certaine mesure une place aux nouveaux rapports dans le cadre des anciens. « Au sein même du servage, le serf s'est élevé au rang de membre de la commune » (Manifeste *Communiste*). Comment cela fut-il possible ? Par la suppression progressive de tous les privilèges dans le domaine de la cité : corvées, droit de vêtement, taxes sur l'héritage, droit du meilleur *catel* ², impôt personnel, contrainte de mariage, droits de succession, etc., dont l'ensemble constituait précisément le servage.

C'est de cette manière également que le petit-bourgeois du Moyen-âge a réussi « sous le joug de l'absolutisme féodal à s'élever au rang de bourgeois » (Manifeste *Communiste*). Par quel moyen ? Par l'abolition partielle et formelle ou par le relâchement effectif des liens corporatifs, par la transformation progressive de l'administration des finances et de l'armée.

Si l'on considère le problème dans l'absolu, et non dans une perspective historique, on peut au moins *imaginer* dans le cadre des anciens rapports de classes, une voie légale, réformiste, du passage de la société féodale à la société bourgeoise. Mais la réalité montre que là non plus les réformes légales n'ont pas rendu inutile la prise du pouvoir politique par la bourgeoisie, au contraire elles ont servi à la préparer et à l'introduire. Il a fallu une révolution politique et sociale en règle, à la fois pour abolir le servage et pour supprimer le féodalisme. Aujourd'hui la situation est tout autre. Aucune loi n'oblige le prolétariat à se soumettre au joug du capital, c'est la misère et le manque de moyens de production qui l'y contraignent. Mais aucune loi au monde ne peut lui accorder ses moyens de production dans le cadre de la société bourgeoise parce que ce n'est pas la loi, mais le développement économique qui l'a dépossédé de ses moyens de production.

De même l'exploitation à *l'intérieur* du système du salariat n'est pas non plus fondée sur la loi, car le niveau des salaires n'est pas fixé par voie légale, il dépend de facteurs économiques. Le fait lui-même de l'exploitation n'a pas pour origine une disposition légale, il a un fondement purement économique, à savoir le fait que la force de travail joue le rôle d'une marchandise, possédant entre autres cette qualité de produire de la valeur, et même plus de valeur que n'en consomment les ouvriers dans leurs moyens de subsistance.

En un mot, il est impossible de transformer les rapports fondamentaux de la société capitaliste, qui sont ceux de la domination d'une chose par une autre, par des réformes légales qui en respecteraient le fondement bourgeois ; ces rapports ne sont pas en effet le produit d'une législation bourgeoise, ils ne se sont pas traduits par des lois. Bernstein l'ignore, apparemment, puisqu'il se propose une « réforme » socialiste, mais il le reconnaît implicitement lorsqu'il écrit à la page 10 de son livre que le « motif économique se dévoile aujourd'hui, alors qu'autrefois il était masqué par toutes sortes de rapports de domination et d'idéologie ».

¹ OUSPENSKI, écrivain russe (1843-1902) célèbre par un recueil de nouvelles Les mœurs de la rue du désordre. Représentant du populisme en littérature. (N. d. T.)

² Droit en vertu duquel les seigneurs, après la mort d'un vassal, prenaient à leur choix le meilleur des meubles du défunt (N. d. T.).

Ce n'est pas tout. Le régime capitaliste a ceci de particulier, que tous les éléments de la société future, en se développant, au lieu de s'orienter vers le socialisme, s'en éloignent, au contraire. La production revêt de plus en plus un caractère social. Mais comment se traduit ce caractère social ? Il prend la forme de la grande entreprise, de la société par actions, du cartel, au sein desquels les antagonismes capitalistes, l'exploitation, l'oppression de la force de travail, s'exaspèrent à l'extrême.

Dans l'armée, l'évolution du capitalisme entraîne l'extension du service militaire obligatoire, la réduction du temps de service ; il semble que l'on tende vers un système de milice populaire. Mais cette évolution s'accomplit dans le cadre du militarisme moderne ; la domination du peuple par l'État militariste s'y manifeste nettement, ainsi que le caractère de classe de l'État.

Dans le domaine politique, l'évolution du système conduit, si le terrain y est favorable, à la démocratie, à la participation de toutes les couches de la population à la vie politique. On s'oriente donc en quelque sorte vers un « État populaire ». Mais ceci dans le cadre du parlementarisme bourgeois où les antagonismes de classe, loin d'être résolus, s'étalent au contraire au grand jour. L'évolution du capitalisme oscille donc entre des contradictions ; pour dégager le noyau socialiste de la gangue capitaliste, il faut que le prolétariat s'empare du pouvoir politique, et que le système capitaliste soit entièrement aboli.

De ces constatations Bernstein tire de tout autres conclusions : s'il est vrai que le développement du capitalisme doit exaspérer et non pas atténuer les contradictions capitalistes, alors « la social-démocratie devrait », à l'en croire, « pour ne pas se rendre la tâche plus difficile, essayer de barrer la route aux réformes sociales et d'empêcher l'extension des institutions démocratiques » (page 71). Ce serait juste, en effet, si la social-démocratie avait le souci petit bourgeois et vain de trier les bons et les mauvais côtés de l'histoire. En ce cas, elle devrait, pour être conséquente, « essayer de barrer la route » au capitalisme tout entier, puisque c'est bien lui le noir criminel qui met des obstacles au socialisme. En fait le capitalisme, tout en mettant des obstacles au socialisme, offre les seules possibilités de réaliser le programme socialiste. Ceci vaut également pour la démocratie. La démocratie est peut-être inutile, ou même gênante pour la bourgeoisie aujourd'hui ; pour la classe ouvrière, elle est nécessaire, voire indispensable.

Elle est nécessaire, parce qu'elle crée les *formes politiques* (auto-administration, droit de vote, etc.) qui serviront au prolétariat de tremplin et de soutien dans sa lutte pour la transformation révolutionnaire de la société bourgeoise. Mais elle est aussi indispensable, parce que 'c'est seulement en luttant pour la démocratie et en exerçant ses droits que le prolétariat prendra conscience de ses intérêts de classe et de ses tâches historiques.

En un mot, la démocratie est indispensable, non pas parce qu'elle rend inutile la conquête du pouvoir politique par le prolétariat ; au contraire, elle rend nécessaire et en même temps possible cette prise du pouvoir. Lorsque Engels dans sa préface à *La lutte des classes en France* révisait la tactique du mouvement ouvrier moderne, opposant aux barricades la lutte légale, il n'avait pas en vue - et chaque ligne de cette préface le démontre - le problème de la conquête définitive du pouvoir politique, mais celui de la lutte quotidienne actuelle. Il n'analysait pas l'attitude du prolétariat à l'égard de l'État capitaliste au moment de la prise du pouvoir, mais son attitude dans le cadre de l'État capitaliste. En un mot, Engels donnait les directives au prolétariat *opprimé*, et non au prolétariat victorieux.

En revanche, la phrase célèbre de Marx sur la question agraire en Angleterre, et dont Bernstein tire argument, à savoir « qu'on la réglerait plus facilement en achetant les landlords » - cette phrase ne se rapporte pas à l'attitude du prolétariat *avant*, mais *après* sa victoire. Car on ne peut parler d'acheter les classes dominantes que si la classe ouvrière est au pouvoir. Ce que Marx envisageait, c'était l'exercice pacifique de la dictature prolétarienne, et non le remplacement de la dictature par des réformes sociales capitalistes.

Marx et Engels n'ont jamais mis en doute la nécessité de la conquête du pouvoir politique par le prolétariat. Il était réservé à Bernstein de considérer la mare aux grenouilles du parlementarisme bourgeois comme l'instrument appelé à réaliser le bouleversement social le plus formidable de l'histoire, à savoir la transformation des structures capitalistes en structures socialistes.

Mais en exposant sa théorie, Bernstein avait commencé par exprimer simplement la crainte que le prolétariat ne s'empare *trop tôt* du pouvoir. Si tel était le cas, une telle action reviendrait, selon Bernstein, à laisser la société bourgeoise dans la situation OÙ elle est, et le prolétariat subirait une défaite redoutable. Cette crainte montre à quoi aboutit pratiquement la théorie de Bernstein : à conseiller au prolétariat, pour le cas où les circonstances l'amèneraient au pouvoir, d'aller tout simplement se coucher. Mais par là même cette théorie se juge elle-même, se dévoile comme une doctrine condamnant le prolétariat, aux instants décisifs de la lutte, à l'inaction, donc à une trahison passive de sa propre cause.

Si notre programme ne pouvait être applicable à toutes les éventualités et à tous les moments de la lutte - il ne serait qu'un vil chiffon de papier. Formulation globale de l'évolution historique du capitalisme, notre programme doit également décrire dans leurs traits fondamentaux toutes les phases transitoires de ce développement, et donc orienter à chaque instant l'attitude du prolétariat dans le sens d'une marche vers le socialisme. On peut donc conclure qu'il n'existe *aucune* circonstance où le prolétariat serait contraint d'abandonner son programme, ou d'être abandonné par lui.

Concrètement, cela veut dire qu'il n'y a aucun moment OÙ le Prolétariat, porté au pouvoir par les circonstances, ne puisse, ou ne soit tenu de prendre certaines mesures en vue de réaliser son programme, des mesures de transition vers le socialisme. Affirmer que le programme socialiste pourrait se révéler, impuissant à une phrase quelconque de la prise du pouvoir et incapable de donner des directives en vue de sa réalisation, revient à affirmer que le programme socialiste est, d'une manière générale et de tout temps, *irréalisable*.

Mais si les mesures transitoires sont prématurées ?

Cette objection révèle une série de malentendus quant à la nature réelle et au déroulement de la révolution sociale. Premier malentendu : la prise du pouvoir politique par le prolétariat, c'est-à-dire par une grande classe populaire, ne se fait pas artificiellement. Sauf en certains cas exceptionnels -tels que la Commune de Paris, où le prolétariat n'a pas obtenu le pouvoir au terme d'une lutte consciente, mais où le pouvoir lui est échu comme un bien dont personne ne veut plus - la prise du pouvoir politique implique une situation politique et économique parvenue à un certain degré de maturité. C'est là toute la différence entre des coups d'État de style blanquiste, accomplis par « une minorité agissante », déclenchés à n'importe quel moment, et en fait, toujours inopportunément, et la conquête du pouvoir politique par la grande masse populaire consciente ; une telle conquête ne peut être que le produit de la décomposition de la société bourgeoise ; elle porte donc en elle-même la justification économique et politique de son opportunité.

Si l'on considère les *conditions sociales* de la conquête du pouvoir, la révolution ne peut donc se produire prématurément ; si elle est prématurée, c'est du point de vue des conséquences politiques lorsqu'il s'agit de *conserver* le pouvoir.

La révolution prématurée, dont le spectre hante les nuits de Bernstein, menaçante comme une épée de Damoclès, ne peut être conjurée par aucune prière, aucune supplication, toutes les tranes et toutes les angoisses sont impuissantes à cet égard, Et cela pour deux raisons très simples.

Tout d'abord un bouleversement aussi formidable que le passage de la société capitaliste à la société socialiste ne peut se produire d'un bond, par un coup de main heureux du prolétariat. L'imaginer, c'est faire preuve encore une fois de conceptions résolument blanquistes. La révolution socialiste implique une lutte longue et opiniâtre au cours de laquelle, selon toute probabilité, le prolétariat aura le dessous plus d'une fois ; si l'on regarde le résultat final de la lutte globale, sa première attaque aura donc été prématurée : il sera parvenu trop tôt au pouvoir.

Or - et c'est là le deuxième point - cette conquête « prématurée » du pouvoir politique est inévitable, parce que ces attaques prématurées du prolétariat constituent un facteur, et même un facteur très important, créant les conditions politiques de la victoire définitive : en effet, ce n'est qu'au cours de la crise politique qui accompagnera la prise du pouvoir, au cours de longues luttes opiniâtres, que le prolétariat acquerra le degré de maturité politique lui permettant d'obtenir la victoire définitive de la révolution. Ainsi ces assauts « prématurés » du prolétariat contre le pouvoir d'État sont eux-mêmes des facteurs historiques importants, contribuant à provoquer et à déterminer le moment de la victoire définitive. De ce point de vue l'idée d'une conquête « prématurée » du pouvoir politique par les travailleurs apparaît comme un contre-sens politique, contre-sens dû à une conception mécanique de l'évolution de la société ; une telle conception suppose pour la victoire de la lutte des classes un moment fixé *en dehors* et *indépendamment* de la lutte des classes. Or, nous avons vu que le prolétariat ne peut faire autrement que de s'emparer « prématurément » du pouvoir politique, ou, en d'autres termes, il ne peut que le conquérir une ou plusieurs fois trop tôt pour parvenir enfin à sa conquête définitive ; de ce fait, s'opposer à une conquête « prématurée » du pouvoir, revient à s'opposer, en général, à l'aspiration du prolétariat à s'emparer du pouvoir d'État.

Tous les chemins mènent à Rome : nous aboutissons logiquement, ici encore, à cette conclusion que le conseil révisionniste d'abandonner le *but final* socialiste revient à abandonner le *mouvement* socialiste tout entier.

4. L'effondrement

. ←

Bernstein, révisant le programme socialiste, commençait par abandonner la théorie de l'effondrement du capitalisme. Or, cette théorie est la clef de voûte du socialisme scientifique; en la rejetant, Bernstein provoque nécessairement l'écroulement de toute sa conception socialiste. Au cours de la discussion, il est en effet conduit, pour maintenir sa première affirmation, à abandonner successivement les positions socialistes les unes après les autres.

Sans l'effondrement du capitalisme l'expropriation de la classe capitaliste est impossible. Bernstein renonce donc à l'expropriation et pose comme objectif du mouvement ouvrier la réalisation progressive du « principe coopératif ». Mais le système des coopératives ne peut être réalisé à l'intérieur d'un régime de production capitaliste. Bernstein renonce donc à la socialisation de la production et se contente de proposer la réforme du commerce, le développement des coopératives de consommation.

Mais la transformation de la société par les coopératives de consommation, même avec les syndicats, est incompatible avec le développement matériel effectif de la société capitaliste. Bernstein renonce donc à la conception matérialiste de l'histoire.

Mais sa propre conception du sens du développement économique est incompatible avec la théorie marxiste de la plus-value. C'est pourquoi Bernstein abandonne la théorie marxiste de la valeur et de la plus-value et, du même coup, toute la doctrine économique de Marx.

Mais il ne peut y avoir de lutte prolétarienne de classes sans un but final déterminé et sans base économique de la société actuelle. Bernstein abandonne donc la lutte de classes et prêche la réconciliation avec le libéralisme bourgeois.

Dans une société de classe cependant la lutte de classe est un phénomène naturel et inévitable ; Bernstein conteste donc en fin de compte l'existence même des classes dans notre société : la classe ouvrière n'est pour lui qu'une masse d'individus isolés et dispersés, non seulement politiquement et intellectuellement, mais encore économiquement. La bourgeoisie n'est pas non plus, selon lui, rassemblée politiquement par des intérêts économiques internes, sa cohésion n'est maintenue que par une pression extérieure venue d'en-haut ou d'en-bas.

Mais s'il n'existe pas de fondement économique à la lutte de classes et si on nie en fin de compte l'existence même des classes, on affirme par là même l'impossibilité non seulement de la lutte future du prolétariat contre la bourgeoisie, mais même de sa lutte passée ; la social-démocratie elle-même et ses succès deviennent absolument incompréhensibles. Ou alors ils ne s'expliquent que comme le produit de la pression politique du gouvernement ; ils apparaissent non pas comme la conséquence naturelle historique, mais comme un résultat fortuit de la politique des Hohenzollern ; ils font figure non pas d'enfants légitimes de la société capitaliste, mais de bâtards de la réaction. C'est ainsi que Bernstein passe avec une

logique rigoureuse de la conception matérialiste de l'histoire à celle de la *Frankfurter Zeitung* et de la *Vossische Zeitung*.

Après avoir abjuré toute la critique socialiste de la société capitaliste, il ne reste plus qu'à trouver satisfaisant le système actuel du moins dans son ensemble. C'est un pas que Bernstein n'hésite pas à franchir ; il estime qu'en Allemagne actuellement la réaction n'est pas si puissante : « dans les pays de l'Europe Occidentale on ne peut parler de réaction politique » ; il pense que dans tous les pays de l'Occident « l'attitude des classes bourgeoises à l'égard du mouvement socialiste est tout au plus une attitude de défense et non pas d'oppression (*Vorwärts*, 26 mars 1899). Il n'y a pas de paupérisation, mais une amélioration du niveau de vie des ouvriers ; la bourgeoisie est politiquement progressive et même moralement saine. On ne peut parler ni de réaction ni d'oppression. Tout est pour le mieux dans le meilleur des mondes... Après avoir dit A, Bernstein est amené d'une façon tout à fait logique et conséquente à réciter l'alphabet tout entier. Il avait commencé par abandonner le *but final* pour le mouvement. Mais comme il ne peut y avoir en pratique de mouvement socialiste sans but socialiste, il est obligé de renoncer au *mouvement* lui-même.

Toute la doctrine socialiste de Bernstein s'est ainsi effondrée. La fière et admirable construction symétrique du système marxiste est devenue pour lui un tas de décombres où les débris de tous les systèmes, les fragments de pensée de tous les grands et petits esprits ont trouvé une fosse commune. Marx et Proudhon, Leo von Buch et Frantz Oppenheimer, Friedrich-Albert Lange et Kant, Prokopovitch et le docteur Ritter von Neupauer, Herkner et Schulze-Gaevernitz, Lassalle et le professeur Julius Wolff ¹ : tous ont apporté leur contribution au système bernsteinien. De chacun il a pris un peu. Quoi d'étonnant à cela? En abandonnant le point de vue de classe, il a perdu tout point de repère politique, en renonçant au socialisme scientifique il a perdu l'axe de cristallisation intellectuel autour duquel les faits isolés se groupent dans l'ensemble organique d'une conception du monde cohérente.

Cette doctrine composée des fragments de tous les systèmes possibles sans distinction semble au premier abord complètement libre de préjugés. En effet, Bernstein ne veut pas entendre parler d'une « science de parti » ou, plus précisément, d'une science de classe, pas plus que d'un libéralisme de classe ou d'une morale de classe. Il croit représenter une science abstraite universelle, humaine, un libéralisme abstrait, une morale abstraite.

Mais la société véritable se compose de classes ayant des intérêts, des aspirations, des conceptions diamétralement opposées, et une science humaine universelle dans le domaine social, un libéralisme abstrait, une morale abstraite sont pour le moment du ressort de la fantaisie et de la pure utopie. Ce que Bernstein prend pour sa science, sa démocratie, sa morale universelle tellement humaine, c'est tout simplement celles de la classe dominante, c'est-à-dire la science, la démocratie, la morale *bourgeoises*.

En effet : abjurer le système économique marxiste et se convertir aux doctrines de Brentano, Boehm-Jevons, Say, Julius Wolff, n'est-ce pas troquer la base scientifique de l'émancipation de la classe ouvrière contre l'apologétique de la bourgeoisie ? En évoquant le caractère universellement humain du libéralisme, en dénaturant le socialisme jusqu'à en faire une caricature, Bernstein ne fait rien de moins que d'enlever au socialisme son caractère de

¹ Frantz OPPENHEIMER, économiste et sociologue (1864-1943). Tenant d'un socialisme libéral, il voyait l'origine de la misère dans le monopole de la propriété du sol. Friedrich Albert LANGE, philosophe (1852-1875). Théoricien du néo-kantisme. A soutenu certaines théories du socialisme utopique. HERKNER, économiste (1863-1932) : un des représentants du « socialisme de la chaire » (*Kathedersozialismus*). SCHULZE-GAEVERNITS, économiste (1864-1943). Auteur de *Zum Sozialen Frieden* et de *Imperialismus und englischer Freihandel*. (N. d. T.)

classe, donc son contenu historique, et, en somme, tout contenu ; inversement, il en vient à faire de la bourgeoisie, championne du libéralisme dans l'histoire, la représentante de l'intérêt universellement humain.

Bernstein condamne l'importance excessive attribuée « aux facteurs matériels considérés comme les forces toutes-puissantes de l'évolution », il part en guerre contre le « mépris de l'idéal » dans la social-démocratie ; il se fait le champion de l'idéalisme, de la morale, mais en même temps s'élève contre l'unique source de connaissances morales pour le prolétariat, la lutte de classes révolutionnaire ; ce faisant, il en vient à prêcher dans la classe ouvrière ce qui est la quintessence de la morale bourgeoise, la réconciliation avec l'ordre établi et le transfert de l'espoir dans l'au-delà de l'univers moral. Enfin, en réservant ses attaques les plus violentes à la dialectique, ne vise-t-il pas le mode de penser spécifique du prolétariat conscient, luttant pour ses aspirations ? La dialectique n'est-elle pas l'instrument qui doit aider le prolétariat à sortir des ténèbres OÙ baigne son avenir historique, l'arme intellectuelle permettant au prolétariat encore sous le joug matériel de la bourgeoisie de triompher d'elle, de la convaincre qu'elle est condamnée à périr, de lui prouver la certitude infaillible de sa victoire ? Cette arme n'a-t-elle pas déjà accompli dans le domaine de l'esprit la révolution ? Bernstein, en abandonnant la dialectique, en se livrant au petit jeu intellectuel des formules d'équilibriste telles que le « oui, mais », « d'une part, d'autre part », « quoique, cependant », « plus ou moins », adopte, tout à fait logiquement, le mode de penser historique de la bourgeoisie décadente, mode de penser qui reflète fidèlement son existence sociale et son action politique. Le petit jeu politique de l'équilibre qui se traduit par les formules : « d'une part, d'autre part », « si, mais », cher à la bourgeoisie d'aujourd'hui, tout cela trouve son reflet fidèle dans le mode de pensée de Bernstein ; et le mode de pensée de Bernstein est le symptôme le plus sensible et le plus sûr de son idéologie bourgeoise. Mais pour Bernstein le terme de bourgeois ne désigne plus une classe, c'est un concept social universel. Cela signifie simplement que - logique jusqu'à ses dernières conséquences, jusqu'au dernier point sur le dernier i - en abandonnant la science, la politique, la morale, et le mode de pensée du prolétariat il abandonne également le langage historique du prolétariat pour celui de la bourgeoisie. Puisque par *Bürger*¹ Bernstein entend sans différenciation à la fois le bourgeois et le prolétaire, donc l'homme en général, c'est qu'effectivement l'homme est pour lui tout bonnement le bourgeois, que la société humaine est identique à la société bourgeoise.

¹ Le mot allemand désigne à la fois le bourgeois et le citoyen. (N. d. T.)

5. L'opportunisme en théorie et en pratique

. ←

Le livre de Bernstein a eu pour le mouvement ouvrier allemand et international une grande importance historique : il a constitué la première tentative pour donner aux courants opportunistes, à la social-démocratie, une base théorique.

Si l'on tient compte de certaines manifestations sporadiques qui se sont fait jour - nous pensons par exemple à la fameuse question de la subvention accordée aux compagnies maritimes¹ - les tendances opportunistes à l'intérieur de notre mouvement remontent assez loin. Mais c'est seulement en 1890 qu'on voit se dessiner une tendance déclarée et unique en ce sens : après l'abolition de la loi d'exception contre les socialistes, quand la social-démocratie eut reconquis le terrain de la légalité. Le socialisme d'État à la Vollmar, le vote du budget en Bavière, le socialisme agraire d'Allemagne du Sud, les projets de Heine tendant à l'établissement d'une politique de marchandage, les vues de Schippel sur la politique douanière et la milice² telles sont les principales étapes qui jalonnent la voie de la pratique opportuniste.

Le signe distinctif de l'opportunisme, c'est d'abord l'hostilité à la « théorie ». C'est tout naturel, puisque notre « théorie » - c'est-à-dire les principes du socialisme scientifique - pose des limites très fermes à l'action pratique à la fois quant aux objectifs visés, aux moyens de lutte, et enfin au *mode* de lutte lui-même.

Aussi ceux qui ne recherchent que les succès pratiques ont-ils tout naturellement tendance à réclamer la liberté de manœuvre, c'est-à-dire à séparer la pratique de la « théorie », à s'en rendre indépendants.

¹ C'est en 1884 et 1885 que fut discutée au Parlement la question de la subvention que Bismarck voulait accorder aux compagnies maritimes, en particulier celles qui reliaient les premières (ou futures) colonies allemandes à la métropole, La social-démocratie allemande fut très divisée sur ce problème. (N. d. T.)

² Georg von VOLLMAR, membre du S.P.D., 1850-1922. Député au Reichstag. Depuis 1891 Il défendait l'idée d'un travail « positif » de réforme au Parlement et en Bavière. Représentant de l'aile réformiste.

Vote du *budget en Bavière* : A partir des années 90 fut introduite la tradition dans le parti socialiste en Bavière de voter le budget du *Land*. C'était contraire à la tradition du Parti dans son ensemble : au Reichstag les députés socialistes refusaient chaque année en bloc le budget. Wolfgang HEINE (1861-1944) socialiste allemand. Député au Reichstag. Rédacteur à la revue *Sozialistische Monatshefte*, appartenait à l'aile droite du parti. SCHIPPEL (1859-1928) appartenait au groupe révisionniste. Rédacteur aux *Sozialische Monatshefte*, partisan d'un certain protectionnisme. (N. d. T.)

Mais à chaque tentative d'action pratique la théorie leur retombait sur la tête : le socialisme d'État, le socialisme agraire, la politique de marchandage, le problème de la milice, autant de défaites pour l'opportunisme. Bien évidemment, pour affirmer son existence contre nos principes, ce courant devait en toute logique finir par s'en prendre à la théorie elle-même, aux principes, et plutôt que de les ignorer chercher à les ébranler et à construire sa propre théorie. La théorie de Bernstein fut une tentative de cet ordre ; aussi avons-nous vu au Congrès de Stuttgart tous les éléments opportunistes se grouper autour de la bannière de Bernstein.

Si les divers courants de l'opportunisme pratique sont un phénomène très naturel, explicable par les conditions de notre lutte et la croissance de notre mouvement, la théorie de Bernstein est par ailleurs une tentative non moins naturelle pour réunir ces courants en une expression théorique générale, pour découvrir une base théorique qui leur soit propre et rompre en lice avec le socialisme scientifique. La doctrine bernsteinienne servit donc de légitimation scientifique à l'opportunisme et le soumit à l'épreuve du feu. Comment l'opportunisme soutint-il cette épreuve ? Nous l'avons vu : l'opportunisme n'est pas en mesure de construire une théorie positive qui résiste, si peu que ce soit, à la critique. Il n'est capable que de s'attaquer d'abord à certains principes isolés de la doctrine marxiste ; mais comme cette doctrine constitue un édifice solidement assemblé, il finit par abattre le système tout entier, du dernier étage aux fondations. Ce qui prouve que l'opportunisme pratique est incompatible, par sa nature et ses fondements, avec le système marxiste.

Mais cela prouve également que l'opportunisme est incompatible avec le socialisme en général ; sa tendance intime le porte à orienter le mouvement ouvrier dans la voie bourgeoise, autrement dit à paralyser complètement la lutte de classes prolétarienne. Sans doute, si on les considère dans une perspective historique, la lutte de classes prolétarienne et le système marxiste ne sont-ils pas identiques. *Avant* Marx et indépendamment de lui il y a eu un mouvement ouvrier et divers systèmes socialistes ; ceux-ci, chacun à sa manière et selon les conditions de l'époque, traduisaient sur le plan théorique les aspirations à l'émancipation de la classe ouvrière. Tous les éléments de la doctrine de Bernstein se trouvent déjà dans des systèmes antérieurs au marxisme : un socialisme fondé sur des notions morales de justice, la lutte contre le mode de répartition des richesses plutôt que contre le mode de production ; une conception des antagonismes de classes réduits à l'antagonisme entre pauvres et riches ; la volonté de greffer sur l'économie marxiste le système du « coopératisme ». Or, *en leur temps*, ces théories malgré leur insuffisance, étaient des théories authentiques de la lutte de classes prolétarienne ; elles furent l'alphabet historique dans lequel le prolétariat apprit à lire.

Mais après l'évolution de la lutte des classes et de ses conditions sociales, une fois ces théories abandonnées, et les principes du socialisme scientifique formulés - il ne peut exister, en Allemagne du moins, d'autre socialisme que le socialisme marxiste ni d'autre lutte de classe socialiste que celle de la social-démocratie. Revenir aux théories socialistes antérieures à Marx, ce n'est pas seulement revenir au b a ba, au premier grand alphabet du prolétariat, c'est ânonner le catéchisme anachronique de la bourgeoisie.

La théorie de Bernstein fut la première tentative, mais aussi la dernière, pour donner à l'opportunisme une base théorique. Nous disons « la dernière » parce qu'avec la doctrine bernsteinienne l'opportunisme est allé si loin - à la fois négativement dans l'abjuration du socialisme scientifique et positivement dans la confusion théorique, l'assemblage incohérent de tous les éléments disponibles des autres systèmes - qu'il ne lui reste rien à ajouter. Le livre de Bernstein marque la fin de l'évolution théorique de l'opportunisme, il en tire les dernières conséquences.

La doctrine marxiste est non seulement capable de le réfuter théoriquement mais encore elle est seule en mesure d'*expliquer* ce phénomène historique qu'est l'opportunisme à l'intérieur de l'évolution du parti. La progression historique du prolétariat jusqu'à la victoire n'est effectivement pas une chose si simple. L'originalité de ce mouvement réside en ceci : pour la première fois dans l'histoire, les masses populaires décident de réaliser elles-mêmes leur volonté en s'opposant à toutes les classes dominantes ; par ailleurs, la réalisation de cette volonté, elles la situent au-delà de la société actuelle, dans un dépassement de cette société. L'éducation de cette volonté ne peut se faire que dans la lutte permanente contre l'ordre établi et à l'intérieur de cet ordre. Rassembler la grande masse populaire autour d'objectifs situés au-delà de l'ordre établi ; allier la lutte quotidienne avec le projet grandiose d'une réforme du monde, tel est le problème posé au mouvement socialiste ; ce qui doit guider son évolution et sa progression, c'est le souci d'éviter deux écueils : il ne doit sacrifier ni son caractère de mouvement de masse, ni le but final ; il doit éviter à la fois de retomber à l'état de secte et de se transformer en un mouvement réformiste bourgeois ; il lui faut se garder à la fois de l'anarchisme et de l'opportunisme.

L'arsenal théorique du marxisme nous offre sans doute depuis plus d'un demi-siècle des armes capables de parer à l'un et à l'autre de ces dangers opposés. Mais notre mouvement est un mouvement de masse et les dangers qui le menacent ne sont pas l'invention de cerveaux individuels, mais le produit de conditions sociales ; aussi la doctrine marxiste ne pouvait-elle à l'avance, une fois pour toutes, nous mettre à l'abri des déviations anarchistes ou opportunistes : c'est seulement quand les déviations sont passées dans la pratique qu'elles peuvent être surmontées par le mouvement lui-même - mais seulement à l'aide des armes fournies par Marx.

La social-démocratie a déjà surmonté le moins grave de ces deux dangers, la maladie infantile anarchiste, avec le « mouvement des indépendants »¹. Elle est en train de surmonter actuellement le second et le plus grave de ces maux : l'hydropisie opportuniste.

Si l'on considère l'expansion énorme prise par le mouvement au cours des dernières années et le caractère complexe des conditions où devait s'engager la lutte ainsi que des objectifs qu'elle devait se donner, il était inévitable que se manifeste à un moment donné un certain flottement : scepticisme quant à la possibilité d'atteindre les grands objectifs finaux, hésitations quant à l'élément théorique du mouvement. Le mouvement ouvrier ne peut ni ne doit progresser autrement ; les instants d'hésitation, de crainte, bien loin de surprendre les marxistes, ont été au contraire prévus et prédits depuis bien longtemps par Marx : « Les révolutions bourgeoises », écrivait Marx, il y a un demi-siècle dans son *Dix-huit Brumaire*, « comme celles du XVIIIe siècle, se précipitent rapidement de succès en succès, leurs effets dramatiques se surpassent à l'envi, hommes et choses semblent s'engager dans des feux de diamants, l'enthousiasme extatique est la mentalité quotidienne, mais elles ont la vie courte. Rapidement elles ont atteint leur point culminant, et un long mal aux cheveux s'empare de la société avant qu'elle n'apprenne à s'approprier tranquillement les résultats dû sa période orageuse. Les révolutions prolétariennes, par contre, comme celle du XIXe siècle, se critiquent elles-mêmes constamment, interrompent à tout instant leur propre cours, reviennent sur ce qui semble accompli, pour le recommencer à nouveau, raillent impitoyablement les

¹ Le « mouvement des Indépendants » est issu du groupe des « Junge » de tendance anarchiste, à l'intérieur du S.P.D. (N. d. T.).

insuffisances, les faiblesses et les misères de leurs premières tentatives, paraissent n'abattre leur adversaire que pour que, tirant de la terre des forces nouvelles, il se dresse à nouveau, plus gigantesque en face d'elles, prennent constamment peur à nouveau devant l'immensité infinie de leur propre but, jusqu'à ce que soit créée la situation qui rend impossible tout retour en arrière et que les circonstances elles-mêmes leur crient

« *Hic Rhodus, hic salta !* »

« C'est ici qu'est la rose ! c'est ici qu'il faut danser ¹ ! »

Ceci n'a pas cessé d'être vrai, même après qu'ait été édiflée la théorie du socialisme scientifique. Le mouvement prolétarien n'en est pas pour autant devenu d'un seul coup, même en Allemagne, socialiste ; il le *devient* peu à peu chaque jour, il le devient en corrigeant les déviations opposées : l'anarchisme, l'opportunisme ; l'une et l'autre erreur ne sont que des phases du mouvement socialiste considéré comme un processus continu.

Dans cette perspective ce n'est pas tant l'apparition d'un courant opportuniste qui doit surprendre, c'est plutôt sa faiblesse. Tant qu'il ne s'était manifesté qu'à des occasions isolées, à propos de l'action pratique du parti, on pouvait imaginer qu'il s'appuyait sur une base théorique sérieuse.

Mais aujourd'hui, en lisant dans le livre de Bernstein l'expression théorique accomplie de cette tendance, on s'écrie avec stupéfaction : Comment ? C'est tout ce que vous avez à dire ? Pas l'ombre d'une pensée originale ! Pas une idée que le marxisme n'ait, il y a des dizaines d'années, réfutée, écrasée, raillée, réduite en poussière ! Il a suffi que l'opportunisme prit la parole pour démontrer qu'il n'avait rien à dire. C'est là ce qui fait, pour l'histoire du parti, toute l'importance du livre de Bernstein.

Bernstein a abandonné les catégories de pensée du prolétariat révolutionnaire, la dialectique et la conception matérialistes de l'histoire ; or, c'est à elles qu'il doit les circonstances atténuantes de son revirement. Car seules la dialectique et la conception matérialistes de l'histoire peuvent le faire apparaître, dans leur grande magnanimité, pour ce qu'il a été inconsciemment : l'instrument prédestiné qui, en révélant à la classe ouvrière une défaillance passagère de son élan, l'a forcée à le rejeter loin d'elle d'un geste de mépris railleur ².

¹ Marx, Le Dix-huit brumaire de Louis Bonaparte, trad. Molltor, p. 154. La traduction respecte le contresens fait par Marx sur le proverbe latin tiré de la fable d'Esopé et dont le sens est: C'est ici *qu'est* Rhodes, *saute* ! (N. d. T.)

² La première édition se terminait par les deux paragraphes suivants que Rosa Luxembourg a supprimés parce qu'ils ne lui paraissaient plus opportuns. Nous en donnons Ici la traduction :

« Nous avons dit : le mouvement devient socialiste en corrigeant les déviations anarchistes et opportunistes qui sont un produit Inévitable de sa croissance. Mais les surmonter ne signifie pas laisser tout faire en toute tranquillité comme il plait à Dieu. Surmonter le courant opportuniste actuel signifie le rejeter.

Bernstein termine son livre par le conseil donné au parti : qu'il ose paraître ce qu'il est : c'est-à-dire un parti réformiste, socialiste et démocrate. Le parti, c'est-à-dire son organe suprême, le Congrès devrait, à notre avis, suivre ce conseil en proposant à Bernstein de paraître à son tour ce qu'il est : un progressiste démocrate petit-bourgeois. »

Ce passage Indique donc que Rosa Luxembourg jugeait opportune, en 1899, l'exclusion de Bernstein et des révisionnistes. En 1908 cette exigence avait perdu toute actualité, le révisionnisme semblait définitivement vaincu. (N. d. T.)

Grève de masse parti et syndicats

←

1.

. ←

Presque tous les écrits et les déclarations du socialisme international traitant de la question de la grève générale datent de l'époque *antérieure* à la révolution russe, où fut expérimenté pour la première fois dans l'histoire, sur une large échelle, ce moyen de lutte. Cela explique pourquoi ces écrits ont pour la plupart vieilli. Ils s'inspirent d'une conception identique à celle d'Engels, qui, en 1873, critiquant Bakounine et sa manie de fabriquer artificiellement la révolution en Espagne, écrivait :

« La grève générale est, dans le programme de Bakounine, le levier qui sert à déclencher la révolution sociale. Un beau matin tous les ouvriers de toutes les entreprises d'un pays ou même du monde entier abandonnent le travail, obligeant ainsi, en quatre semaines tout au plus, les classes possédantes soit à capituler, soit à attaquer les ouvriers, si bien que ceux-ci auraient le droit de se défendre, et par la même occasion d'abattre la vieille société tout entière. Cette suggestion est bien loin d'être une nouveauté : des socialistes français et à leur suite des socialistes belges, ont, depuis 1848, souvent enfourché ce cheval de bataille qui, à l'origine, est de race anglaise. Au cours du développement rapide et vigoureux du chartisme parmi les ouvriers anglais, à la suite de la crise de 1837, on prêchait dès 1839, le « saint mois », la suspension du travail à l'échelle de la nation ¹, et cette idée avait trouvé un tel écho que les ouvriers du nord de l'Angleterre tentèrent en juillet 1842 de la mettre en pratique. Le Congrès des Alliancistes à Genève, le 1er septembre 1873, mit également à l'ordre du jour la grève générale. Simplement tout le monde admettait qu'il fallait pour la faire que la classe ouvrière soit entièrement organisée et qu'elle ait des fonds de réserve. C'est là précisément que le bât blesse. D'une part les gouvernements, surtout si on les encourage par l'abstention politique, ne laisseront jamais arriver à ce stade ni l'organisation ni la trésorerie des ouvriers ; et d'autre part les événements politiques et les interventions des classes dominantes amèneront l'affranchissement des travailleurs bien avant que le prolétariat ne parvienne à se donner cette organisation idéale et ce fonds de réserve gigantesque. Par ailleurs, s'il les possédait, il n'aurait pas besoin du détour de la grève générale pour parvenir à son but ² ».

C'est sur une telle argumentation que se fonda dans les années suivantes l'attitude de la social-démocratie internationale à l'égard de la grève de masse. Elle est dirigée contre la théorie anarchiste de la grève générale qui oppose la grève générale, facteur de déclenchement de la révolution sociale, à la lutte politique quotidienne de la classe ouvrière. Elle tient tout entière dans ce dilemme simple : ou bien le prolétariat dans son ensemble ne possède pas encore d'organisation ni de fonds considérables - et alors il ne peut réaliser la grève générale - ou bien il est déjà assez puissamment organisé - et alors il n'a pas besoin de la grève générale. Cette argumentation est, à vrai dire, si simple et si inattaquable à première

¹ Voir Engels, *La situation des classes laborieuses en Angleterre*, Paris, éd. Costes, p. 288 (N. d. T.).

² Frédéric Engels : *Die Bakunisten an der Arbeit*, dans le recueil d'articles intitulé : *internationales ans dem Volksstaat*, page 20.

vue, que pendant un quart de siècle elle a rendu d'immenses services au mouvement ouvrier moderne, soit pour combattre au nom de la logique les chimères anarchistes, soit pour aider à porter l'idée de la lutte politique dans les couches les plus profondes de la classe ouvrière. Les progrès immenses du mouvement ouvrier dans tous les pays modernes au cours des vingt-cinq dernières années vérifient de la manière la plus éclatante la tactique de la lutte politique préconisée par Marx et Engels, par opposition au bakounisme : la social-démocratie allemande dans sa puissance actuelle, sa situation à l'avant-garde de tout mouvement ouvrier international est, pour une très grosse part, le produit direct de l'application conséquente et rigoureuse de cette tactique.

Aujourd'hui la révolution russe a soumis cette argumentation à une révision fondamentale; elle a, pour la première fois, dans l'histoire des luttes de classe, permis une réalisation grandiose de l'idée de la grève de masse et même - nous l'expliquerons plus en détail - de la grève générale, inaugurant ainsi une époque nouvelle dans l'évolution du mouvement ouvrier.

Il ne faut certes pas conclure que Marx et Engels ont soutenu à tort la tactique de la lutte politique ou que leur critique de l'anarchisme est fautive. Tout au contraire, ce sont les mêmes raisonnements, les mêmes méthodes dont s'inspire la tactique de Marx et d'Engels et qui fondent encore aujourd'hui la pratique de la social-démocratie allemande, et qui dans la révolution russe ont produit de nouveaux éléments et de nouvelles conditions de la lutte de classe.

La révolution russe, cette même révolution qui constitue la première expérience historique de la grève générale, non seulement ne réhabilite pas l'anarchisme, mais encore aboutit à une *liquidation historique de l'anarchisme*. On pourrait penser que le règne exclusif du parlementarisme sur une aussi longue période expliquait peut-être l'existence végétative à laquelle l'essor puissant de la social-démocratie allemande condamnait cette tendance. On pouvait certes supposer que le mouvement orienté tout entier vers « l'offensive » et « l'action directe » que la « tendance révolutionnaire » au sens le plus brutal de levée de fourches était simplement mis en sommeil par le traintrain de la routine parlementaire, prêt à se réveiller dès le retour d'une période de lutte ouverte, dans une révolution de rue, et à déployer alors sa force interne.

La Russie surtout semblait particulièrement faite pour servir de champ d'expériences aux exploits de l'anarchisme. Un pays où le prolétariat n'avait absolument aucun droit politique et ne possédait qu'une organisation extrêmement faible, un mélange sans cohérence de populations aux intérêts très divers se traversant et s'entrecroisant ; le faible niveau de culture où végétait la grande masse de la population, la brutalité la plus extrême employée par le régime régnant, tout cela devait concourir à donner à l'anarchisme une puissance soudaine même si elle devait être éphémère. En fin de compte, la Russie n'était-elle pas historiquement le berceau de l'anarchisme ? Pourtant la patrie de Bakounine devait devenir le tombeau de sa doctrine. Non seulement en Russie ce ne sont pas les -anarchistes qui se sont trouvés ou se trouvent à la tête du mouvement de grèves de masse, non seulement la direction politique de l'action révolutionnaire ainsi que la grève de masse sont entièrement aux mains des organisations social-démocrates, - dénoncées avec acharnement par les anarchistes comme « un parti bourgeois » - ou aux mains d'organisations plus ou moins influencées par la social-démocratie ou proches d'elle comme le parti terroriste des « Socialistes Révolutionnaires » ¹,

¹ Le parti social-révolutionnaire, créé en 1900 par Tchernov. Héritier du socialisme traditionnel russe, il préconisait la collectivisation du sol dans le cadre du moi. Il employait volontiers des méthodes terroristes (assassinat de trois ministres de l'intérieur et du grand-duc Serge en 1905). (N. d. T.)

mais l'anarchisme est absolument inexistant dans la révolution russe comme tendance politique sérieuse. On note seulement à Bialystok, petite ville de Lituanie où la situation est particulièrement difficile, où les ouvriers ont les origines nationales les plus diverses, où la petite industrie est très éparpillée, où le niveau du prolétariat est très bas, parmi les six ou sept groupements révolutionnaires différents une poignée d' « anarchistes » ou soi-disant tels qui entretiennent de toutes leurs forces la confusion et le désarroi de la classe ouvrière. On peut aussi observer à Moscou et peut-être dans deux ou trois villes une poignée de gens de cette espèce. Mais à part ces quelques groupes « révolutionnaires », quel est le rôle propre joué par l'anarchisme dans la révolution russe ? Il est devenu l'enseigne de voleurs et de pillards vulgaires ; c'est sous la raison sociale de « l'anarcho-communisme » qu'ont été commis une grande partie de ces innombrables vols et brigandages chez des particuliers qui, dans chaque période de dépression, de reflux momentané de la révolution, font rage. L'anarchisme dans la révolution russe n'est pas la théorie du prolétariat militant mais l'enseigne idéologique du *Lumpenproletariat* contre-révolutionnaire grondant comme une bande de requins dans le sillage du navire de guerre de la révolution. Et c'est ainsi sans doute que finit la carrière historique de l'anarchisme.

D'un autre côté la grève de masse a été pratiquée en Russie non pas dans la perspective d'un passage brusque à la révolution, comme un coup de théâtre qui permettrait de faire l'économie de la lutte politique de la classe ouvrière et en particulier du parlementarisme, mais comme le moyen de créer d'abord pour le prolétariat les conditions de la lutte politique quotidienne et en particulier du parlementarisme. En Russie la population laborieuse et, à la tête de celle-ci, le prolétariat mènent la lutte révolutionnaire en se servant des grèves de masse comme de l'arme la plus efficace en vue très précisément de conquérir ces mêmes droits et conditions politiques dont, les premiers, Marx et Engels ont démontré la nécessité et l'importance dans la lutte pour l'émancipation de la classe ouvrière, et dont ils se sont fait les champions au sein de l'Internationale, les opposant à l'anarchisme. Ainsi la dialectique de l'histoire, le fondement de roc sur lequel s'appuie toute la doctrine du socialisme marxiste, a eu ce résultat que l'anarchisme auquel l'idée de la grève de masse était indissolublement liée, est entré en contradiction avec la pratique de la grève de masse elle-même ; en revanche la grève de masse, combattue naguère comme contraire à l'action politique du prolétariat, apparaît aujourd'hui comme l'arme la plus puissante de la lutte politique pour la conquête des droits politiques. S'il est vrai que la révolution russe oblige à réviser fondamentalement l'ancien point de vue marxiste à l'égard de la grève de masse, pourtant seuls le marxisme, ses méthodes et ses points de vue généraux remportent à cet égard la victoire sous une nouvelle forme. « La femme aimée du Maure ne peut mourir que de la main du Maure » ¹.

¹ Allusion à l'Othello de Shakespeare. (N. d. T.)

2.

. ←

Dans la question de la grève de masse, les événements de Russie nous obligent à réviser tout d'abord la *conception* générale du problème. Jusqu'à présent, ceux qui étaient partisans de « tenter la grève de masse » en Allemagne, les Bernstein, Eisner, etc., aussi bien que les adversaires rigoureux d'une telle tentative représentés dans le syndicat par exemple par Bömélburg¹, s'en tiennent pour le fond à une même conception, à savoir la conception anarchiste. Les pôles opposés en apparence non seulement ne s'excluent pas, mais encore se conditionnent et se complètent réciproquement. Pour la conception anarchiste des choses en effet, la spéculation sur le « grand chambardement », sur la révolution sociale, n'est qu'un caractère extérieur et non essentiel ; l'essentiel, c'est la façon toute abstraite, anti-historique, de considérer la grève de masse ainsi d'ailleurs que toutes les conditions de la lutte prolétarienne. L'anarchiste n'envisage que deux conditions matérielles préalables de ces spéculations « révolutionnaires » : c'est d'abord « l'espace éthéré » et ensuite la bonne volonté et le courage de sauver l'humanité de la vallée de larmes capitaliste où elle gémit aujourd'hui. C'est dans cet « espace éthéré » que naquit ce raisonnement il y a plus de soixante ans déjà que la grève de masse était le moyen le plus court, le plus sûr et le plus facile de faire le saut périlleux dans un au-delà social meilleur. C'est dans ce même « espace abstrait » que naquit récemment cette idée, issue de la spéculation théorique, que la lutte syndicale est la seule réelle « action de masse directe » et par conséquent la seule lutte révolutionnaire - dernier refrain, comme on sait, des « syndicalistes » français et italiens. Le malheur a toujours été pour l'anarchiste que les méthodes de lutte improvisées dans l'« espace éthéré », se sont toujours révélées de pures utopies, en outre la plupart du temps, comme elles refusaient de compter avec la triste réalité méprisée, elles cessaient insensiblement d'être des théories révolutionnaires pour devenir les auxiliaires pratiques de la réaction.

Or c'est sur le même terrain de la considération abstraite et sans souci *de l'histoire* que se placent aujourd'hui d'une part ceux qui voudraient déclencher prochainement en Allemagne la grève de masse à un jour déterminé du calendrier, sur un décret de la direction du Parti, et d'autre part ceux qui, comme les délégués du Congrès syndical de Hambourg veulent liquider définitivement le problème de la grève de masse en interdisant la « propagande ». L'une et l'autre tendances partent de l'idée commune et absolument anarchiste que la grève de masse n'est qu'une arme purement technique qui pourrait à volonté, selon qu'on le juge utile, être « décidée » ou inversement « interdite », tel un couteau que l'on peut tenir fermé pour toute éventualité dans la poche ou au contraire ouvert et prêt à servir quand on le décide. Sans doute les adversaires de la grève de masse revendiquent-ils à juste titre le mérite de tenir compte du terrain historique et des conditions matérielles de la situation actuelle en Allemagne, par opposition aux « romantiques de la révolution » qui planent dans l'espace immatériel et se refusent absolument à envisager la dure réalité, ses possibilités et impossibilités. « Des faits et des chiffres, des chiffres et des faits », s'écrient-ils comme M. Gradgrind

¹ BÖMELBURG, syndicaliste allemand de la fédération du bâtiment (1862-1912). Au Congrès de Cologne en 1906 il repoussa toutes les tentatives pour introduire une nouvelle tactique fondée sur la grève politique de masse (N. d. T.).

dans *Les Temps difficiles* de Dickens. Ce que les adversaires syndicalistes de la grève de masse entendent par le « terrain historique » et les « conditions matérielles », ce sont deux éléments différents : d'une part la faiblesse du prolétariat, de l'autre la force du militarisme prussien.

L'insuffisance des organisations ouvrières et de l'état des fonds, la puissance des baïonnettes prussiennes, tels sont les « faits et chiffres » sur lesquels ces dirigeants syndicaux fondent leur conception pratique du problème. Certes, les caisses syndicales comme les baïonnettes prussiennes sont incontestablement des faits matériels et même très historiques, mais la conception politique fondée sur ces faits n'est pas le matérialisme historique au sens de Marx, mais un matérialisme policier au sens de Puttkammer¹. Même les représentants de l'État policier comptent beaucoup et même exclusivement avec la puissance effective du prolétariat organisé à chaque moment comme avec la puissance matérielle des baïonnettes ; du tableau comparatif de ces deux chiffres ils ne cessent de, tirer cette conclusion tranquilisante : le mouvement ouvrier révolutionnaire est produit par des meneurs, des agitateurs ; *ergo* nous avons dans les prisons et les baïonnettes un moyen suffisant pour nous rendre maîtres de ce « phénomène passager et désagréable ».

La classe ouvrière consciente de l'Allemagne a depuis longtemps compris le comique de cette théorie policière, selon laquelle tout le mouvement ouvrier moderne serait le produit artificiel et arbitraire d'une poignée d' « agitateurs et de meneurs » sans scrupules. Nous voyons la même conception se manifester lorsque deux ou trois braves camarades se forment en colonnes de veilleurs de nuit volontaires pour mettre en garde la classe ouvrière allemande contre les menées dangereuses de quelques « romantiques de la révolution » et leur « propagande pour la grève de masse » ; ou encore, lorsque du côté adverse, on assiste au lancement d'une campagne indignée et larmoyante par ceux qui, déçus dans leur attente d'une explosion de la grève de masse en Allemagne, s'en croient frustrés par je ne sais quelles collusions « secrètes » de la direction du Parti et de la Commission générale des syndicats. Si le déclenchement des grèves dépendait de la « propagande » incendiaire des « romantiques de la révolution » ou des décisions secrètes ou publiques des Comités directeurs nous n'aurions eu jusqu'ici aucune grève de masse importante en Russie. Il n'y a pas de pays - j'ai déjà relevé le fait dans la Gazette ouvrière de la Saxe (*Sächsische Arbeiterzeitung*) en mars 1905 - où l'on ait aussi peu pensé à « propager » ou même à « discuter » la grève de masse que la Russie. Et les quelques exemples isolés de résolutions et d'accords de la direction du parti socialiste russe qui décrétaient de toutes pièces la grève générale - comme la dernière tentative en août 1905 après la dissolution de la Douma - ont-presque entièrement échoué. La révolution russe nous apprend donc une chose : c'est que la grève de masse West ni « fabriquée » artificiellement ni « décidée », ou « propagée », dans un éther immatériel et abstrait, mais qu'elle est un phénomène historique résultant à un certain moment d'une situation sociale à partir d'une nécessité historique.

Ce n'est donc pas par des spéculations abstraites sur la possibilité ou l'impossibilité, sur l'utilité ou le danger de la grève de masse, c'est par l'étude des facteurs et de la situation sociale qui provoquent la grève de masse dans la phase actuelle de la lutte des classes, qu'on résoudra le problème ; ce problème, on ne le comprendra pas et on ne pourra pas le discuter à partir d'une appréciation subjective de la grève générale en considérant ce qui est souhaitable ou non, mais à partir d'un *examen objectif* des origines de la grève de masse, et en se demandant si elle est historiquement nécessaire.

¹ PUTTKAMMER, 1828-1900, ministre de l'Intérieur de 1881 à 1888.

Dans l'espace immatériel de l'analyse logique abstraite on peut prouver avec la même rigueur aussi bien l'impossibilité absolue, la défaite certaine de la grève de masse, que sa possibilité absolue et sa victoire assurée. Aussi la valeur de la démonstration est-elle dans les deux cas la même, je veux dire nulle. C'est pourquoi craindre la propagande pour la grève de masse, prétendre excommunier formellement les coupables de ce crime, c'est être victime d'un malentendu absurde. Il est tout aussi impossible de « propager » la grève de masse comme moyen abstrait de lutte qu'il est impossible de « propager » la révolution. La « révolution » et la « grève de masse » sont des concepts qui ne sont eux-mêmes que la forme extérieure de la lutte des classes et ils n'ont de sens et de contenu que par rapport à des situations politiques bien déterminées.

Entreprendre une propagande en règle pour la grève de masse comme forme de l'action prolétarienne, vouloir colporter cette « idée » pour y gagner peu à peu la classe ouvrière serait une occupation aussi oiseuse, aussi vaine et insipide que d'entreprendre une campagne de propagande pour l'idée de la révolution ou du combat sur les barricades. Si la grève de masse est devenue à l'heure qu'il est le centre du vif intérêt de la classe ouvrière allemande et internationale, c'est qu'elle représente une nouvelle forme de lutte, et, comme telle, le symptôme certain de profonds changements intérieurs dans les rapports des classes et les conditions de la lutte des classes. Si la masse des prolétaires allemands - malgré la résistance obstinée de ses dirigeants syndicaux - manifeste un intérêt aussi ardent à ce problème nouveau, cela témoigne de son sûr instinct révolutionnaire et de sa vive intelligence. Mais à cet intérêt, à cette noble soif intellectuelle, à cet élan des ouvriers pour l'action révolutionnaire, on ne répondra pas en dissertant par une gymnastique cérébrale abstraite sur la possibilité ou l'impossibilité de la grève de masse ; on y répondra en expliquant le déroulement de la révolution russe, son importance internationale, l'exaspération des conflits de classes dans l'Europe Occidentale, les nouvelles perspectives politiques de la lutte de classe en Allemagne, le rôle et les devoirs de la masse dans les luttes à venir. C'est seulement sous cette forme que la discussion sur la grève de masse servira à élargir l'horizon intellectuel du prolétariat, contribuera à aiguïser sa conscience de classe, à approfondir ses idées et à fortifier son énergie pour l'action. Par ailleurs, dans cette perspective, on voit apparaître le ridicule du procès criminel intenté par les adversaires du 4^e romantisme révolutionnaire » qui accusent les tenants de cette tendance de ne pas avoir obéi à la lettre de la résolution d'Iéna¹. Les partisans d'une politique « raisonnable et pratique » acceptent à la rigueur cette résolution parce qu'elle lie la grève de masses aux destinées du suffrage universel. Ils croient pouvoir en conclure deux choses : 1^o que la grève de masse conserve un caractère purement défensif ; 2^o qu'elle est elle-même subordonnée au parlementarisme, muée en une simple annexe du parlementarisme. Mais le véritable fond de la résolution d'Iéna réside dans l'analyse selon laquelle, dans l'état actuel de l'Allemagne, une atteinte portée par la réaction, par le pouvoir, contre le suffrage universel pour les élections au Reichstag, pourrait être le facteur qui déclencherait le signal d'une période de luttes politiques orageuses. C'est alors que pour la première fois en Allemagne la grève de masse pourrait être appliquée.

Seulement vouloir restreindre et mutiler artificiellement par un texte d'une résolution de Congrès la portée sociale et le champ historique de la grève de masse, comme problème et comme phénomène de la lutte des classes, c'est faire preuve d'un esprit aussi étroit et borné

¹ Au congrès du Parti d'Iéna (1905) fut votée une résolution reconnaissant la grève de masse comme arme éventuelle du prolétariat, en particulier pour la défense des droits parlementaires. La résolution estimait souhaitable la discussion d'une telle éventualité dans le Parti. Cette résolution, dont Bebel était l'auteur, fut jugée trop tiède par Rosa Luxemburg, mais elle considérait que l'aile gauche avait malgré tout remporté une victoire. (N. d. T.)

que dans la résolution du Congrès de Cologne ¹ qui interdit la discussion de la grève de masse. Dans la résolution l'Iéna, la social-démocratie allemande a pris officiellement acte de la profonde transformation accomplie par la révolution russe, dans les conditions internationales de la lutte des classes ; elle manifestait sa capacité d'évolution révolutionnaire, d'adaptation aux exigences nouvelles de la phase à venir des luttes de classes. En cela réside l'importance de la résolution d'Iéna. Quant à l'application pratique de la grève de masse en Allemagne, l'histoire en décidera comme elle en a décidé en Russie ; pour l'histoire, la social-démocratie et ses résolutions sont un facteur important, certes, mais un facteur parmi beaucoup d'autres.

¹ Au congrès syndical de Cologne (1906) les syndicats réclament une certaine autonomie vis-à-vis du Parti et refusent la discussion sur la grève de masse ; c'est là un recul par rapport à la résolution d'Iéna. (N. d. T.)

3.

←

La grève de masse, telle qu'elle sert actuellement de thème de discussion en Allemagne, est un phénomène particulier très clair et très simple à concevoir, ses délimitations sont précises : il s'agit uniquement de la grève politique de masse. On entend par là un débrayage massif et unique du prolétariat industriel, entrepris à l'occasion d'un fait politique de la plus grande portée, sur la base d'une entente réciproque intervenue à propos entre les bureaux du Parti et des syndicats, et qui, mené avec l'ordre le plus parfait et dans un esprit de discipline, cesse dans un ordre plus parfait encore, sur un mot d'ordre donné au moment opportun par les bureaux dirigeants, étant entendu que le règlement des subsides, des frais, des sacrifices, en un mot tout le bilan matériel de la grève, est déterminé à l'avance avec précision.

Or, en comparant ce schéma théorique avec la grève de masse telle qu'elle se manifeste en Russie depuis cinq ans, on est obligé de constater qu'un concept autour duquel tournent toutes les discussions allemandes ne correspond à la réalité d'aucune des nombreuses grèves de masse qui ont eu lieu et que, d'autre part, les grèves de masse en Russie se présentent sous des formes si variées qu'il est absolument impossible de parler de « la » grève de masse, d'une grève schématique abstraite.

Non seulement chacun des éléments de la grève de masse ainsi que son caractère différent selon les villes et les régions, mais surtout son caractère général lui-même s'est plusieurs fois modifié au cours de la révolution. Les grèves de masse ont connu en Russie une certaine évolution historique et elles la poursuivent encore. Ainsi quiconque veut parler de la grève de masse en Russie doit avant tout avoir son histoire devant les yeux. On fait commencer à juste titre la période actuelle, pour ainsi dire officielle, de la révolution russe avec le soulèvement du prolétariat de Saint-Pétersbourg le 22 janvier 1905, ce défilé de deux cent mille employés devant le palais du tsar qui se termina par un terrible massacre. La sanglante fusillade de Saint-Pétersbourg fut, comme on sait, le signal qui déclencha la première série gigantesque de grèves de masse; celles-ci s'étendirent en quelques jours à toute la Russie et firent retentir l'appel de la révolution dans tous les coins de l'Empire, gagnant toutes les couches du prolétariat.

Mais ce soulèvement de Saint-Pétersbourg, le 22 janvier, n'était que le point culminant d'une grève de masse qui avait mis en mouvement tout le prolétariat de la capitale du tsar, en janvier 1905. A son tour, cette grève de janvier à Saint-Pétersbourg était la conséquence immédiate de la gigantesque grève générale qui avait éclaté peu auparavant, en décembre 1904, dans le Caucase, à Bakou, et tint longtemps toute la Russie en haleine. Or, les événements de décembre à Bakou n'étaient eux-mêmes qu'un dernier et puissant écho des grandes grèves qui, en 1903 et 1904, tels des tremblements de terre périodiques, ébranlèrent tout le sud de la Russie, et dont le prologue fut la grève de Batoum dans le Caucase en mars 1902. Au fond, cette première série de grèves, dans la chaîne continue des éruptions révolutionnaires actuelles, n'est elle-même distante que de cinq ou six ans de la grève générale des ouvriers du textile de Saint-Pétersbourg en 1896 et 1897. On peut croire que quelques années d'une accalmie apparente et d'une réaction sévère séparent le mouvement d'alors de la révolu-

tion d'aujourd'hui ; mais si l'on connaît tant soit peu l'évolution politique interne du prolétariat russe jusqu'au stade actuel de sa conscience de classe et de son énergie révolutionnaire, on ne manquera pas de faire remonter l'histoire de la période présente des luttes de masse aux grèves générales de Saint-Pétersbourg. Celles-ci sont importantes pour le problème de la grève de masse parce qu'elles contiennent déjà en germe tous les éléments principaux des grèves de masse qui suivirent. Au premier abord, la grève générale de 1896 à Saint-Pétersbourg apparaît comme une lutte revendicative partielle, aux objectifs purement économiques. Elle fut provoquée par les conditions intolérables de travail des fileurs et des tisserands de Saint-Pétersbourg : journées de travail de 13, 14 et 15 heures, salaire aux pièces misérable ; à cela s'ajoute tout l'ensemble des vexations patronales. Cependant les ouvriers textiles supportèrent longtemps cette situation jusqu'à ce qu'un incident en apparence minime fit déborder la mesure. En mai 1896, en effet, eut lieu le couronnement du tsar actuel. Nicolas II, que l'on avait différé pendant deux ans par peur des révolutionnaires ; à cette occasion les chefs d'entreprise manifestèrent leur zèle patriotique en imposant à leurs ouvriers trois jours de chômage forcé, se refusant par ailleurs, point notable, à payer les salaires pour ces journées. Les ouvriers textiles exaspérés s'agitèrent. Une délibération eut lieu au jardin d'Ekaterinev, à laquelle participèrent environ trois cents ouvriers parmi les plus mûrs politiquement, la grève fut décidée et les revendications suivantes formulées : 1° les Journées du couronnement devaient être payées ; 2° durée de travail réduite à dix heures ; 3° augmentation du salaire aux pièces. Cela se passait le 24 mai. Une semaine plus tard toutes les usines de tissage et les filatures étaient fermées et quarante mille ouvriers étaient en grève. Aujourd'hui cet événement, comparé aux vastes grèves de la révolution, peut paraître minime. Dans le climat de stagnation politique de la Russie à *cette époque*, une grève générale était une chose inouïe : c'était toute une révolution en miniature. Naturellement la répression la plus brutale s'ensuivit : un millier d'ouvriers environ furent arrêtés et renvoyés dans leur pays d'origine, la grève générale fut écrasée. Nous voyons déjà ici se dessiner tous les caractères de la future grève de masse : tout d'abord l'occasion qui déclencha le mouvement fut fortuite et même accessoire, l'explosion en fut spontanée. Mais dans la manière dont le mouvement fut mis en branle se manifestèrent les fruits de la propagande menée pendant plusieurs années par la social-démocratie ; au cours de la grève générale les propagandistes social-démocrates restèrent à la tête du mouvement, le dirigèrent et en firent le tremplin d'une vive agitation révolutionnaire. Par ailleurs, si les grèves semblaient, extérieurement, se borner à une revendication purement économique touchant les salaires, l'attitude du gouvernement ainsi que l'agitation socialiste en firent un événement politique de premier ordre. En fin de compte, la grève fut écrasée, les ouvriers subirent une « défaite ». Néanmoins, dès le mois de janvier de l'année suivante (1897), les ouvriers du textile de Saint-Pétersbourg recommencèrent la grève générale, obtenant cette fois un succès éclatant : l'instauration de la journée de onze heures trente dans toute la Russie. Résultat plus important encore : après la première grève générale de 1896, qui fut entreprise sans l'ombre d'organisation ouvrière et sans caisse de grève s'organisa peu à peu dans la Russie proprement dite une lutte syndicale intensive qui bientôt s'étendit de Saint-Pétersbourg au reste du pays, ouvrant à la propagande et à l'organisation de la social-démocratie des perspectives toutes nouvelles. C'est ainsi qu'un travail invisible et souterrain préparait, dans l'apparent silence sépulcral des années qui suivirent, la révolution prolétarienne. La grève du Caucase en mars 1902 explosa de manière aussi fortuite que celle de 1896 et semblait, elle aussi, être le résultat de facteurs purement économiques, s'attacher à des revendications partielles. Elle est liée à la *dure crise* industrielle et commerciale qui précéda en Russie la guerre russo-japonaise, et contribua fortement à créer, ainsi que cette guerre, la fermentation révolutionnaire. La crise engendra un chômage énorme, alimentant le mécontentement dans la masse des prolétaires. Aussi le gouvernement entreprit-il, pour apaiser la classe ouvrière, de ramener progressivement la « main-d'œuvre inutile » dans son pays d'origine, Cette mesure, qui devait toucher environ quatre cents ouvriers du pétrole, provoqua précisément à Batoum

une protestation massive. il y eut des manifestations, des arrestations, une répression sanglante et, finalement, un procès politique au cours duquel la lutte pour des revendications partielles et purement économiques prit le caractère d'un événement politique et révolutionnaire. Cette même grève de Batoum, qui ne fut pas couronnée de succès et qui aboutit à une défaite, eut pour résultat une série de manifestations révolutionnaires de masse à Njini-Novgorod, à Saratov, en d'autres villes ; elle fut donc à l'origine de la vague révolutionnaire générale. Dès novembre 1902, on en voit la première répercussion véritable sous la forme d'une grève générale à Rostov-sur-le-Don. Ce mouvement fut déclenché par un conflit à propos des salaires qui s'éleva dans les ateliers du chemin de fer de Vladicaucase. L'administration voulant réduire les salaires, le Comité social-démocrate du Don publia un manifeste appelant à la grève et faisant état des revendications suivantes : journée de neuf heures, augmentation des salaires, suppression des punitions, renvoi d'ingénieurs impopulaires, etc. Tous les ateliers de chemin de fer se mirent en grève. Toutes les autres branches d'activité se joignirent au débrayage, et Rostov connut soudain une situation sans précédent : il y avait un arrêt de travail général dans l'industrie, tous les jours se tenaient en plein air des meetings monstres de 15 à 20 000 ouvriers, les manifestants y étant cernés souvent par un cordon de Cosaques : des orateurs social-démocrates y prenaient, pour là première fois, publiquement la parole; des discours enflammés sur le socialisme et la liberté politique y étaient tenus et accueillis avec un enthousiasme extraordinaire ; des tracts révolutionnaires étaient diffusés à des dizaines de milliers d'exemplaires. Au milieu de la Russie figée dans son absolutisme, le prolétariat de Rostov conquiert, pour la première fois, dans le feu de l'action le droit de réunion, la liberté de parole. Certes, la répression sanglante ne se fit pas attendre. En quelques jours, les revendications salariales dans les ateliers de chemin de fer de Vladicaucase avaient pris les proportions d'une grève générale politique et d'une bataille révolutionnaire de rues. Une seconde grève générale suivit immédiatement la première, cette fois à la station de Tichoretzkaia, sur la même ligne de chemin de fer. Là encore, elle donna lieu à une répression sanglante, puis à un procès, et Tichoretzkaia prit place à son tour dans la chaîne ininterrompue des épisodes révolutionnaires. Le printemps de 1903 apporta une revanche aux défaites des grèves de Rostov et de Tichoretzkaia : en mai, juin, juillet, tout le sud de la Russie est en feu. Il y a littéralement grève générale à Bakou, Tiflis, Batoum, Elisabethgrad, Odessa, Kiev, Nicolaïev, Ekaterinoslav. Mais là non plus le mouvement n'est pas déclenché à partir d'un centre, selon un plan conçu à l'avance : il se déclenche en divers points pour des motifs divers et sous des formes différentes pour confluer ensuite. Bakou ouvre la marche : plusieurs revendications partielles de salaires dans diverses usines et diverses branches finissent par aboutir à une grève générale. A Tiflis ce sont deux mille employés de commerce, dont la journée de travail va de six heures du matin à onze heures du soir, qui commencent la grève ; le 4 juillet, à huit heures du soir, ils quittent tous leurs magasins et défilent en cortège à travers la ville pour obliger les boutiquiers à fermer. La victoire est complète : les employés de commerce obtiennent la journée de travail de huit heures à huit heures et demie ; le mouvement s'étend aussitôt aux usines, aux ateliers, aux bureaux. Les journaux cessent de paraître, les tramways ne circulent que sous la protection de la troupe. A Elisabethgrad, la grève se déclencha le 10 juillet dans toutes les usines, avec pour objectifs des revendications Purement économiques. Celles-ci sont acceptées pour la plupart et la grève cesse le 14 juillet, Mais deux semaines plus tard elle éclate à nouveau ; ce sont cette fois les boulangers qui donnent le mot d'ordre, suivis par les carriers, les menuisiers, les teinturiers, les meuniers, et finalement par tous les ouvriers d'usine. A Odessa, le mouvement débute par une revendication salariale, à laquelle participe l'association ouvrière « légale » fondée par les agents du gouvernement d'après le programme du célèbre policier Zoubatov. C'est là encore une des plus belles ruses de la dialectique historique. Les luttes économiques de la période précédente - entre autres la grande grève générale de Saint-Pétersbourg (en 1896) - avaient amené la social-démocratie russe à exagérer ce qu'on appelle « l'économisme », préparant par là dans la classe ouvrière le terrain

aux menées démagogiques de Zoubatov. Mais un peu plus tard le grand courant révolutionnaire fit virer de bord l'esquif aux cent pavillons et le força à voguer à la tête de la flottille prolétarienne révolutionnaire. Ce sont les associations de Zoubatov qui donnèrent au printemps de 1904 le mot d'ordre de la grande grève générale d'Odessa, comme en janvier 1905 de la grève générale de Saint-Pétersbourg. Les travailleurs d'Odessa, que l'on avait jusqu'alors bercés dans l'illusion de la bienveillance du gouvernement à leur égard et de sa sympathie en faveur d'une lutte purement économique, voulurent tout à coup en faire l'épreuve : ils contraignirent l'« Association ouvrière » de Zoubatov à proclamer la grève avec des objectifs revendicatifs modestes. Le patron les jeta tout simplement à la rue, et lorsqu'ils réclamèrent au chef de l'Association l'appui gouvernemental promis, ce personnage s'esquiva, ce qui mit le comble à la fermentation révolutionnaire. Aussitôt les social-démocrates prirent la tête du mouvement de grève, qui gagna d'autres fabriques. Le 1er juillet, grève de 2 500 ouvriers des chemins de fer; le 4 juillet, les ouvriers du port se mettent en grève, réclamant une augmentation de salaires allant de 80 kopeks à deux roubles et une réduction d'une demi-heure de la journée de travail. Le 6 juillet les marins se joignent au mouvement. Le 13 juillet, débrayage du personnel des tramways. Un rassemblement de tous les grévistes - 7 à 8 000 personnes - a lieu ; le cortège se forme, allant de fabrique en fabrique, grossit comme une avalanche jusqu'à compter une masse de 40 à 50 000 personnes, et se rend au port pour organiser un débrayage général. Bientôt, dans toute la ville, règne la grève générale. A Kiev, débrayage le 21 juillet dans les ateliers de chemin de fer. Là encore, ce qui déclenche la grève, ce sont les conditions misérables de travail et les revendications salariales. Le lendemain les fonderies suivent l'exemple. Le 23 juillet se produit un incident qui donne le signal de la grève générale. Dans la nuit, deux délégués des cheminots sont arrêtés ; les grévistes réclament leur mis-- en liberté immédiate ; devant le refus qui leur est opposé, ils décident d'empêcher les trains de sortir de la ville. A la gare, tous les grévistes avec leurs femmes et leurs enfants se postent sur les rails, véritable marée de têtes humaines. On menace d'ouvrir le feu sur eux. Les ouvriers découvrent leurs poitrines en criant : « Tirez ! » On tire sur la foule, on compte trente à quarante morts parmi lesquels des enfants et des femmes. A cette nouvelle, tout Kiev se met en grève. Les cadavres des victimes sont portés à bout de bras et accompagnés par un cortège imposant. Réunions, prises de parole, arrestations, combats de rue isolés - Kiev est en pleine révolution. Le mouvement s'arrête vite ; mais les typographes ont gagné une réduction d'une heure de la journée de travail ainsi qu'une augmentation de salaire d'un rouble ; on accorde la journée de huit heures dans une fabrique de porcelaine ; les ateliers de chemins de fer sont fermés par décision ministérielle ; d'autres professions continuent une grève partielle pour leurs revendications. Par contagion, la grève générale gagne Nicolaïev, sous l'influence immédiate des nouvelles d'Odessa, de Bakou, de Batoum et de Tiflis, et malgré la résistance du comité social-démocrate, qui voulait retarder le déclenchement du mouvement jusqu'au moment où la troupe sortirait de la ville pour les manœuvres : il ne put freiner le mouvement de masse ; les grévistes allaient d'atelier en atelier ; la résistance de la troupe ne fit que jeter de l'huile sur le feu. Bientôt on vit se former des cortèges énormes qui entraînaient au son de chants révolutionnaires tous les ouvriers, les employés, le personnel des tramways, hommes et femmes. Le débrayage était total. A Ekaterinoslav les boulangers commencent la grève le 5 août le 7, ce sont les ouvriers des ateliers de chemin de fer puis toutes les autres usines ; le 8 août la circulation des tramways s'arrête, les journaux cessent de paraître. C'est ainsi que se forma la grandiose grève générale du sud de la Russie au cours de l'été 1903. Mille conflits économiques partiels, mille incidents « fortuits » convergèrent, confluant en un océan puissant ; en quelques semaines tout le sud de l'Empire tsariste fut transformé en une étrange République ouvrière révolutionnaire.

« Accolades fraternelles, cris d'enthousiasme et de ravissement, chants de liberté, rires joyeux, gaieté et transports de joie : c'était tout un concert qu'on entendait dans cette foule de

milliers de personnes allant et venant à travers la ville du matin au soir. Il régnait une atmosphère d'euphorie ; on pouvait presque croire qu'une vie nouvelle et meilleure commençait sur la terre. Spectacle profondément émouvant et en même temps idyllique et touchant. » Ainsi écrivait alors le correspondant d'*Osvoboždenié*, organe libéral de M. Pierre de Struve.

Dès le début de l'année 1904, ce fut la guerre, ce qui pour un temps provoqua une interruption du mouvement de grève générale. Au commencement, on vit se répandre dans le pays une vague trouble de manifestations « patriotiques » Organisées par la police. Le chauvinisme tsariste officiel commença par abattre la société bourgeoise « libérale », Mais bientôt la social-démocratie reprit possession du champ de bataille ; aux manifestations policières de la canaille patriotique s'opposent des manifestations ouvrières révolutionnaires. A la fin les honteuses défaites de l'armée tsariste tirent la société libérale elle-même de son sommeil. L'ère des congrès, des banquets, des discours, des adresses et des manifestes libéraux et démocratiques commence. Momentanément diminué par la honte de la défaite, l'absolutisme dans son désarroi laisse faire ces messieurs qui voient s'ouvrir déjà devant eux le paradis libéral. Le libéralisme occupe le devant de la scène politique pour six mois, le prolétariat rentre dans l'ombre. Seulement, après une longue dépression, l'absolutisme se redresse, la camarilla rassemble ses forces ; il suffit de faire taper du pied les Cosaques pour chasser les libéraux dans leur trou, et ceci dès le mois de décembre. Et les discours, les congrès sont taxés de « prétention insolente » et interdits d'un trait de plume, le libéralisme se trouve subitement au bout de son latin. Mais au moment même où le libéralisme est désorienté commence l'action du prolétariat. En décembre 1904 éclate à la faveur du chômage la gigantesque grève générale de Bakou : la classe ouvrière occupe de nouveau le champ de bataille. La parole interdite est réduite au silence, l'action recommence. A Bakou, pendant plusieurs semaines, en pleine grève générale, la social-démocratie domine entièrement la situation; les événements étranges de décembre dans le Caucase auraient provoqué une émotion extraordinaire s'ils n'avaient été rapidement débordés par le flot montant de la révolution dont ils étaient eux-mêmes l'origine. Les nouvelles fantaisistes et confuses sur la grève générale de Bakou n'étaient pas encore parvenues à toutes les extrémités de l'Empire, lorsqu'en janvier 1905 éclata la grève générale de Saint-Pétersbourg. Là encore l'occasion qui déclencha le mouvement fut, comme on le sait, minime. Deux ouvriers des chantiers de Poutilov avaient été licenciés parce qu'ils appartenaient à l'association « légale » de Zoubatov. Cette mesure de rigueur provoqua le 16 janvier une grève de solidarité de tous les ouvriers de ces chantiers, au nombre de 12 000. La grève fut l'occasion pour les social-démocrates d'entreprendre une propagande active pour l'extension des revendications: ils réclamaient la journée de huit heures, le droit de coalition, la liberté de la parole et de la presse, etc. L'agitation qui animait les ateliers de Poutilov gagna rapidement les autres usines et, quelques jours après, 140 000 ouvriers étaient en grève.

Après des délibérations en commun et des discussions orageuses fut élaborée la charte prolétarienne des libertés civiques, mentionnant comme première revendication la journée de huit heures ; c'est en portant cette charte que, le 22 janvier, 200 000 ouvriers, conduits par le prêtre Capone¹ défilèrent devant le -palais du tsar. En une semaine, le conflit provoqué par le licenciement de deux ouvriers des chantiers de Poutilov devenait le prologue de la plus puissante révolution des temps modernes. Les événements qui suivirent sont connus : la répression sanglante de Saint-Pétersbourg donnait lieu, en janvier et en février, dans tous les centres industriels et les villes de Russie, de Pologne, de Lituanie, des provinces baltes, du Caucase, de la Sibérie, du Nord au Sud, de l'Est à l'ouest, à de gigantesques grèves de masse et à des grèves générales. Mais si l'on examine les choses de plus près, les grèves de masse

¹ GAPONE, prêtre russe (1870-1906) organisa, en accord avec la police de Zoubatov, les journées de Pétersbourg. (N. d. T.)

prennent des formes différentes de celles de la période précédente : cette fois ce sont partout les organisations social-démocrates qui appelèrent à la grève, partout c'est la solidarité révolutionnaire avec le prolétariat de Saint-Pétersbourg qui fut expressément désignée comme le motif et le but de la grève générale, partout il y eut dès le début des manifestations, des discours, des affrontements avec la troupe. Pourtant, là non plus, on ne peut parler ni de plan préalable, ni d'action organisée car l'appel des partis avait peine à suivre les soulèvements spontanés de la masse ; les dirigeants avaient à peine le temps de formuler des mots d'ordre, tandis que la masse des prolétaires allait à l'assaut. Autre différence : les grèves de masse et les grèves générales antérieures avaient leur origine dans la convergence des revendications salariales partielles ; celles-ci, dans l'atmosphère générale de la situation révolutionnaire et sous l'impulsion de la propagande social-démocrate, devenaient vite des manifestations politiques ; l'élément économique et l'éparpillement syndical en étaient le point de départ, l'action de classe concertée et la direction politique en étaient le résultat final. Ici le mouvement est inverse. Les grèves générales de janvier-février éclatèrent tout d'abord sous la forme d'une action révolutionnaire concertée sous la direction de la social-démocratie ; mais cette action s'éparpilla bientôt en une infinité de grèves locales, parcellaires, économiques, dans diverses régions, villes, professions, usines. Pendant tout le printemps de 1905 jusqu'au plein été on vit dans cet Empire gigantesque sourdre une lutte politique puissante du prolétariat entier contre le capital ; l'agitation gagne par en-haut les professions libérales et petites-bourgeoises, les employés de commerce, de banque, les ingénieurs, les comédiens, les artistes, et pénètre par en-bas jusque chez les gens de maison, les agents subalternes de la police, jusque même dans les couches du « sous-prolétariat », s'étendant en même temps dans les campagnes et frappant même aux portes des casernes. Voici la fresque immense et variée de la bataille générale du travail contre le capital ; nous y voyons se refléter toute la complexité de l'organisme social, de la conscience politique de chaque catégorie et de chaque région ; nous y voyons se développer toute la gamme des conflits depuis la lutte syndicale en bonne et due forme menée par l'armée d'élite bien entraînée du prolétariat industriel jusqu'à l'explosion anarchique de révolte d'une poignée, d'ouvriers agricoles et au soulèvement confus d'une garnison militaire, depuis la révolte distinguée et discrète en manchettes et en col dur au comptoir d'une banque jusqu'aux protestations à la fois timides et audacieuses de policiers mécontents secrètement réunis dans un poste enfumé, obscur et sale.

Les partisans de « batailles ordonnées et disciplinées » conçues selon un plan et un schéma, ceux qui en particulier veulent toujours exactement savoir de loin comment « il aurait fallu faire », ceux-là estiment que ce fut une « grave erreur » que de morceler la grande action de grève générale politique de janvier 1905 en une infinité de luttes économiques, car cela aboutit à leurs yeux à paralyser cette action et à en faire un « feu de paille ». Même le parti social-démocrate russe, qui certes participa à la révolution, mais n'en fut pas l'auteur, et qui doit en apprendre les lois au fur et à mesure de son déroulement, se trouva quelque temps un peu désorienté par le reflux apparemment stérile de la première marée de grèves générales. L'histoire cependant, qui avait commis cette « grande erreur » accomplissait par là même un travail révolutionnaire gigantesque aussi inévitable qu'incalculable dans ses conséquences, sans se soucier des leçons de ceux qui s'instituaient eux-mêmes maîtres d'école.

Le brusque soulèvement général du prolétariat en janvier, déclenché par les événements de Saint-Pétersbourg, était dans son action extérieure, un acte politique révolutionnaire, une déclaration de guerre à l'absolutisme. Mais cette première lutte générale et directe des classes déclencha une réaction d'autant plus puissante à l'intérieur qu'elle éveillait pour la première fois, comme par une secousse électrique, le sentiment et la conscience de classe chez des millions et des millions d'hommes. Cet éveil de la conscience de classe se manifesta immé-

diatement de la manière suivante : une masse de millions de prolétaires découvre tout à coup, avec un sentiment d'acuité insupportable, le caractère intolérable de son existence sociale et économique, dont elle subissait l'esclavage depuis des décennies sous le joug du capitalisme. Aussitôt se déclenche un soulèvement général et spontané en vue de secouer ce joug, de briser ces chaînes. Sous mille formes les souffrances du prolétariat moderne revivent le souvenir de ces vieilles plaies toujours saignantes. Ici on lutte pour la journée de huit heures, là, contre le travail aux pièces, ici on emmène sur des charrettes à bras les maîtres brutaux après les avoir ligotés dans un sac ; ailleurs, on combat l'infâme système des amendes ; partout on lutte pour de meilleurs salaires, ici et là pour la suppression du travail à domicile. Les métiers anachroniques et dégradés des grandes villes, les petites villes provinciales assoupies jusque-là dans un sommeil idyllique, le village avec son système de propriété hérité du servage - tout cela est tiré brusquement du sommeil par le coup de tonnerre de janvier, prend conscience de ses droits et cherche fiévreusement à réparer le temps perdu. Ici la lutte économique fut donc en réalité non un morcellement, non un émiettement de l'action, mais un changement de front : la première bataille générale contre l'absolutisme devient soudain et tout naturellement un règlement de comptes général avec le capitalisme, et celui-ci, conformément à sa nature, revêt la *forme* de conflits partiels pour les salaires. Il est faux de dire que l'action politique de classe en janvier fut brisée parce que la grève générale s'émietta en grèves économiques. C'est le contraire qui est vrai : une fois épuisé le contenu possible de l'action politique, compte tenu de la situation donnée, et de la phase où se trouvait la révolution, celle-ci s'émietta ou plutôt se transforma en action économique. En fait que pouvait obtenir de plus la grève générale de janvier ? Il fallait être inconscient pour s'attendre à ce que l'absolutisme fût écrasé d'un coup par une seule grève générale « prolongée » selon le modèle anarchiste. C'est par le prolétariat que l'absolutisme doit être renversé en Russie. Mais le prolétariat a besoin pour cela d'un haut degré d'éducation politique, de conscience de classe et d'organisation. Il ne peut apprendre tout cela dans les brochures ou dans les tracts, mais cette éducation, il l'acquerra à l'école politique vivante, dans la lutte et par la lutte, au cours de la révolution en marche. D'ailleurs, l'absolutisme ne peut pas être renversé n'importe quand, à l'aide simplement d'une dose suffisante « d'efforts » et de « persévérance ». La chute de l'absolutisme n'est qu'un signe extérieur de l'évolution intérieure des classes dans la société russe. Auparavant, pour que l'absolutisme soit renversé, il faut que la structure interne de la future Russie bourgeoise soit établie, que sa structure d'État moderne de classes soit constituée. Cela implique la division et la diversification des couches sociales et des intérêts, la constitution, non seulement du parti prolétarien révolutionnaire, mais encore des divers partis : libéral, radical, petit-bourgeois, conservateur et réactionnaire ; cela implique l'éveil à la connaissance, la conscience de classe non seulement des couches populaires, mais encore des couches bourgeoises ; mais ces dernières ne peuvent se constituer et mûrir que dans la lutte au cours de la révolution en marche, à l'école vivante des événements, dans l'affrontement avec le prolétariat et entre elles dans un frottement continu et réciproque. Cette division et cette maturation des classes dans la société bourgeoise, ainsi que leur action dans la lutte contre l'absolutisme, sont à la fois entravées et gênées d'une part, stimulées et accélérées d'autre part, par le rôle dominant et particulier du prolétariat et par son action de classe. Les divers courants souterrains du processus révolutionnaire s'entrecroisent, se font obstacle mutuellement, avivent les contradictions internes de la révolution, ce qui a pour résultat cependant de précipiter et d'intensifier la puissante explosion. Ainsi ce problème en apparence si simple, si peu complexe, purement mécanique : le renversement de l'absolutisme, exige tout un processus social très long ; il faut que le terrain social soit labouré de fond en comble, que ce qui est en bas apparaisse à la surface, que ce qui est en haut soit enfoui profondément, que « l'ordre » apparent se mue en chaos et qu'à partir de « l'anarchie » apparente soit créé un ordre nouveau. Or, dans ce processus du bouleversement des structures sociales de l'ancienne Russie, ce n'est pas seulement le coup de tonnerre de la grève générale de janvier, mais bien plus encore le grand

orage du printemps et de l'été suivants et les grèves économiques qui jouèrent un rôle irremplaçable. La bataille générale et acharnée du salariat contre le capital a contribué à la fois à la différenciation des diverses couches populaires et à celle des couches bourgeoises, à la formation d'une conscience de classe dans le prolétariat révolutionnaire, comme aussi dans la bourgeoisie libérale et conservatrice. Si, dans les villes, les revendications salariales ont contribué à la création du grand parti monarchique des industriels de Moscou, la grande révolte paysanne de Livonie a entraîné la rapide liquidation du fameux libéralisme aristocrate et agrarien des Zemtvos. Mais en même temps la période des batailles économiques du printemps et de l'été 1905 a, grâce à la propagande intense menée par la social-démocratie et grâce à sa direction politique, permis au prolétariat des villes de tirer après coup les leçons du prologue de janvier et de prendre conscience des tâches futures de la révolution. A ce premier résultat s'ajoute un autre de caractère social durable : l'élévation générale du niveau de vie du prolétariat sur le plan économique, social et intellectuel. Les grèves du printemps 1905 ont presque toutes eu une issue victorieuse. Citons seulement, à titre d'exemple choisi parmi une collection de faits énormes et dont on ne peut pas encore mesurer l'ampleur, un certain nombre de données sur quelques grèves importantes, qui se sont toutes déroulées à Varsovie sous la conduite de la social-démocratie polonaise et lituanienne. Dans les plus grandes entreprises métallurgiques de Varsovie : Société anonyme Lilpop, Rau et Löwenstein, Rudzki et Cie, Bormann Schwede et Cie, Handtke, Gerlach et Pulst, Geisler frères, Eberhard, Wolski et Cie, Société anonyme Conrad et Jarmuskiescicz, Weber et Daehm, Gwizdzinski et Cie, Tréfileries Wolanoski, Société anonyme Gostynski et Cie, K. Brun et fils, Fraget, Norblin, Werner, Buch, Kenneberg frères, Labor, fabrique de lampes Dittmar, Serkowski, Wieszynski, en tout 22 établissements, les ouvriers obtinrent, après une grève de 4 à 5 semaines (commencée le 25 et le 26 janvier) la journée de travail de 9 heures ainsi qu'une augmentation de salaires de 15 à 25 % ; ainsi que diverses améliorations de moindre importance. Dans les plus grands chantiers de l'industrie du bois de Varsovie, notamment chez Karmanski, Damiecki, Gromel, Szerbinski, Trenerovski, Horn, Bevensee, Twarkovski, Daab et Martens, en tout dix établissements, les grévistes obtinrent dès le 23 février, la journée de 9 heures ; ils ne s'en contentèrent pas cependant et maintinrent l'exigence de la journée de 8 heures, qu'ils réussirent à obtenir une semaine plus tard en même temps qu'une augmentation de salaires. Toute l'industrie du bâtiment se mit en grève le 27 février, réclamant, selon le mot d'ordre donné par la social-démocratie, la journée de huit heures; le 11 mars, elle obtenait la journée de 9 heures, une augmentation de salaires pour toutes les catégories, le paiement régulier du salaire par semaine, etc. Les peintres en bâtiment, les charrons, les selliers, et les forgerons obtinrent ensemble la journée de 8 heures sans réduction de salaire. Les ateliers de téléphone furent en grève pendant dix jours et obtinrent la journée de 8 heures ainsi qu'une augmentation de salaire de 10 à 15 %. La grande usine de tissage de lin de Hielle et Dietrich (10 000 ouvriers) obtint après neuf semaines de grève une réduction d'une heure de la journée de travail et des augmentations de salaire allant de 5 à 10 %. On constate des résultats analogues avec des variantes infinies dans toutes les autres industries de Varsovie, de Lodz, de Sosnowice.

Dans la Russie proprement dite, la journée de 8 heures fut obtenue :

- en décembre 1904, par plusieurs catégories des ouvriers du naphte à Bakou,
- en mai 1905, par les ouvriers des sucreries du district de Kiev ;
- en janvier, dans l'ensemble des imprimeries de la ville de Samara (en même temps qu'une augmentation des salaires aux pièces et la suppression des amendes) ;
- en février, dans la fabrique d'instruments de médecine de l'armée, dans une ébénisterie et dans la fabrique de cartouches de Saint-Pétersbourg. - De plus, on instaura dans les mines de Vladivostok un système de travail par équipes de huit heures ;

- en mars, dans l'atelier mécanique de l'imprimerie des papiers d'État, appartenant à l'État;
- en avril, chez les forgerons de la ville de Bodrouisk;
- en mai, chez les employés des tramways électriques à Tiflis ; en mai fut introduite également la journée 8 heures et demie dans l'énorme entreprise de tissage de laine de Morosov (en même temps qu'on supprimait le travail de nuit et qu'on augmentait les salaires de 8 % ;
- en juin, on introduisait la journée de 8 heures dans plusieurs moulins à huile de Saint-Pétersbourg et de Moscou ;
- la journée de huit heures et demie en juillet chez les forgerons du port de Saint-Pétersbourg;
- en novembre, dans toutes les imprimeries privées de la ville d'Orel, ainsi qu'une augmentation de 20 % des salaires à l'heure et de 100 % des salaires aux pièces, on instituait également un comité d'arbitrage composé en nombre égal de patrons et d'ouvriers.

La journée de neuf heures dans tous les ateliers de chemins de fer en février ; dans beaucoup d'arsenaux nationaux de guerre et de chantiers navals ; dans la plupart des usines de Berdjansk ; dans toutes les imprimeries de Poltava et de Minsk ; la journée de neuf heures et demie dans les bassins maritimes, le chantier et la fonderie mécanique de Nicolaïev ; en juin, après une grève générale des garçons de café de Varsovie, elle fut introduite dans la plupart des restaurants et cafés en même temps qu'une augmentation de salaires de 20 à 40 % et un congé de quinze jours par an.

La journée de dix heures dans presque toutes les fabriques de Lodz, Sosnovice, Riga, Kovno, Reval, Dorpat, Minsk, Kharkov ; chez les boulangers d'Odessa ; dans les ateliers artisanaux à *Kichinev*, dans plusieurs fabriques de chapeaux de Saint-Pétersbourg ; dans les fabriques d'allumettes de Kovno (en même temps qu'une augmentation de salaire de 10 %), dans tous les chantiers navals de l'État et chez tous les ouvriers des ports.

Les augmentations de salaires sont généralement moins considérables que la réduction du temps de travail, mais néanmoins importantes : ainsi, à Varsovie, dans le courant du mois de mars 1905, les ateliers municipaux instaurèrent une augmentation de salaire de 15 %, à Ivanovo-Voznessensk, centre d'industries textiles, les augmentations de salaire atteignirent entre 7 et 15 % ; à Kovno, 75 % de la population ouvrière totale bénéficièrent des augmentations de salaire. On instaura un salaire minimum fixe dans un certain nombre de boulangeries d'Odessa, dans les chantiers maritimes de la Néva à Saint-Pétersbourg, etc. A la vérité, ces avantages ont été plus d'une fois retirés tantôt à un endroit, tantôt à un autre. Mais cela ne fut que l'occasion de nouvelles batailles, de revanches plus acharnées encore ; c'est ainsi que la période des grèves du printemps de 1905 introduisit elle-même une série infinie de conflits économiques toujours plus vastes et plus enchevêtrés qui durent encore à l'heure actuelle. Dans les périodes d'accalmie extérieure de la révolution, où les dépêches ne font parvenir aucune nouvelle sensationnelle du front russe, où le lecteur d'Europe occidentale repose son journal quotidien en constatant avec déception qu'il n'y a « rien de neuf » en Russie, en réalité la révolution poursuit sans trêve, jour après jour, heure après heure, son immense travail souterrain, minant les profondeurs de l'empire tout entier. La lutte économique intense fait passer rapidement, par des méthodes accélérées, du stade de l'accumulation primitive de l'économie patriarcale fondée sur le pillage, au stade de la civilisation plus moderne. Actuellement la Russie est en avance, en ce qui concerne la durée réelle du travail, non seulement sur la législation russe qui prévoit une journée de travail de onze heures et demie, mais sur les conditions effectives du travail en Allemagne. Dans la plupart des branches de la grande industrie russe on pratique aujourd'hui la journée de huit heures, qui constitue, aux yeux-mêmes de la social-démocratie allemande, un objectif inaccessible. Bien plus, ce

« constitutionnalisme industriel » tant souhaité en Allemagne, objet de tous les vœux, au nom duquel les adeptes d'une tactique opportuniste voudraient garder les eaux stagnantes du parlementarisme - seule voie possible du salut - à l'abri de tout souffle d'air un peu vif, a vu le jour en Russie, en pleine tempête révolutionnaire, en même temps que le « constitutionnelisme politique. En réalité, ce qui s'est produit, ce n'est pas seulement une élévation générale du niveau de vie de la classe ouvrière, ni non plus de son niveau de civilisation. Le niveau de vie, sous une forme durable de bien-être matériel, n'a pas de place dans la révolution. Celle-ci est pleine de contradictions et de contrastes, elle entraîne tantôt des victoires économiques surprenantes, tantôt les revanches les plus brutales du capitalisme: aujourd'hui la journée de huit heures, demain les lock-out en masse et la famine totale pour des centaines de milliers de gens. Le résultat le plus précieux, parce que permanent dans ce flux et reflux brusque de la révolution est d'ordre spirituel : la croissance par bonds du prolétariat sur le plan intellectuel et culturel donne une garantie absolue de son irrésistible progrès futur dans la lutte économique aussi bien que politique.

Mais ce n'est pas tout : les rapports mêmes entre ouvriers et patrons sont bouleversés : depuis la grève générale de janvier et les grèves suivantes de 1905, le principe du capitaliste maître chez lui est pratiquement supprimé. On a vu se constituer spontanément dans les plus grandes usines de tous les centres industriels importants des Comités ouvriers, seules instances avec qui le patron traite et qui arbitrent tous les conflits. Et enfin, plus encore : les grèves en apparence chaotiques et l'action révolutionnaire « inorganisée » qui ont suivi la grève générale de janvier deviennent le point de départ d'un précieux travail d'organisation. L'histoire se moque des bureaucrates amoureux des schémas préfabriqués, gardiens jaloux du bonheur des syndicats. Les organisations solides conçues comme des forteresses inexpiables, et dont il faut assurer l'existence avant de songer éventuellement à entreprendre une hypothétique grève de masse en Allemagne, - ces organisations au contraire sont issues de la grève de masse elle-même. Et tandis que les gardiens jaloux des syndicats allemands craignent avant tout de voir se briser en mille morceaux ces organisations, comme de la porcelaine précieuse au milieu du tourbillon révolutionnaire, la révolution russe nous présente un tableau tout différent : ce qui émerge des tourbillons et de la tempête, des flammes et du brasier des grèves de masse, telle Aphrodite surgissant de l'écume des mers, ce sont ... des syndicats neufs et jeunes, vigoureux et ardents. Ne citons encore une fois qu'un petit exemple, mais typique pour tout l'Empire. Au cours de la deuxième conférence des syndicats russes, qui eut lieu à la fin de février 1906 à Saint-Pétersbourg, le délégué des syndicats pétersbourgeois présenta un rapport sur le développement des organisations syndicales dans la capitale des tsars, rapport dans lequel il disait :

« Le 22 janvier 1905, qui a balayé l'association de Gapone, a marqué une étape. La masse des travailleurs a appris par la force des événements à apprécier l'importance de l'organisation et ils ont compris qu'ils pouvaient seuls créer ces organisations. C'est en liaison directe avec le mouvement de janvier que naît à Saint-Pétersbourg le premier syndicat : celui des typographes. La commission élue pour l'étude des tarifs a élaboré les statuts et le 19 juin fut le premier jour de l'existence du syndicat. Les syndicats des comptables et teneurs de livres virent le jour à peu près en même temps. A côté de ces organisations dont l'existence était presque publique (et légale) on vit surgir entre janvier et octobre 1905 des syndicats semi-légaux et illégaux. Citons parmi les premiers celui des aides pharmaciens et celui des employés de commerce. Parmi les syndicats légaux il faut mentionner l'Union des horlogers dont la première séance secrète eut lieu le 24 avril. Toutes les tentatives pour convoquer une Assemblée Générale publique échouèrent contre la résistance obstinée de la police et des patrons représentés par la Chambre de Commerce. Cet échec n'a pas empêché l'existence du

syndicat qui tint des assemblées secrètes de ses adhérents le 9 juin et le 14 août, sans compter les séances du bureau des Syndicats. Le Syndicat des tailleurs et tailleuses fut fondé au printemps de 1905 au cours d'une réunion secrète tenue en pleine forêt à laquelle assistaient 70 tailleurs. Après avoir discuté du problème de la fondation, une Commission élue fut chargée d'élaborer les statuts. Toutes les tentatives de la Commission pour assurer au syndicat une existence légale sont restées sans effet. Son action se limita à la propagande ou au recrutement dans les différents ateliers. Un sort pareil était réservé au Syndicat des cordonniers. En juillet une réunion secrète fut convoquée la nuit dans un bois hors de la ville. Plus de cent cordonniers furent réunis ; on présenta un rapport sur l'importance des syndicats, sur leur histoire dans l'Europe occidentale, et leur mission en Russie. Là-dessus, on décida de fonder un syndicat, une commission de 12 membres fut élue et chargée de rédiger les statuts et de convoquer une Assemblée générale des cordonniers. Les statuts furent rédigés, mais on n'a pu jusqu'ici ni les imprimer ni convoquer l'Assemblée générale. »

Tels furent les difficiles débuts des syndicats. Puis vinrent les journées d'octobre, la deuxième grève générale, l'ukase du 30 octobre, et la courte « période constitutionnelle ». Les travailleurs se jetèrent avec enthousiasme dans les flots de la liberté politique, afin de l'utiliser au travail d'organisation. A côté des activités politiques quotidiennes - réunions, discussions, fondations de groupes - on se mit immédiatement au travail d'organisation des syndicats. En octobre et novembre quarante syndicats nouveaux furent créés à Saint-Pétersbourg. Tout de suite on fonda un « bureau central », c'est-à-dire une union de syndicats; plusieurs journaux syndicaux paraissent, et même à partir de novembre un organe central : Le *Syndicat*. La description de ce qui s'est passé à Saint-Pétersbourg s'applique à Moscou et à Odessa, à Kiev et à Nicolaïev, à Saratov, et à Voronej, à Samara et à Nijni-Novgorod, à toutes les grandes villes de la Russie et plus encore à la Pologne. Les syndicats de toutes ces villes cherchent à prendre contact entre eux ; ils tiennent des conférences. La fin de la « période constitutionnelle » et le retour à la réaction de décembre 1905 mettent provisoirement fin à l'activité publique large des Syndicats, sans pour autant amener leur dépérissement. Ils se maintiennent clandestinement en tant qu'organisations et poursuivent en même temps officiellement les revendications salariales. C'est un mélange original d'activité syndicale à la fois légale et illégale correspondant aux contradictions de la situation révolutionnaire. Mais au milieu même de la lutte, le travail d'organisation se poursuit avec sérieux, voire avec pédantisme. Les syndicats de la social-démocratie polonaise et lituanienne, par exemple, qui, au dernier Congrès du Parti (en juillet 1906) étaient représentés par cinq délégués, et comprenaient dix mille membres cotisants, sont pourvus de statuts réguliers, de cartes d'adhérents imprimées, de timbres mobiles, etc. Et ces mêmes boulangers et cordonniers, métallurgistes et typographes, de Varsovie et de Lodz, qui en juin 1905 étaient sur les barricades et, en décembre, n'attendaient qu'un mot d'ordre de Saint-Pétersbourg pour descendre dans la rue, trouvent le temps de réfléchir sérieusement entre deux grèves, entre la prison et le lock-out, en plein état de siège, et de discuter à fond et attentivement des statuts syndicaux. Bien plus, ceux qui se battaient hier et qui se battront demain sur les barricades ont plus d'une fois au cours des réunions blâmé sévèrement leurs dirigeants et les ont menacés de quitter le Parti parce qu'on n'avait pu imprimer assez vite les cartes syndicales - dans des imprimeries clandestines et sous la menace constante de poursuites policières. Cet enthousiasme et ce sérieux durent encore jusqu'à ce jour. Au cours des deux premières semaines de juillet 1906 furent créés - pour citer un exemple - quinze nouveaux syndicats à Ekaterinoslav ; à Kostroma six, d'autres à Kiev, Poltava, à Smolensk, à Tcherkassy, Proskourov, - et jusque dans les plus petites localités des districts provinciaux. A la séance tenue le 5 juin dernier (1906) par l'Union des Syndicats de Moscou, il fut décidé, conformément aux conclusions des rapports des délégués de chaque syndicat que les syndicats devraient veiller à la discipline de leurs adhérents, et les empêcher de prendre part à des combats de rue, parce que la grève de masse est considérée comme inopportune. En

face de provocations éventuelles du gouvernement ils doivent veiller à ce que la masse ne descende pas dans la rue. Enfin l'Union a décidé que pendant tout le temps où un syndicat mène une grève, les autres doivent s'abstenir de revendications salariales. La plupart des luttes économiques sont désormais dirigées par les syndicats ¹.

C'est ainsi que la grande lutte économique dont le point de départ a été la grève générale de janvier et qui continue jusqu'à ce jour, constitue l'arrière-plan de la révolution, d'où l'on voit tantôt jaillir des explosions isolées, tantôt éclater d'immenses batailles du prolétariat tout entier - sous l'influence conjuguée et alternée de la propagande politique et des événements extérieurs. Citons quelques-unes de ces explosions successives : A Varsovie, le 1er mai 1905, à l'occasion de la fête du travail, une grève générale totale sans exemple jusque-là, accompagnée d'une manifestation de masse parfaitement pacifique, se termina par un affrontement sanglant de la foule désarmée avec la troupe. A Lodz, en juin, la dispersion par l'armée d'un rassemblement de masse donna lieu à une manifestation de cent mille ouvriers, à l'occasion de l'enterrement de quelques victimes de la soldatesque, à un nouvel accrochage avec l'armée, et finalement à la grève générale - celle-ci aboutissant les 23, 24 et 25 mai à un combat de barricades, le premier de l'Empire des tsars. C'est en juin également qu'éclata dans le port d'Odessa à propos d'un petit incident à bord du cuirassé *Potemkine* la première grande révolte de matelots de la flotte de la mer Noire qui provoqua en contrecoup une immense grève de masse à Odessa et à Nicolaïev. Cette mutinerie eut d'autres répercussions encore : une grève et des révoltes de marins à Cronstadt, Libau, et Vladivostok.

En octobre eut lieu à Saint-Pétersbourg l'expérience révolutionnaire de l'instauration de la journée de 8 heures. Le Conseil des délégués ouvriers décide d'introduire par des méthodes révolutionnaires la journée de 8 heures. C'est ainsi qu'à une date déterminée tous les ouvriers de Saint-Pétersbourg déclareront à leurs patrons qu'ils refusent de travailler plus de 8 heures par jour et quitteront leurs lieux de travail à l'heure ainsi fixée. Cette idée fut l'occasion d'une campagne intense de propagande, fut accueillie et exécutée avec enthousiasme, par le prolétariat qui ne regarda pas aux plus grands sacrifices. C'est ainsi par exemple que pour les ouvriers du textile, qui jusqu'alors étaient payés aux pièces, et dont la journée de travail était

¹ Bien que dans les deux premières semaines de juin 1906, les syndicats ont mené les luttes revendicatives suivantes :

les typographes de Saint-Pétersbourg, Moscou, Odessa, Minsk, Vilna, Saratov, Moghilev, Tambov, pour la journée de huit heures et le repos hebdomadaire ;

- grève générale des marins à Odessa, Nicolaïev, Kertch, la Crimée, le Caucase, la flotte du Volga, à Cronstadt, à Varsovie et à Plock, pour la reconnaissance du syndicat et la libération des délégués arrêtés ;

- les ouvriers des ports à Saratov, Nicolaïev, Tsaritsima, Archangelsk, Nijni-Novgorod, Rybinsk ;

- grève des boulangers à Kiev, Arkhangelsk, Bialystok, Vilna, Odessa, Kharkov, Brest-Litovsk, Radom, Tiflis ;

- les ouvriers agricoles dans les districts de Verkhné-Dnieprovsk, Borinsovsk, Simferopol, dans les gouvernements de Todolsk, Toulou, Koursk, dans les districts de Kozlov Lipovitz, en Finlande, dans le gouvernement de Kiev, dans le district d'Elisabethrad ;

- dans plusieurs villes la grève s'étendit dans cette période à presque tous les métiers en même temps ; par exemple à Saratov, Arkhangelsk, Kertch, Kremenchoug ;

- à Backhmout, grève générale des mineurs dans tout le bassin ;

- dans d'autres villes le mouvement revendicatif toucha au cours de ces deux semaines tous les métiers successivement, par exemple à Saint-Pétersbourg, Varsovie, Moscou, dans toute la province d'Ivanovo-Vosnesensk.

La grève avait partout pour objectifs : la réduction du temps de travail, le repos hebdomadaire, des revendications relatives aux salaires. La plupart des grèves aboutirent à la victoire, les rapports locaux font ressortir qu'elles touchèrent partiellement des catégories d'ouvriers qui participaient pour la première fois à une lutte revendicative.

de onze heures, la journée de huit heures représentait une perte de salaire énorme, qu'ils acceptèrent cependant sans hésitation. En l'espace d'une semaine on avait introduit dans toutes les usines et ateliers de Saint-Pétersbourg la journée de huit heures, et la joie de la classe ouvrière ne connaît plus de bornes. Bientôt cependant, le patronat, d'abord désarmé, se prépare à la riposte : partout on menace de fermer les usines. Un certain nombre d'ouvriers acceptent de négocier, obtenant ici la journée de dix heures, là la journée de neuf heures. Cependant, l'élite du prolétariat de Saint-Pétersbourg, les ouvriers des grandes usines nationales de métallurgie, restent inébranlables : il s'ensuit un lock-out, 45 à 50 000 ouvriers sont mis à la rue pour un mois. De ce fait, le mouvement en faveur de la journée de huit heures se poursuit dans la grève générale de décembre, déclenchée en grande partie par le lock-out. Cependant dans l'intervalle survient en octobre, en riposte au projet de Douma de Boulygine¹ la seconde et très puissante grève générale déclenchée sur un mot d'ordre des cheminots et qui s'étend à l'Empire tout entier. Cette seconde grande action révolutionnaire du prolétariat revêt un caractère sensiblement différent de la première grève de janvier. La conscience politique y joue un rôle beaucoup plus important. Certes, l'occasion qui déclencha la grève de masse fut ici encore accessoire et apparemment fortuite : il s'agit du conflit entre les cheminots et l'administration, à propos de la Caisse des Retraites. Mais le soulèvement général du prolétariat industriel qui suivit est soutenu par une pensée politique claire. Le prologue de la grève de janvier avait été une supplique adressée au tsar afin d'obtenir la liberté politique ; le mot d'ordre de la grève d'octobre était : « Finissons-en avec la comédie constitutionnelle du tsarisme ! » Et grâce au succès immédiat de la grève générale qui se traduisit par le manifeste tsariste du 30 octobre, le mouvement ne reflue pas en lui-même comme en janvier pour revenir au début de la lutte économique mais déborde vers l'extérieur, exerçant avec ardeur la liberté politique nouvellement conquise. Des manifestations, des réunions, une presse toute jeune, des discussions publiques, des massacres sanglants, pour terminer les réjouissances, suivis de nouvelles grèves de masse et de nouvelles manifestations, tel est le tableau mouvementé des journées de novembre et de décembre. En novembre, à l'appel de la social-démocratie, est organisée à Saint-Pétersbourg la première grève démonstrative de protestation contre la répression sanglante et la proclamation de l'état de siège en Livonie et en Pologne. Le rêve de la Constitution est suivi d'un réveil brutal. Et l'agitation sourde finit par déclencher en décembre la troisième grève générale de masse, qui s'étend à l'Empire tout entier. Cette fois, le cours et l'issue en sont tout autres que dans les deux cas précédents. L'action politique ne cède pas la place à l'action économique comme en janvier, mais elle n'obtient pas non plus une victoire rapide comme en octobre. La camarilla tsariste ne renouvelle pas ses essais d'instaurer une liberté politique véritable, et l'action révolutionnaire se heurte ainsi pour la première fois dans toute son étendue à ce mur inébranlable : la force matérielle de l'absolutisme. Par l'évolution logique interne des événements en cours, la grève de masse se transforme en révolte ouverte, en lutte armée, en combats de rue et de barricades à Moscou. Les journées de décembre à Moscou sont le point culminant de l'action politique et du mouvement de grèves de masse, clôturant ainsi la première année laborieuse de la révolution. Les événements de Moscou montrent en une image réduite, évolution logique et l'avenir du mouvement révolutionnaire dans son ensemble : son aboutissement inévitable en une révolte générale ouverte ; celle-ci cependant ne peut se produire qu'après un entraînement acquis par une série de révoltes partielles et préparatoires, aboutissant provisoirement à des « défaites » extérieures et partielles, pouvant apparaître chacune comme « prématurée ».

¹ BOULYGINE, homme d'État russe (1851-1919). Nommé ministre de l'intérieur en février 1905, Il dut, sous la poussée révolutionnaire, rédiger un écrit promettant un régime constitutionnel. La première Douma qui siégea après la révolution de 1905 porte son nom. (N. d. T.).

L'année 1906 est celle des élections et de l'épisode de la Douma. Le prolétariat, animé d'un puissant instinct révolutionnaire lui permettant d'avoir une vue claire de la situation, boycotte la farce constitutionnelle tsariste. Le libéralisme occupe de nouveau pour quelques mois le devant de la scène politique. Il semble que ce soit la situation de 1904 qui revienne : l'action cède la place à la parole et le prolétariat rentre dans l'ombre pour quelque temps, pour se consacrer avec plus d'ardeur encore à la lutte syndicale et au travail d'organisation. Les grèves de masse cessent, tandis que jour après jour les libéraux font jaillir les fusées de leur éloquence. Enfin le rideau de fer s'abaisse brusquement, les acteurs sont dispersés, des fusées d'éloquence libérale il ne reste que la fumée et la poussière. Une tentative de la social-démocratie pour appeler à manifester par une quatrième grève de masse en faveur de la Douma et du rétablissement de la liberté de parole tombe à plat. La grève politique de masse a épuisé son rôle en tant que telle, et le passage de la grève au soulèvement général du peuple et aux combats de rue n'est pas mûr. L'épisode libéral est fini, l'épisode prolétarien n'a pas encore recommencé. La scène reste provisoirement vide.

4.

. ←

Dans les pages qui Précèdent nous avons tenté d'esquisser en quelques traits sommaires l'histoire de la grève de masse en Russie. Un simple coup d'œil rapide sur cette histoire nous en donne une image qui ne ressemble en rien à celle qu'on se fait habituellement en Allemagne de la grève de masse au cours des discussions. Au lieu du schéma rigide et vide qui nous montre une « action » politique linéaire exécutée avec prudence et selon un plan décidé par les instances suprêmes des syndicats, nous voyons un fragment de vie réelle fait de chair et de sang qu'on ne peut arracher du milieu révolutionnaire, rattachée au contraire par mille liens à l'organisme révolutionnaire tout entier. La grève de masse telle que nous la montre la révolution russe est un phénomène si mouvant qu'il reflète en lui toutes les phases de la lutte politique et économique, tous les stades et tous les moments de la révolution. Son champ d'application, sa force d'action, les facteurs de son déclenchement, se transforment continuellement. Elle ouvre soudain à la révolution de vastes perspectives nouvelles au moment où celle-ci semblait engagée dans une impasse. Et elle refuse de fonctionner au moment où l'on croit pouvoir compter sur elle en toute sécurité. Tantôt la vague du mouvement envahit tout l'Empire, tantôt elle se divise en un réseau infini de minces ruisseaux ; tantôt elle jaillit du sol comme une source vive, tantôt elle se perd dans la terre. Grèves économiques et politiques, grèves de masse et grèves partielles, grèves de démonstration ou de combat, grèves générales touchant des secteurs particuliers ou des villes entières, luttes revendicatives pacifiques ou batailles de rue, combats de barricades - toutes ces formes de lutte se croisent ou se côtoient, se traversent ou débordent l'une sur l'autre : c'est un océan de phénomènes éternellement nouveaux et fluctuants. Et la loi du mouvement de ces phénomènes apparaît clairement : elle ne réside pas dans la grève de masse elle-même, dans ses particularités techniques, mais dans le rapport des forces politiques et sociales de la révolution. La grève de masse est simplement la forme prise par la lutte révolutionnaire et tout décalage dans le rapport des forces aux prises, dans le développement du Parti et la division des classes dans la position de la contre-révolution, tout cela influe immédiatement sur l'action de la grève par mille chemins invisibles et incontrôlables. Cependant l'action de la grève elle-même ne s'arrête pratiquement pas un seul instant. Elle ne fait que revêtir d'autres formes, que modifier son extension, ses effets. Elle est la pulsation vivante de la révolution et en même temps son moteur le plus puissant. En un mot : la grève de masse, comme la révolution russe nous en offre le modèle, n'est pas un moyen ingénieux inventé pour renforcer l'effet de la lutte prolétarienne, mais elle est le mouvement même de la masse prolétarienne, la force de manifestation de la lutte prolétarienne au cours de la révolution. A partir de là on peut déduire quelques points de vue généraux qui permettront de juger le problème de la grève de masse.

1° Il est absolument faux d'imaginer la grève de masse comme une action unique. La grève de masse est bien plutôt un terme qui désigne collectivement toute une période de la lutte de classes s'étendant sur plusieurs années, parfois sur des décennies. Si l'on considère les innombrables et différentes grèves de masse qui ont eu lieu en Russie depuis quatre ans, une seule variante et encore d'importance secondaire correspond à la définition de la grève de masse, acte unique et bref de caractère purement politique, déclenché et stoppé à volonté selon un plan préconçu : il s'agit là de la pure grève de démonstration. Dans tout le cours de

la période de cinq ans nous ne voyons en Russie que quelques grèves de ce genre en petit nombre et, fait remarquable, limitées ordinairement à une ville. Citons entre autres : la grève générale annuelle du 1er mai à Varsovie et à Lodz - dans la Russie proprement dite l'usage n'est pas encore largement répandu, de célébrer le 1er mai par un arrêt de travail - la grève de masse de Varsovie le 11 septembre 1905 à l'occasion des obsèques du condamné à mort Martin Kasprzak¹; celle de novembre 1905 à Saint-Pétersbourg en protestation contre la proclamation de l'état de siège en Pologne et en Livonie; celle du 22 janvier 1906 à Varsovie, Lodz, Czenstochau et dans le bassin minier de Dombrowa, ainsi que dans certaines villes russes en commémoration du dimanche sanglant de Saint-Pétersbourg; en juillet 1906 une grève générale à Tiflis en manifestation de solidarité à l'égard des soldats condamnés pour mutinerie et enfin pour la même raison en septembre de cette année pendant le procès militaire de Reval. Toutes les autres grèves de masse partielles ou grèves générales furent non pas des grèves de démonstration mais de lutte; comme telles elles naquirent spontanément à l'occasion d'incidents particuliers locaux et fortuits et non d'après un plan préconçu et délibéré et, avec la puissance de forces élémentaires, elles prirent les dimensions d'un mouvement de grande envergure; elles ne se terminaient pas par une retraite ordonnée, mais se transformaient tantôt en luttes économiques, tantôt en combats de rues, et tantôt s'effondraient d'elles-mêmes.

Dans ce tableau d'ensemble, les grèves de démonstration politique pure jouèrent un rôle mineur -celui de points minuscules et isolés au milieu d'une grande surface. Si l'on considère les choses selon la chronologie, on remarque ceci : les grèves de démonstration qui, à la différence des grèves de lutte, exigent un niveau très élevé de discipline de parti, une direction politique et une idéologie politique conscientes, et apparaissent donc selon le schéma comme la forme la plus haute et la plus mûre de la grève de masse, sont surtout importantes au *début* du mouvement. Ainsi le débrayage total du 1er mai 1905 à Varsovie, premier exemple de l'application parfaite d'une décision du Parti, fut un événement d'une grande portée pour le mouvement prolétarien en Pologne. De même la grève de solidarité en novembre 1905 à Saint-Pétersbourg, premier exemple d'une action de masse concertée, fit sensation. De même la « grève de masse à l'essai » des camarades de Hambourg le 17 janvier 1906 tiendra une place considérable dans l'histoire de la future grève de masse en Allemagne: elle est la première tentative spontanée d'user de cette arme si discutée, tentative réussie du reste, qui témoigne de la combativité des ouvriers de Hambourg.

De même, la période de grève de masse, une fois commencée sérieusement en Allemagne, aboutira à coup sûr à l'instauration de la fête du 1er mai avec un arrêt général du travail. Cette fête du 1er mai pourrait être célébrée comme la première démonstration sous le signe des luttes de masse. En ce sens ce « vieux cheval de bataille », comme on a appelé le 1er mai au Congrès syndical de Cologne, a encore un grand avenir devant lui et est appelé à jouer un rôle important dans la lutte de classe prolétarienne en Allemagne. Cependant avec le développement des luttes révolutionnaires, l'importance de telles démonstrations diminue rapidement. Les mêmes facteurs qui rendaient objectivement possible le déclenchement des grèves de démonstration selon un plan conçu à l'avance et d'après le mot d'ordre des partis, à savoir la croissance de la conscience politique et de l'éducation du prolétariat, rendent impossible cette sorte de grève ; aujourd'hui le prolétariat russe, et plus précisément l'avant-garde la plus active de la masse, ne veut plus rien savoir des grèves de démonstration ; les ouvriers n'entendent plus la plaisanterie et ne veulent plus que des luttes sérieuses avec toutes leurs conséquences. S'il est vrai qu'au cours de la première grande grève de masse en janvier 1905 l'élément démonstratif jouait encore un grand rôle - sous une forme non pas délibérée,

¹ Martin KASPRAZAR, dirigeant du groupe de Varsovie du « Parti Révolutionnaire Socialiste Proletariat ». Rosa Luxembourg le connaît en 1887, quand elle adhère au mouvement. (N. d. T.)

mais instinctive et spontanée - en revanche la tentative du Comité Central du Parti social-démocrate russe pour appeler au mois d'août à une grève de masse en faveur de la Douma échoua entre autres a cause de l'aversion du prolétariat conscient à l'égard d'actions tièdes et de pure démonstration.

2° Mais si nous considérons non plus cette variété mineure que représente la grève de démonstration, mais la grève de lutte telle qu'aujourd'hui en Russie elle constitue le support réel de l'action prolétarienne, on est frappé du fait que l'élément économique et l'élément politique y sont indissolublement liés. Ici encore la réalité s'écarte du schéma théorique ; la conception pédante, qui fait dériver logiquement la grève de masse politique pure de la grève générale économique comme en étant le stade le plus mûr et le plus élevé et qui distingue soigneusement les deux formes l'une de l'autre, est démentie par l'expérience de la révolution russe. Ceci n'est pas seulement démontré historiquement par le fait que les grèves de masse - depuis la première grande grève revendicative des ouvriers du textile à Saint-Pétersbourg en 1896-97 jusqu'à la dernière grande grève de décembre 1905 - sont passées insensiblement du domaine des revendications économiques à celui de la politique, si bien qu'il est presque impossible de tracer des frontières entre les unes et les autres. Mais chacune des grandes grèves de masse retrace, pour ainsi dire en miniature, l'histoire générale des grèves en Russie, commençant par un conflit syndical purement revendicatif ou du moins partiel, parcourant ensuite tous les degrés jusqu'à la manifestation politique. La tempête qui ébranla le sud de la Russie en 1902 et 1903 commença à Bakou, nous l'avons vu, par une protestation contre la mise à pied de chômeurs ; à Rostov par des revendications salariales ; à Tiflis par une lutte des employés de commerce pour obtenir une diminution de la journée de travail ; à Odessa par une revendication de salaires dans une petite usine isolée. La grève de masse de janvier 1905 a débuté par un conflit à l'intérieur des usines Poutilov, la grève d'octobre par les revendications des cheminots pour leur caisse de retraite ; la grève de décembre enfin par la lutte des employés des postes et du télégraphe pour obtenir le droit de coalition. Le progrès du mouvement ne se manifeste pas par le fait que l'élément économique disparaît, mais plutôt par la rapidité avec laquelle on parcourt toutes les étapes jusqu'à la manifestation politique, et par la position plus ou moins extrême du point final atteint par la grève de masse.

Cependant le mouvement dans son ensemble ne s'oriente pas uniquement dans le sens d'un passage de l'économique au politique, mais aussi dans le sens inverse. Chacune des grandes actions de masse politiques se transforme, après avoir atteint son apogée, en une foule de grèves économiques. Ceci ne vaut pas seulement pour chacune des grandes grèves, mais aussi pour la révolution dans son ensemble. Lorsque la lutte politique s'étend, se clarifie et s'intensifie, non seulement la lutte revendicative ne disparaît pas mais elle s'étend, s'organise, et s'intensifie parallèlement. Il y a interaction complète entre les deux.

Chaque nouvel élan et chaque nouvelle victoire de la lutte politique donnent une impulsion puissante à la lutte économique en élargissant ses possibilités d'action extérieure et en donnant aux ouvriers une nouvelle impulsion pour améliorer leur situation en augmentant leur combativité. Chaque vague d'action politique laisse derrière elle un limon fertile d'où surgissent aussitôt mille pousses nouvelles : les revendications économiques. Et inversement, la guerre économique incessante que les ouvriers livrent au capital tient en éveil l'énergie combative même aux heures d'accalmie politique ; elle constitue en quelque sorte un réservoir permanent d'énergie d'où la lutte politique tire toujours des forces fraîches ; en même temps le travail infatigable de grignotage revendicatif déclenche tantôt ici, tantôt là des conflits aigus d'où éclatent brusquement des batailles politiques.

En un mot la lutte économique présente une continuité, elle est le fil qui relie les différents nœuds politiques ; la lutte politique est une fécondation périodique préparant le sol aux luttes économiques. La cause et l'effet se succèdent et alternent sans cesse, et ainsi le facteur économique et le facteur politique, bien loin de se distinguer complètement ou même de s'exclure réciproquement, comme le prétend le schéma pédant, constituent dans une période de grève de masse deux aspects complémentaires de la lutte de classe prolétarienne en Russie. C'est précisément la grève de masse qui constitue leur unité. La théorie subtile dissèque artificiellement, à l'aide de la logique, la grève de masse pour obtenir une « grève politique pure » ; or une telle dissection - comme toutes les dissections - ne nous permet pas de voir le phénomène vivant, elle nous livre un cadavre.

3° Enfin les événements de Russie nous montrent que la grève de masse est inséparable de la révolution. L'histoire de la grève de masse en Russie se confond avec l'histoire de la révolution. Sans doute, quand les champions de l'opportunisme en Allemagne entendent parler de révolution, ils pensent tout de suite au sang versé, aux batailles de rue, à la poudre et au plomb, et ils en déduisent en toute logique que la grève de masse conduit inévitablement à la révolution - ils en concluent qu'il faut s'en abstenir. Et en fait nous constatons en Russie que presque chaque grève de masse aboutit à un affrontement sanglant avec les forces de l'ordre tsaristes ; ceci est aussi vrai des grèves prétendument politiques que des conflits économiques. Mais la révolution est autre chose, est davantage qu'un simple bain de sang. A la différence de la police qui par révolution entend simplement la bataille de rue et la bagarre, c'est-à-dire le « désordre », le socialisme scientifique voit d'abord dans la révolution un bouleversement interne profond des rapports de classe. De ce point de vue il y a entre la révolution et la grève de masse en Russie un rapport bien plus étroit que celui établi par la constatation triviale, à savoir que la grève de masse se termine généralement par un bain de sang.

Nous avons étudié le mécanisme interne de la grève de masse russe fondée sur un rapport de causalité réciproque entre le conflit politique et le conflit économique. Mais ce rapport de causalité réciproque est précisément déterminé par la période révolutionnaire. C'est seulement dans la tempête révolutionnaire que chaque lutte partielle entre le capital et le travail prend les dimensions d'une explosion générale. En Allemagne on assiste tous les ans, tous les jours, aux conflits les plus violents, les plus brutaux entre les ouvriers et les patrons sans que la lutte dépasse les limites de la branche d'industrie, de la ville ou même de l'usine en question. La mise à pied d'ouvriers organisés comme à Saint-Pétersbourg, le chômage comme à Bakou, de revendications salariales comme à Odessa, des luttes pour le droit de coalition comme à Moscou : tout cela se produit tous les jours en Allemagne. Mais aucun de ces incidents ne donne lieu à une action de classe commune. Et même si ces conflits s'étendent jusqu'à devenir des grèves de masse à caractère nettement politique, ils ne déclenchent pas d'explosion générale. La grève générale des cheminots hollandais qui, malgré les sympathies ardentes qu'elle a suscitées, s'est éteinte dans l'immobilité absolue de l'ensemble du prolétariat, en fournit un exemple frappant.

Inversement ce n'est qu'en période révolutionnaire, où les fondements sociaux et les murs qui séparent les classes sociales sont ébranlés, que n'importe quelle action politique du prolétariat peut en quelques heures arracher à l'indifférence des couches populaires restées jusqu'alors à l'écart, ce qui se manifeste naturellement par une bataille économique tumultueuse. Les ouvriers brusquement électrisés par l'action politique réagissent immédiatement dans le domaine qui leur est le plus proche : ils se soulèvent contre leur condition d'esclavage économique. Le geste de révolte qu'est la lutte politique leur fait sentir avec une intensité insoupçonnée le poids de leurs chaînes économiques. Tandis qu'en

Allemagne la lutte politique la plus violente : la campagne électorale ou les débats parlementaires au sujet des tarifs douaniers n'ont qu'une influence minime sur le cours ou l'intensité des luttes revendicatives qui sont menées en même temps, en Russie toute action du prolétariat se manifeste immédiatement par une extension et une intensification de la lutte économique.

Ainsi c'est la révolution qui crée seule les conditions sociales permettant un passage immédiat de la lutte économique à la lutte politique et de la lutte politique à la lutte économique, ce qui se traduit par la grève de masse. Le schéma vulgaire n'aperçoit de rapport entre la grève de masse et la révolution que dans les affrontements sanglants où aboutissent les grèves de masse ; mais un examen plus approfondi des événements russes nous fait découvrir un rapport inversé : en réalité ce n'est pas la grève de masse qui produit la révolution, mais la révolution qui produit la grève de masse.

4° Il suffit de résumer ce qui précède pour découvrir une solution au problème de la direction et de l'initiative de la grève de masse. Si la grève de masse ne signifie pas un acte unique mais toute une période de la lutte de classe, et si cette période se confond avec la période révolutionnaire, il est clair qu'on ne peut déclencher arbitrairement la grève de masse, même si la décision vient des instances suprêmes du parti socialiste le plus puissant. Tant qu'il n'est pas au pouvoir de la social-démocratie de mettre en scène ou de commander des révolutions à son gré, même l'enthousiasme et l'impatience la plus fouguese des troupes socialistes ne réussiront pas à susciter une période de grève de masse qui soit un mouvement populaire puissant et vivant. L'audace de la direction du parti et la discipline des ouvriers peuvent sans doute réussir à mettre sur pied une manifestation unique et de courte durée : ce fut le cas de la grève de masse en Suède ou des grèves plus récentes en Autriche, ou encore (le la grève du 17 janvier à Hambourg ¹). Mais ces manifestations ne ressemblent pas plus à une véritable période de grève de masse révolutionnaire que des manœuvres navales, faites dans un port étranger quand les relations diplomatiques sont tendues, ne ressemblent à la guerre. Une grève de masse produite simplement par la discipline et l'enthousiasme ne jouera dans le meilleur des cas que le rôle d'un symptôme de la combativité des travailleurs, après quoi la situation retombera dans le paisible train-train quotidien. Certes, même pendant la révolution les grèves ne tombent pas du ciel. Il faut qu'elles soient d'une façon ou d'une autre faites par les ouvriers. La résolution et la décision de la classe ouvrière y jouent aussi un rôle et il faut préciser que l'initiative ainsi que la direction des opérations ultérieures en incombent tout naturellement à la partie la plus éclairée et la mieux organisée du prolétariat, à la social-démocratie. Mais cette initiative et cette direction ne s'appliquent qu'à l'exécution de telle ou telle action isolée, de telle ou telle grève de masse lorsque la période révolutionnaire est déjà en cours, et cela le plus souvent à l'intérieur d'une ville donnée. Par exemple., nous l'avons déjà vu, c'est la social-démocratie qui a plus d'une fois donné expressément et avec succès le mot d'ordre de grève à Bakou, à Varsovie, à Lodz, à Saint-Pétersbourg. Une telle initiative a beaucoup moins de chances de succès si elle s'applique à des mouvements généraux touchant l'ensemble du prolétariat. Par ailleurs, l'initiative et la direction des opérations ont leurs limites déterminées. C'est justement pendant la révolution qu'il est extrêmement difficile à un organisme dirigeant du mouvement ouvrier de prévoir et de calculer quelle occasion et quels facteurs peuvent déclencher ou non des explosions. Prendre l'initiative et la direction des opérations ne consiste pas, ici non plus, à donner arbitrairement des ordres, mais à s'adapter le plus habilement possible à la situation, et à garder le contact le plus étroit avec le moral des

¹ Le 17 janvier 1906, à Hambourg eut lieu ce que Rosa Luxemburg appelle une « grève de masse à l'essai »..(N. d. T.)

masses. L'élément spontané joue, nous l'avons vu, un grand rôle dans toutes les grèves de masse en Russie, soit comme élément moteur, soit comme frein. Mais cela ne vient pas de ce qu'en Russie la social-démocratie est encore jeune et faible, mais du fait que chaque opération particulière est le résultat d'une telle infinité de facteurs économiques, politiques, sociaux, généraux et locaux, matériels et psychologiques, qu'aucune d'elles ne peut se définir ni se calculer comme un exemple arithmétique. Même si le prolétariat avec la social-démocratie à sa tête, y joue le rôle dirigeant, la révolution n'est pas une manœuvre du prolétariat, mais une bataille qui se déroule alors qu'alentour tous les fondements sociaux craquent, s'effritent et se déplacent sans cesse. Si l'élément spontané joue un rôle aussi important dans les grèves de masses en Russie, ce n'est pas parce que le prolétariat russe est « inéduqué », mais parce que les révolutions ne s'apprennent pas à l'école.

Par ailleurs nous constatons en Russie que cette révolution qui rend si difficile à la social-démocratie de prendre la direction de la grève et qui tantôt lui arrache, tantôt lui tend la baguette de chef d'orchestre, résout en revanche précisément toutes les difficultés de la grève, ces difficultés que le schéma théorique tel qu'il est discuté en Allemagne considère comme le souci principal de la direction : le problème de « l'approvisionnement », des « frais », des « sacrifices matériels ». Sans doute ne les résout-elle pas de la manière dont on les règle, crayon en main, au cours d'une paisible conférence secrète, tenue par les instances supérieures du mouvement ouvrier. Le « règlement » de tous ces problèmes se résume à ceci: la révolution fait entrer en scène des masses populaires si énormes que toute tentative pour régler d'avance ou estimer les frais du mouvement comme on fait l'estimation des frais d'un procès civil apparaît comme une entreprise désespérée. Certes, en Russie aussi, les organismes directeurs essaient de soutenir au mieux de leurs moyens les victimes du combat. C'est ainsi par exemple que le Parti aida pendant des semaines les courageuses victimes du gigantesque lock-out qui eut lieu à Saint-Pétersbourg, à la suite de la campagne pour la journée de huit heures. Mais toutes ces mesures sont, dans l'immense bilan de la révolution, une goutte d'eau dans la mer. Au moment où commence une période de grèves de masse de grande envergure, toutes les prévisions et tous les calculs des frais sont aussi vains que la prétention de vider l'Océan avec un verre d'eau. Le prix que paie la masse prolétarienne pour toute révolution est en effet un océan de privations et de souffrances terribles. Une période révolutionnaire résout cette difficulté en apparence insoluble en déchaînant dans la masse une telle somme d'idéalisme que celle-ci en devient insensible aux souffrances les plus aiguës. On ne peut faire ni la révolution ni la grève de masse avec la psychologie d'un syndiqué qui ne consentirait à arrêter le travail le 1er mai qu'à la condition de pouvoir compter, en cas de licenciement, sur un subside déterminé à l'avance avec précision. Mais, dans la tempête révolutionnaire, le prolétaire, le père de famille prudent, soucieux de s'assurer un subside, se transforme en « révolutionnaire romantique » pour qui le bien suprême lui-même - la vie - et à plus forte raison le bien-être matériel n'ont que peu de valeur en comparaison de, l'idéal de la lutte. S'il est donc vrai que c'est à la période révolutionnaire que revient la direction de la grève au sens de l'initiative de son déclenchement et de la prise en charge des frais, il n'est pas moins vrai qu'en un tout autre sens la direction dans les grèves de masse revient à la social-démocratie et à ses organismes directeurs. Au lieu de se poser le problème de la technique et du mécanisme de la grève de masse, la social-démocratie est appelée, dans une période révolutionnaire, à en prendre la direction *politique*. La tâche la plus importante de « direction » dans la période de la grève de masse, consiste à donner le mot d'ordre de la lutte, à l'orienter, à régler la *tactique* de la lutte politique de telle manière qu'à chaque phase et à chaque instant du combat, soit réalisée et mise en activité la totalité de la puissance du prolétariat déjà engagé et lancé dans la bataille et que cette puissance s'exprime par la position du Parti dans la lutte ; il faut que la tactique de, la social-démocratie ne se trouve jamais, quant à l'énergie et à la précision, au dessous du niveau du rapport des forces en présence, mais qu'au contraire elle dépasse ce niveau ; alors cette direction

politique se transformera automatiquement en une certaine mesure en direction technique. Une tactique socialiste conséquente, résolue, allant de l'avant, provoque dans la masse un sentiment de sécurité, de confiance, de combativité ; une tactique hésitante, faible, fondée sur une sous-estimation des forces du prolétariat, paralyse et désoriente la masse. Dans le premier cas les grèves de masse éclatent « spontanément » et toujours « en temps opportun » ; dans le deuxième cas la direction du Parti a beau appeler directement à la grève - c'est en vain. La révolution russe nous offre de exemples parlants de l'un et l'autre cas.

5.

←

La question qui se pose à présent est la suivante : dans quelle mesure toutes les leçons que l'on peut tirer de la grève générale en Russie s'appliquent-elles à l'Allemagne ? Les conditions sociales et politiques, l'histoire et la situation du mouvement ouvrier diffèrent entièrement en Allemagne et en Russie. À première vue on pourrait croire que les lois internes des grèves de masse en Russie, telles que nous les avons exposées plus haut, résultent de conditions spécifiquement russes, qui ne sont absolument pas valables pour le prolétariat allemand. Dans la révolution la lutte politique et la lutte économique sont liées par les rapports internes les plus étroits ; leur unité se révèle dans la période des grèves de masse, mais n'est-ce, pas là une simple conséquence de l'absolutisme russe ? Dans un État où toute forme et toute manifestation du mouvement ouvrier sont interdites, où la grève la plus simple est un crime, toute lutte économique se transforme nécessairement en lutte politique.

Par ailleurs, si inversement la première explosion de la révolution a entraîné un règlement de comptes général de la classe ouvrière avec le patronat, c'est la simple conséquence du fait que l'ouvrier russe avait jusqu'alors le niveau de vie le plus bas, et n'avait encore jamais mené la moindre bataille économique en règle pour améliorer son sort. Le prolétariat russe devait d'abord commencer par se tirer de la plus ignoble condition : quoi d'étonnant à ce qu'il y ait mis une ardeur juvénile dès que la révolution eut apporté le premier souffle vivifiant dans l'air étouffant de l'absolutisme ? Et enfin le cours tumultueux de la grève de masse ainsi que son caractère élémentaire et spontané s'expliquent d'une part par la situation politique arriérée de la Russie, d'autre part par le manque d'organisation et d'éducation du prolétariat russe. Dans un pays où la classe ouvrière a derrière elle trente années d'expérience de vie politique, un Parti socialiste fort de trois millions de voix et un noyau de troupes syndicalement organisées qui atteint un million et un quart, il est impossible que la lutte politique, que les grèves de masse revêtent le même caractère orageux et élémentaire que dans un État semi-barbare qui vient seulement de passer sans transition du Moyen Âge à l'ordre bourgeois moderne. Telle est l'idée que se font généralement des gens qui veulent mesurer le degré de maturité de la situation économique d'un pays d'après la lettre de ses lois écrites.

Examinons les problèmes un à un. D'abord il est inexact de faire remonter le début de la lutte économique à l'explosion de la révolution. En fait, les grèves et les conflits salariaux n'avaient cessé d'être de plus en plus à l'ordre du jour, depuis le début des années 90 en Russie proprement dite, et même depuis la fin des années 80 en Pologne russe, et ils avaient pratiquement acquis droit de cité. Il est vrai qu'ils entraînaient souvent de brutales répressions policières, cependant ils faisaient partie des faits quotidiens. C'est ainsi qu'à Varsovie et à Lodz, dès 1991, il existait une Caisse syndicale collective considérable ; l'enthousiasme pour les syndicats fit même naître quelque temps en Pologne ces illusions « économistes » qui, quelques années plus tard, régnèrent à Saint-Petersbourg et dans le reste de la Russie ¹.

¹ C'est donc par suite d'une erreur de fait que le camarade Roland-Holst écrit dans la Préface de l'édition russe de son livre sur *La grève générale* :

De même il y a beaucoup d'exagérations dans l'idée qu'on se faisait de la misère du prolétariat de l'Empire tsariste avant la révolution. La catégorie d'ouvriers actuellement la plus active et la plus ardente dans la lutte économique aussi bien que politique, celle des travailleurs de la grande industrie des grandes villes, avait un niveau d'existence à peine inférieur à celui des catégories correspondantes du prolétariat allemand ; dans un certain nombre, de métiers on rencontre des salaires égaux et même parfois supérieurs à ceux pratiqués en Allemagne. De même, en ce qui concerne la durée du travail, la différence entre les grandes entreprises industrielles des deux pays est insignifiante. Ainsi cette idée d'un prétendu ilotisme matériel et culturel de la classe ouvrière russe ne repose sur rien. Si l'on y réfléchit quelque peu, elle est réfutée par le fait même de la révolution et du rôle éminent qu'y a joué le prolétariat. Ce n'est pas avec un sous-prolétariat misérable qu'on fait des révolutions de cette maturité et de cette lucidité politique. Les ouvriers de la grande industrie de Saint-Pétersbourg, de Varsovie, de Moscou et d'Odessa, qui étaient à la pointe du combat, sont sur le plan culturel et intellectuel beaucoup plus proches du type occidental que ne l'imaginent ceux qui considèrent le parlementarisme bourgeois et la pratique syndicale régulière comme l'unique et indispensable école du prolétariat. Le développement industriel moderne de la Russie et l'influence de quinze ans de social-démocratie dirigeant et encourageant la lutte économique ont accompli, même en l'absence des garanties extérieures de l'ordre légal bourgeois, un travail civilisateur important.

Mais les différences s'atténuent encore si nous considérons l'autre aspect de la question et examinons de plus près le niveau de vie réel de la classe ouvrière allemande. Les grandes grèves de masse politiques ont ébranlé, dès le premier instant, les couches les plus larges du prolétariat russe qui s'est jeté fiévreusement dans la bataille économique. Mais n'y a-t-il pas en Allemagne au sein de la classe ouvrière des catégories qui vivent dans une obscurité que la bienfaisante lumière du syndicat a encore à peine réchauffée, catégories qui ont encore à peine essayé ou ont essayé sans succès de sortir de leur ilotisme social en menant quotidiennement la lutte pour les salaires? Prenons l'exemple de la misère des *mineurs* : même dans le paisible train-train quotidien, dans la froide atmosphère de la routine parlementaire allemande - comme dans les autres pays d'ailleurs, même en Angleterre, le paradis des syndicats - la lutte des mineurs ne se manifeste guère que par à-coups, par de fortes éruptions, des grèves de masses ayant le caractère de forces élémentaires. C'est là la preuve que l'opposition entre le capital et le travail est trop exacerbée, trop violente pour permettre

« Le prolétariat (de Russie) s'était presque, dès les débuts de la grande Industrie, familiarisé avec la grève de masse pour la simple raison que sous l'oppression politique de l'absolutisme les grèves partielles s'étaient révélées impossibles » (voir Neue Zeit 1906, no 33). C'est tout le contraire qui s'est produit. Ainsi le rapporteur de l'Union (les Syndicats de Saint-Pétersbourg disait-il, au commencement de son rapport, au cours de la deuxième conférence des syndicats russes en février 1906 :

« Au moment où se réunit la Conférence où nous nous trouvons, je n'ai pas besoin de faire remarquer que notre mouvement syndical n'a pas son origine dans la période « libérale » du prince Sviatopolk-Mirski (en 1904, R. L.) comme beaucoup essaient de le faire croire, d'OÙ est né du 22 janvier. Le ou, syndical a des racines bien plus profondes : il est Indissolublement lié à tout le passé de notre mouvement ouvrier. Nos syndicats ne sont que des formes nouvelles d'organisation, poursuivant la lutte économique que le prolétariat russe mène depuis des années. Sans entrer plus avant dans l'histoire, on a le droit de dire que la lutte économique des ouvriers de Saint-Pétersbourg revêt des formes plus ou moins organisées, depuis les mémorables grèves de 1896 et 1897. La direction de cette lutte politique revient à cette organisation social-démocrate (lui s'est appelée Union pétersbourgeoise de combat pour l'affranchissement de la classe ouvrière et qui, à la suite de la conférence de mars 1898 s'est appelée *Comité pétersbourgeois du parti ouvrier social-démocrate de Russie*. Il s'est créé un système compliqué d'organisations dans les usines, les arrondissements et les faubourgs par d'innombrables fils reliant l'organisme central avec les masses ouvrières et lui permettant de répondre par des affiches à tous les besoins de la classe ouvrière. Ainsi la possibilité est donnée d'appuyer et de diriger les grèves. »

l'émiettement en luttes syndicales partielles paisibles et méthodiques. Mais cette misère ouvrière de caractère éruptif qui, même en temps normaux, constitue un foyer d'orages d'où partent des secousses violentes, devrait à l'occasion de toute action politique de masse en Allemagne, de tout choc un peu violent, ébranlant momentanément l'équilibre social normal, déclencher aussitôt et inévitablement un conflit politique et économique brutal. Prenons par ailleurs l'exemple de la misère des *ouvriers du textile* : ici aussi, la lutte économique se manifeste par des explosions exaspérées et la plupart du temps inutiles, qui ébranlent le pays tous les deux ou trois ans et qui ne donnent qu'une faible idée de la violence explosive avec laquelle l'énorme masse agglomérée des esclaves de la grande industrie textile cartellisée réagirait au moment d'un ébranlement politique à l'occasion d'une puissante action de masse du prolétariat allemand. Prenons encore la misère des travailleurs à domicile, des ouvriers de la confection, de l'électricité -autant de foyers d'éruptions où, à la moindre secousse politique éclateraient d'autant plus sûrement des conflits économiques violents que le prolétariat s'engage ici plus rarement dans la bataille en temps de paix sociale, que sa lutte es chaque fois plus vaine, et que le capital lui impose à nouveau plus brutalement son joug détesté.

Considérons maintenant de grandes catégories du prolétariat qui, en général, en temps de « situation normale » n'ont aucun moyen de mener une lutte économique pacifique pour améliorer leur condition, et sont privés de tout droit de coalition. Citons pour premier exemple la misère éclatante des employés des *chemins de fer* et des *postes*.

Ces ouvriers de l'État sont en Allemagne, en plein pays de légalité parlementaire, dans la même situation que les employés russes - et encore avant la révolution, au temps où régnait un absolutisme sans entraves. Dès la grande grève d'octobre 1905 la situation du cheminot russe, dans un pays où régnait encore formellement l'absolutisme, était, en ce qui concerne sa liberté de mouvement économique et sociale, à cent pieds au-dessus de celle du cheminot allemand. Les cheminots et les postiers russes ont, en fait, conquis le droit de coalition pour ainsi dire en pleine tourmente révolutionnaire, et même si momentanément il pleut procès sur procès et renvois sur renvois, rien ne peut plus leur arracher leur solidarité interne. Pourtant ce serait faire un calcul psychologique entièrement faux que de supposer, comme le fait toute la réaction en Allemagne, que l'obéissance inconditionnelle des cheminots et des postiers allemands durera éternellement, qu'elle est un roc inébranlable. Il est vrai que les dirigeants syndicaux allemands sont tellement accoutumés à la situation existante que, mécontents de supporter sans émotion cette honte sans exemple en Europe, ils peuvent contempler avec quelque satisfaction les progrès de la lutte syndicale dans leur pays ; mais s'il y a un soulèvement général du prolétariat industriel, la colère sourde et longtemps amassée dans le cœur de ces esclaves en uniforme de l'État explosera inévitablement. Et lorsque l'avant-garde du prolétariat, les ouvriers industriels, voudront conquérir de nouveaux droits politiques ou défendre les anciens, la grande armée des cheminots et des postiers prendra nécessairement conscience de la honte de sa situation et finira par se soulever pour se délivrer de cette part d'absolutisme russe qu'on a créée spécialement pour elle en Allemagne. La théorie pédante qui prétend faire se dérouler les grands mouvements populaires selon des schémas et des recettes voit dans la conquête du droit de coalition pour les cheminots la *condition préalable* sans laquelle il est inutile de même « songer » à une grève de masse. Le cours véritable et naturel des événements ne peut être qu'inverse : c'est seulement par une action de masses vigoureuse et spontanée que sera conquis le droit de coalition pour les postiers et les cheminots allemands, et ce problème insoluble dans la situation actuelle de l'Allemagne trouvera brusquement sa solution et sa réalisation sous l'impression et la pression d'une action générale du prolétariat. Et enfin la plus grande et la plus importante des misères : celle des *ouvriers agricoles*. Étant donné le caractère spécifique de l'économie anglaise et le rôle minime joué par l'agriculture dans l'ensemble de l'économie nationale, on peut comprendre que les syndicats soient organisés à l'usage exclusif des ouvriers industriels. En Allemagne

une organisation syndicale aussi merveilleusement développée qu'elle soit, qui ne comprendrait que des ouvriers industriels, serait inaccessible à l'immense armée des ouvriers agricoles et ne donnerait qu'une image faible et partielle de la condition prolétarienne dans son ensemble. Mais ce serait par ailleurs une illusion tout aussi dangereuse que de croire que les conditions dans les campagnes sont immuables et éternelles, et d'ignorer que le travail infatigable d'éducation accompli par la social-démocratie et plus encore toute la politique de l'Allemagne ne cessent de initier la passivité apparente de l'ouvrier agricole ; on aurait tort de penser qu'au cas où le prolétariat industriel allemand entreprendrait une grande action de classe, quelque objectif qu'elle se soit fixé, le prolétariat agricole se tiendrait en dehors. Or la participation des ouvriers ne peut se manifester d'abord que par une lutte économique orageuse, par de puissantes grèves de masse.

Ainsi nous avons de la prétendue supériorité économique du prolétariat allemand par rapport au prolétariat russe une tout autre image si, laissant de côté la liste des professions industrielles ou artisanales syndicalement organisées, nous nous tournons vers les grandes catégories d'ouvriers qui sont en marge de la lutte syndicale ou dont la situation économique particulière ne peut entrer dans le cadre étroit de la petite lutte syndicale quotidienne. Mais même si nous nous tournons de nouveau vers l'avant-garde organisée du prolétariat industriel allemand et si par ailleurs nous gardons à l'esprit les objectifs économiques poursuivis actuellement par les ouvriers russes, nous constatons qu'il ne s'agit absolument pas là de combats que les plus anciens syndicats allemands aient lieu de mépriser comme anachroniques. Ainsi, la revendication générale principale des grèves russes depuis le 22 janvier 1905 : la journée de huit heures, n'est absolument pas un objectif dépassé pour le prolétariat allemand, au contraire, dans la plupart des cas, il apparaît comme un bel idéal lointain. On peut en dire autant de la lutte contre la « situation du patron maître chez lui », la lutte pour l'introduction des Comités ouvriers dans toutes les usines, la suppression du travail aux pièces, du travail artisanal à domicile, le respect absolu du repos dominical, la reconnaissance du droit de coalition. Bien plus, en y regardant de plus près, tous les objectifs économiques que le prolétariat russe met aujourd'hui à l'ordre du jour de la révolution sont aussi de la plus grande actualité pour le prolétariat allemand et touchent des points douloureux de l'existence ouvrière. Il résulte d'abord de ces réflexions que la grève de masse purement politique, thème préféré de toutes les discussions est, pour l'Allemagne aussi, un simple schéma théorique et sans vie. Si les grèves de masse naissent d'une grande fermentation révolutionnaire, et se transforment tout naturellement en luttes politiques résolues du prolétariat urbain, elles céderont aussi tout naturellement la place, comme en Russie, à toute une période de luttes économiques élémentaires. Les craintes des dirigeants syndicaux qui redoutent que dans une période de luttes politiques orageuses, dans une période de grèves de masse, la bataille pour des objectifs économiques puisse être écartée ou étouffée, ces craintes reposent sur une conception toute scolastique et gratuite du déroulement des événements. Une période révolutionnaire transformerait bien plutôt, même en Allemagne, le caractère de la bataille économique et intensifierait au contraire celle-ci à tel point que la petite guérilla syndicale actuelle apparaîtrait en comparaison comme un jeu d'enfant. Et par ailleurs cette explosion élémentaire de grèves de masse économiques donnerait à la lutte politique un nouvel élan et des forces fraîches. L'interaction entre la lutte économique et la lutte politique qui constitue aujourd'hui le moteur interne des grèves de masse en Russie, et en même temps le mécanisme régulateur de l'action révolutionnaire du prolétariat se produirait en Allemagne également comme une conséquence naturelle de la situation.

6.

←

Dans cette perspective le problème de l'organisation dans ses rapports avec le problème de la grève de masse en Allemagne prend un tout autre aspect. La position adoptée par de nombreux dirigeants syndicaux sur ce problème se borne la plupart du temps à l'affirmation suivante : « Nous ne sommes pas encore assez puissants pour risquer une épreuve de force aussi téméraire que la grève de masse. » Or ce point de vue est indéfendable : c'est en effet un problème, insoluble que de vouloir apprécier à froid, par un calcul arithmétique, à quel moment le prolétariat serait « assez puissant » pour entreprendre la lutte quelle qu'elle soit. Il y a trente ans les syndicats allemands comptaient 50 000 membres : chiffre qui, manifestement, d'après les critères établis plus haut, ne permettait même pas de songer à une grève de masse. Quinze ans plus tard les syndicats étaient huit fois plus puissants, comptant 237 000 membres. Si cependant on avait à cette époque, demandé aux dirigeants actuels si l'organisation du prolétariat avait la maturité nécessaire pour entreprendre une grève de masse, ils auraient sûrement répondu qu'elle en était loin, que l'organisation syndicale devrait d'abord regrouper des millions d'adhérents. Aujourd'hui on compte plus d'un million d'ouvriers syndiqués, mais l'opinion des dirigeants est toujours la même - cela peut durer ainsi indéfiniment. Cette attitude se fonde sur le postulat implicite que la classe ouvrière allemande tout entière jusqu'au dernier homme, à la dernière femme, doit entrer dans l'organisation avant que l'on soit « assez puissant » pour risquer une action de masses ; il est alors probable que, selon la vieille formule, celle-ci se révélerait superflue. Mais cette théorie est parfaitement utopique pour la simple raison qu'elle souffre d'une contradiction interne, qu'elle se meut dans un cercle vicieux. Avant d'entreprendre une action directe de masse quelconque les ouvriers doivent être organisés dans leur totalité. Mais les conditions, les circonstances de l'évolution capitaliste et de l'État bourgeois font que dans une situation « normale » sans de violentes luttes de classes certaines catégories - et en fait il s'agit précisément du gros de la troupe, les catégories les plus importantes, les plus misérables, les plus écrasées par l'État et par le capital - ne peuvent absolument pas être organisées. Ainsi nous constatons que, même en Angleterre, un siècle entier de travail syndical infatigable sans tous ces « troubles » - excepté au début la période du chartisme - sans toutes les déviations et les tentations du « romantisme révolutionnaire » n'a réussi qu'à organiser une minorité parmi les catégories privilégiées du prolétariat.

Mais par ailleurs les syndicats, pas plus que les autres organisations de combat du prolétariat, ne peuvent à la longue se maintenir que par la lutte, et une lutte qui n'est pas seulement une petite guerre de grenouilles et de rats dans les eaux stagnantes du parlementarisme bourgeois, mais une période révolutionnaire de luttes violentes de masses. La conception rigide et mécanique de la bureaucratie n'admet la lutte que comme résultat de l'organisation parvenue à un certain degré de sa force. L'évolution dialectique vivante, au contraire, fait naître l'organisation comme un produit de la lutte. Nous avons déjà vu un magnifique exemple de ce phénomène en Russie où un prolétariat quasi inorganisé a commencé à créer en un an et demi de luttes révolutionnaires tumultueuses un vaste réseau d'organisations. Un autre exemple de cet ordre nous est fourni par la propre histoire des syndicats allemands. En 1878 les syndicats comptaient 50 000 membres. Selon la théorie des

dirigeants syndicaux actuels, nous l'avons vu, cette organisation n'était pas « assez puissante », et de loin, pour s'engager dans une lutte politique violente. Mais les syndicats allemands, quelque faibles qu'ils fussent à l'époque, se sont pourtant engagés dans la lutte - il s'agit de la lutte contre la loi d'exception ¹ - et se sont révélés non seulement « assez puissants » pour en sortir vainqueurs, mais encore ils ont multiplié leur puissance par cinq. Après la suppression de la loi en 1891 ils comptaient 227 659 adhérents. A vrai dire, la méthode grâce à laquelle les syndicats ont remporté la victoire dans la lutte contre la loi d'exception, ne correspond en rien à l'idéal d'un travail paisible et patient de fourmi ; ils commencèrent par tous sombrer dans la bataille pour remonter et renaître ensuite avec la prochaine vague. Or, c'est là précisément la méthode spécifique de croissance des organisations prolétariennes : celles-ci font l'épreuve de leurs forces dans la bataille et en sortent renouvelées. En examinant de plus près les conditions allemandes et la situation des diverses catégories d'ouvriers, on voit clairement que la prochaine période de luttes politiques de masses violentes entraînerait pour les syndicats non pas la menace du désastre que l'on craint, mais au contraire la perspective nouvelle et insoupçonnée d'une extension par bonds rapides de sa sphère d'influence. Mais ce problème a encore un autre aspect. Le plan qui consisterait à entreprendre une grève de masse à titre d'action politique de classe importante avec l'aide des seuls ouvriers organisés est absolument illusoire. Pour que la grève, ou plutôt les grèves de masse, pour que la lutte soit couronnée de succès, elles doivent devenir un véritable mouvement populaire, c'est-à-dire entraîner dans la bataille les couches les plus larges du prolétariat. Même sur le plan parlementaire, la puissance de la lutte des classes prolétariennes ne s'appuie pas sur un petit noyau organisé, mais sur la vaste périphérie du prolétariat animé de sympathies révolutionnaires. Si la social-démocratie voulait mener la bataille électorale avec le seul appui des quelques centaines de milliers d'organisés, elle se condamnerait elle-même au néant. Bien que la social-démocratie souhaite faire entrer dans ses organisations presque tout le contingent de ses électeurs, l'expérience de trente années montre que l'électorat socialiste n'augmente pas en fonction de la croissance du Parti, mais à l'inverse que les couches ouvrières nouvellement conquises au cours de la bataille électorale constituent le terrain qui sera ensuite fécondé par l'organisation. Ici encore, ce n'est pas l'organisation seule qui fournit les troupes combattantes, mais la bataille qui fournit dans une bien plus large mesure les recrues pour l'organisation. Ceci est évidemment beaucoup plus valable encore pour l'action politique de masse directe que pour la lutte parlementaire. Bien que la social-démocratie, noyau organisé de la classe ouvrière, soit à l'avant-garde de toute la masse des travailleurs, et bien que le mouvement ouvrier tire sa force, son unité, sa conscience politique de cette même organisation, cependant le mouvement prolétarien ne doit jamais être conçu comme le mouvement d'une minorité organisée. Toute véritable grande lutte de classe doit se fonder sur l'appui et sur la collaboration des couches les plus larges ; une stratégie de la lutte de classe qui ne tiendrait pas compte de cette collaboration, mais qui n'envisagerait que les défilés bien ordonnés de la petite partie du prolétariat enrégimentée dans ses rangs, serait condamnée à un échec lamentable. En Allemagne les grèves et les actions politiques de masse ne peuvent absolument pas être menées par les seuls militants organisés ni « commandées » par un état-major émanant d'un organisme central du Parti. Comme en Russie, ce dont on a besoin dans un tel cas, c'est moins de « discipline », d'« éducation politique », d'une évaluation aussi précise que possible des frais et des subsides que d'une action de classe résolue et véritablement révolutionnaire, capable de toucher et d'entraîner les couches les plus étendues des masses prolétaires inorganisées, mais révolutionnaires par leur sympathie et leur condition. La surestimation ou la fausse appréciation du rôle de l'organi-

¹ La loi d'exception contre les socialistes (*Sozialistengesetz*), que Bismarck réussit à faire voter par le Reichstag en 1878 et à faire renouveler jusqu'en 1890, interdisait le parti social-démocrate. Beaucoup de dirigeants émigrèrent, en particulier en Suisse, d'où ils faisaient paraître le journal « Der Sozialdemokrat ». (N. d. T.)

sation dans la lutte de classe du prolétariat est liée généralement à une sous-estimation de la masse des prolétaires inorganisés et de leur maturité politique. C'est seulement dans une période révolutionnaire, dans le bouillonnement des grandes luttes orageuses de classe que se manifeste le rôle éducatif de l'évolution rapide du capitalisme et de l'influence socialiste sur les larges couches populaires ; en temps normal les statistiques des organisations ou même les statistiques électorales ne donnent qu'une très faible idée de cette influence.

Nous avons vu qu'en Russie, depuis à peu près deux ans, le moindre conflit limité des ouvriers avec le patronat, la moindre brutalité de la part des autorités gouvernementales locales, peuvent engendrer immédiatement une action générale du prolétariat. Tout le monde s'en rend compte et trouve cela naturel parce qu'en Russie précisément il y a « la révolution », mais qu'est-ce que cela veut dire ? Cela veut dire que le sentiment, l'instinct de classe est tellement vif dans le prolétariat russe que toute affaire partielle intéressant un groupe restreint d'ouvriers le concerne directement comme une affaire générale, comme une affaire de classe, et qu'il réagit immédiatement dans son ensemble. Tandis qu'en Allemagne, en France, en Italie, en Hollande, les conflits syndicaux les plus violents ne donnent lieu à aucune action générale du prolétariat - ni même de son noyau organisé - en Russie, le moindre incident déchaîne une tempête violente. Mais ceci ne signifie qu'une chose : aussi paradoxal que cela puisse paraître, l'instinct de classe dans le prolétariat russe tout jeune, inéduqué, peu éclairé et encore moins organisé, est infiniment plus vigoureux que dans la classe ouvrière organisée, éduquée, et éclairée d'Allemagne ou de tout autre pays d'Europe Occidentale. Ceci n'est pas à mettre au compte d'une quelconque vertu de « l'Orient jeune et vierge » par opposition avec « l'Occident pourri » ; mais c'est tout simplement le résultat de l'action révolutionnaire directe de la masse. Chez l'ouvrier allemand éclairé, la conscience de classe inculquée par la social-démocratie est une conscience *théorique latente* : dans la période de la domination du parlementarisme bourgeois, elle n'a en général pas l'occasion de se manifester par une action de masse directe ; elle est la somme idéale des quatre cents actions parallèles des circonscriptions pendant la lutte électorale, des nombreux conflits économiques partiels, etc. Dans la révolution où la masse elle-même paraît sur la scène politique, la conscience de classe devient *concrète et active*. Aussi une année de révolution a-t-elle donné au prolétariat russe cette « éducation » que trente ans de luttes parlementaires et syndicales ne peuvent donner artificiellement au prolétariat allemand. Certes, cet instinct vivant et actif de classe qui anime le prolétariat diminuera sensiblement même en Russie une fois close la période révolutionnaire et une fois institué le régime parlementaire bourgeois légal, ou du moins il se transformera en une conscience cachée et latente. Mais inversement il est non moins certain qu'en Allemagne, dans une période d'actions politiques énergiques, un instinct de classe vivant révolutionnaire, avide d'agir, s'emparera des couches les plus larges et les plus profondes du prolétariat ; cela se fera d'autant plus rapidement et avec d'autant plus de force que l'influence éducatrice de la social-démocratie aura été plus puissante. Cette oeuvre éducatrice ainsi que l'action stimulante révolutionnaire de la politique allemande actuelle, se manifesteront en ceci : dans une période révolutionnaire authentique, la masse de tous ceux qui actuellement se trouvent dans un état d'apathie politique apparente et sont insensibles à tous les efforts des syndicats et du Parti pour les organiser s'enrôlera derrière la bannière de la social-démocratie. Six mois de révolution feront davantage pour l'éducation de ces masses actuellement inorganisées que dix ans de réunions publiques et de distributions de tracts. Et lorsque la situation en Allemagne aura atteint le degré de maturité nécessaire à une telle période, les catégories aujourd'hui les plus arriérées et inorganisées constitueront tout naturellement dans la lutte l'élément le plus radical, le plus fougueux, et non le plus passif. Si des grèves de masse se produisent en Allemagne ce ne seront sûrement pas les travailleurs les mieux organisés - certainement pas les travailleurs de l'imprimerie - mais les ouvriers les moins bien organisés ou même inorganisés - tels que les mineurs, les ouvriers du textile, ou même les ouvriers agricoles - qui déploieront la plus grande capacité d'action.

Ainsi nous parvenons pour l'Allemagne aux mêmes conclusions en ce qui concerne le rôle propre de la « direction » de la social-démocratie par rapport aux grèves de masse que dans l'analyse des événements de Russie. En effet, laissons de côté la théorie pédante d'une grève de démonstration mise en scène artificiellement par le Parti et les syndicats et exécutée par une minorité organisée, et considérons le vivant tableau d'un véritable mouvement populaire issu de l'exaspération des conflits de classe et de la situation politique, explosant avec la violence d'une force élémentaire en conflits aussi bien économiques que politiques et en grèves de masse : alors la tâche de la social-démocratie consistera non pas dans la préparation ou la direction technique de la grève, mais dans la *direction politique* de l'ensemble du mouvement.

La social-démocratie est l'avant-garde la plus éclairée et la plus consciente du prolétariat. Elle ne peut ni ne doit attendre avec fatalisme, les bras croisés, que se produise une « situation révolutionnaire » ni que le mouvement populaire spontané tombe du ciel. Au contraire, elle a le devoir comme toujours de *devancer* le cours des choses, de chercher à le précipiter. Elle n'y parviendra pas en donnant au hasard à n'importe quel moment, opportun ou non, le mot d'ordre de grève, mais bien plutôt en faisant comprendre aux couches les plus larges du prolétariat que la venue d'une telle période est *inévitabile*, en leur expliquant les *conditions sociales* internes qui y mènent ainsi que ses conséquences politiques. Pour entraîner les couches les plus larges du prolétariat dans une action politique de la social-démocratie, et inversement pour que la social-démocratie puisse prendre et garder la direction véritable d'un mouvement de masse, et être à la tête de tout le mouvement *au sens politique* du terme, il faut qu'elle sache en toute clarté et avec résolution, fournir au prolétariat allemand pour la période des luttes à venir, une *tactique* et des *objectifs*.

7.

←

Nous avons vu qu'en Russie la grève de masse n'est pas le produit artificiel d'une tactique imposée par la social-démocratie, mais un phénomène historique naturel né sur le sol de la révolution actuelle. Or quels sont les facteurs qui ont provoqué cette nouvelle forme d'incarnation ? la révolution ? La révolution russe a pour première tâche l'abolition de l'absolutisme et l'établissement d'un État légal moderne au régime parlementaire bourgeois. Dans la forme c'est la même tâche que s'était donnée pour but la révolution de mars 1848 en Allemagne, et la grande Révolution française de la fin du XVIIIe siècle. Mais ces révolutions, qui présentent des analogies formelles avec la révolution actuelle, ont eu lieu dans des conditions et dans un climat historique entièrement différents de celui de la Russie actuelle. La différence essentielle est celle-ci : entre ces révolutions bourgeoises d'Occident et la révolution bourgeoise actuelle en Orient s'est déroulé tout le cycle du développement capitaliste. Le capitalisme n'a pas touché seulement des pays d'Europe occidentale, mais également la Russie absolutiste. La grande industrie avec toutes ses séquelles : la division moderne des classes et les contrastes sociaux accusés la vie des grandes villes et le prolétariat moderne, est devenue en Russie le mode de production dominant, c'est-à-dire décisif pour l'évolution sociale. Or il en est résulté une situation historique étrange et pleine de contradictions : la révolution bourgeoise est d'abord accomplie, quant à ses objectifs formels, par un prolétariat moderne, à la conscience de classe développée, dans un milieu international placé sous le signe de la décadence bourgeoise. Ce n'est pas aujourd'hui la bourgeoisie qui en est l'élément moteur, comme c'était le cas autrefois dans les révolutions occidentales, tandis que la masse prolétarienne, noyée au sein de la petite bourgeoisie, servait à la bourgeoisie de masse de manœuvre, - inversement c'est le prolétariat conscient qui constitue l'élément actif et dirigeant, tandis que les couches de la grande bourgeoisie se montrent soit ouvertement contre-révolutionnaires, soit modérément libérales, et que seule la petite bourgeoisie rurale ainsi que l'intelligentsia petite-bourgeoise des villes a une attitude franchement oppositive, voire révolutionnaire. Mais le prolétariat russe appelé ainsi à jouer un rôle dirigeant dans la révolution bourgeoise s'engage dans la lutte au moment où l'opposition entre le capital et le travail est particulièrement tranchée, et où il est affranchi des illusions de la démocratie bourgeoise ; en revanche il a une conscience aiguë de ses intérêts spécifiques de classe. Cette situation contradictoire se manifeste par le fait que dans cette révolution formellement bourgeoise le conflit entre la société bourgeoise et l'absolutisme est dominé par le conflit entre le prolétariat et la société bourgeoise ; que le prolétariat lutte à la fois contre l'absolutisme et contre l'exploitation capitaliste ; que la lutte révolutionnaire a pour objectif à la fois la liberté politique et la conquête de la journée de huit heures ainsi que d'un niveau matériel d'existence convenable pour le prolétariat. Ce caractère double de la révolution russe se manifeste dans cette liaison et interaction étroites entre la lutte économique et la lutte politique, que les événements de Russie nous ont fait connaître et qui s'expriment précisément dans la grève de masse. Dans les révolutions bourgeoises antérieures, ce sont les partis bourgeois qui avaient pris en main l'éducation politique et la direction de la masse révolutionnaire, et d'autre part il s'agissait de renverser purement et simplement l'ancien gouvernement ; alors le combat de barricades, de courte durée, était la forme la plus appropriée de la

lutte révolutionnaire. Aujourd'hui la classe ouvrière est obligée de s'éduquer, de se rassembler, et de se diriger elle-même au cours de la lutte et ainsi la révolution est dirigée autant contre l'exploitation capitaliste que contre le régime d'État ancien ; si bien que la grève de masse apparaît comme le moyen naturel de recruter, d'organiser et de préparer à la révolution les couches prolétaires les plus larges, de même qu'elle est en même temps un moyen de miner et d'abattre l'État ancien ainsi que d'endiguer l'exploitation capitaliste. Le prolétariat industriel urbain est aujourd'hui l'âme de la révolution en Russie. Mais pour accomplir une action politique de masse, il faut d'abord que le prolétariat se rassemble en masse; pour cela il faut qu'il sorte des usines et des ateliers, des mines et des hauts fourneaux et qu'il surmonte cette dispersion et cet éparpillement auxquels le condamne le joug capitaliste. Ainsi la grève de masse est la première forme naturelle et spontanée de toute grande action révolutionnaire du prolétariat ; plus l'industrie devient la forme prédominante de l'économie dans une société, plus le prolétariat joue un rôle important dans la révolution, plus l'opposition entre le travail et le capital s'exaspère et plus les grèves de masse prennent nécessairement de l'ampleur et de l'importance. Ce qui autrefois était la manifestation extérieure principale de la révolution : le combat de barricades, l'affrontement direct avec les forces armées de l'État ne constitue dans la révolution actuelle que le point culminant, qu'une phase du processus de la lutte de masse prolétarienne.

Ainsi la forme nouvelle de la révolution a permis d'atteindre ce stade « civilisé » et « atténué » des luttes de classe prophétisé par les opportunistes de la social-démocratie allemande, les Bernstein, les David ¹ et consorts. A la vérité, ceux-ci imaginaient cette lutte des classes « atténuée », « civilisée » selon leurs vœux à travers les illusions petites bourgeoises et démocratiques : ils croyaient que la lutte des classes se limiterait exclusivement à la bataille parlementaire et que la révolution - au sens de combat de rues - serait tout simplement supprimée. L'histoire a résolu le problème à sa manière, qui est à la fois plus profonde et plus subtile : elle a fait surgir la grève de masse révolutionnaire qui, certes, ne remplace ni ne rend superflus les affrontements directs et brutaux dans la rue, mais les réduit à un simple moment de la longue période de luttes politiques et en même temps lie à la révolution un travail gigantesque de civilisation au sens strict du terme : l'élévation matérielle et intellectuelle de l'ensemble de la classe ouvrière, en « civilisant » les formes barbares de l'exploitation capitaliste

La grève de masse apparaît ainsi non pas comme un produit spécifiquement russe de l'absolutisme, mais comme une forme universelle de la lutte de classe prolétarienne déterminée par le stade actuel du développement capitaliste et des rapports de classe. Les trois révolutions bourgeoises : la grande Révolution française de 1789, la révolution allemande de mars 1848, et l'actuelle révolution russe constituent de ce point de vue une chaîne d'évolution continue : elles reflètent la grandeur et la décadence du siècle capitaliste. Dans la grande Révolution française les conflits internes de la société bourgeoise encore latents cèdent la place à une longue période de luttes brutales où toutes les oppositions vite germées et mûries à la chaleur de la révolution éclatent avec une violence extrême et sans nulle entrave. Un demi-siècle plus tard la révolution de la bourgeoisie allemande, explosant à mi-chemin de l'évolution, capitaliste, est stoppée par l'opposition des intérêts et l'équilibre des forces entre le capital et le travail, étouffée par un compromis entre le féodalisme et la bourgeoisie, réduite à un bref et piteux intermède, vite muselée. Un demi-siècle encore et la révolution russe actuelle éclate à un point de l'évolution historique situé déjà sur l'autre versant de la montagne, au-delà de l'apogée de la société capitaliste ; la révolution bourgeoise ne peut plus

¹ Eduard DAVID, homme politique (1863-1930) député socialiste au Reichstag, auteur d'un projet de programme agraire (1895) rejeté par le parti, théoricien réformiste, partisan de la petite propriété paysanne. (N. d. T.)

être étouffée par l'opposition entre la bourgeoisie et le prolétariat ; au contraire elle s'étend sur une longue période de conflits sociaux violents qui font apparaître les vieux règlements de comptes avec l'absolutisme comme dérisoires comparés à ceux nouveaux réclamés par la révolution. La révolution d'aujourd'hui réalise, dans ce cas particulier de la Russie absolutiste, les résultats du développement capitaliste international; elle apparaît moins comme l'héritière des vieilles révolutions bourgeoises que comme le précurseur d'une nouvelle série de révolutions prolétariennes. Le pays le plus arriéré, précisément parce qu'il a mis un retard impardonnable à accomplir sa révolution bourgeoise, montre au prolétariat d'Allemagne et des pays capitalistes les plus avancés les voies et les méthodes de la lutte de classe à venir. Il est tout à fait erroné, même de ce point de vue, de considérer de loin la révolution russe comme un spectacle grandiose, comme quelque chose de spécifiquement russe, en se contentant d'admirer l'héroïsme des combattants, autrement dit les accessoires extérieurs de la bataille. Il importe au contraire que les ouvriers allemands apprennent à regarder la révolution russe comme *leur propre affaire*; il ne suffit pas qu'ils éprouvent une solidarité internationale de classe avec le prolétariat russe, ils doivent considérer cette révolution comme un *chapitre de leur propre histoire sociale et politique*. Les dirigeants syndicaux et les parlementaires qui pensent que le prolétariat allemand est « trop faible » et la situation en Allemagne peu mûre pour des luttes révolutionnaires de masse ne se doutent pas que ce qui reflète le degré de maturité de la situation de classe et la puissance du prolétariat en Allemagne, ce ne sont ni les statistiques des syndicats ni les statistiques électorales, mais les événements de la révolution russe. Le degré de maturité des luttes de classe en France sous la Monarchie de Juillet et les batailles de juin à Paris s'est mesuré dans la révolution de mars 1848 en Allemagne, dans son évolution et dans son échec. De même aujourd'hui la maturité des oppositions de classe en Allemagne se reflète dans les événements et la puissance de la Révolution russe. Les bureaucrates fouillent les tiroirs de leur bureau pour trouver la preuve de la puissance et de la maturité du mouvement ouvrier allemand sans voir que ce qu'ils cherchent est devant leurs yeux, dans une grande révélation historique. Car, historiquement, la révolution russe est un reflet de la puissance et de la maturité du mouvement ouvrier international et d'abord du mouvement allemand. Ce serait réduire la révolution russe à un résultat bien mince, grotesquement mesquin, que d'en tirer pour le prolétariat allemand la simple leçon qu'en tirent les camarades Frohme, Elm¹ et autres : emprunter à la révolution russe la forme extérieure de la lutte, la grève de masse, et la garder dans l'arsenal de réserve pour le cas où on supprimerait le suffrage universel, autrement dit la réduire au rôle passif d'une arme de défense² pour le parlementarisme. Si l'on nous enlève le droit de suffrage au Reichstag, nous nous défendrons. C'est là un principe qui va de soi. Mais pour maintenir ce principe, il est inutile de prendre la pose héroïque d'un Danton, comme l'a fait le camarade Elm au Congrès d'Iéna; la défense des droits parlementaires modestes que nous possédons déjà n'est pas une innovation sublime réclamant, pour en encourager l'exécution, les terribles hécatombes de la révolution russe. Mais la politique du prolétariat en période révolutionnaire ne doit en aucun cas se réduire à une simple attitude défensive. Sans doute est-il difficile de prévoir avec certitude si l'abolition du suffrage universel en Allemagne entraînerait une situation provoquant immédiatement une grève de masse ; par ailleurs il est certain qu'une fois l'Allemagne entrée dans une période de grève de masse, il serait impossible à la social-démocratie d'arrêter sa tactique à une simple défense des droits parlementaires. Il est hors du pouvoir de la social-démocratie de déterminer à l'avance l'occasion et le moment où se déclencheront les grèves de masse en Allemagne,

¹ FROHME (1850-1933), socialiste, syndicaliste (fédération du bâtiment). Elm (1857-1918), un des pionniers du mouvement de coopératives. Syndicaliste et défenseur de l'autonomie des syndicats (N. d. T.) .

² Depuis le début du siècle on s'attendait à voir supprimer le suffrage universel par les élections au Reichstag, ceci afin d'enrayer la poussée socialiste. En réalité ce n'est *que pour* les Parlements locaux (Landtag) qu'existait mie sorte de suffrage censitaire. (N. d. T.)

parce qu'il est hors de son pouvoir de faire naître des situations historiques au moyen de simples résolutions de congrès. Mais ce qui est en son pouvoir et ce qui est de son devoir, c'est de préciser l'orientation politique de ces luttes lorsqu'elles se produisent et de la traduire par une tactique résolue et conséquente. On ne dirige pas à son gré les événements historiques en leur imposant des règles, mais on peut calculer à l'avance leurs suites probables et régler sa propre conduite en conséquence.

Le danger politique le plus imminent qui guette le mouvement ouvrier allemand depuis des années est celui d'un coup d'État de la réaction, qui prétendrait priver les masses populaires les plus larges de leur droit politique le plus important, à savoir le suffrage universel pour les élections au Reichstag. Malgré la portée immense qu'aurait un tel événement, il est impossible de prédire avec certitude, répétons-le, qu'il y aurait immédiatement une riposte populaire directe à ce coup d'État, sous forme d'une grève de masse : nous ignorons en effet, aujourd'hui, l'infinité de circonstances et de facteurs qui, dans un mouvement de masse, contribue à déterminer la situation. Cependant si l'on considère l'exaspération des antagonismes de classes en Allemagne et d'autre part les conséquences internationales multiples de la révolution russe ainsi que dans l'avenir, d'une situation renouée en Russie, il est évident que le bouleversement politique que provoquerait en Allemagne l'abolition du suffrage universel ne se cantonnerait pas à la seule défense de ce droit. Un tel coup d'État déchaînerait inévitablement dans un laps de temps plus ou moins long une explosion élémentaire de colère: les masses populaires une fois en éveil régleraient tous leurs comptes politiques avec la réaction, s'élèveraient contre le prix usuraire du pain, contre le renchérissement artificiel de la viande, les charges imposées par les dépenses illimitées du militarisme et du marinisme, la corruption de la politique coloniale, la honte nationale du procès de Koenigsberg, l'arrêt des réformes sociales ; contre les mesures visant à Priver de leurs droits les cheminots, les employés des postes, et, les ouvriers agricoles ; contre les mesures répressives prises à l'égard des mineurs, contre le jugement de Löbtau et toute la justice de classe, contre le système brutal du lock-out - bref, contre toute l'oppression exercée depuis vingt ans par la puissance coalisée des hobereaux de Prusse orientale et du grand capital des cartels.

Une fois la pierre mise en mouvement, elle ne peut s'arrêter de rouler, que la social-démocratie le veuille ou non. Les adversaires de la grève de masse refusent la leçon et l'exemple de la révolution russe comme inapplicables à l'Allemagne, sous prétexte qu'en Russie il fallait d'abord sauter sans transition d'un régime de despotisme oriental à un ordre légal bourgeois moderne. Cet écart formel entre le régime politique ancien et le régime moderne suffirait à expliquer la véhémence et la violence de la révolution russe. En Allemagne, nous possédons depuis longtemps les formes et les garanties d'un régime d'État fondé sur le droit ; aussi un déchaînement aussi élémentaire de conflits sociaux est-il à leurs yeux impossible. Ceux qui raisonnent ainsi oublient qu'en revanche, en Allemagne, les luttes politiques une fois ouvertes, l'objectif historique sera tout autre qu'aujourd'hui en Russie. C'est justement parce qu'en Allemagne le régime bourgeois constitutionnel existe depuis longtemps, qu'il a eu le temps de s'épuiser et d'arriver à son déclin, c'est parce que la démocratie bourgeoise et le libéralisme sont parvenus à leur terme qu'il ne peut plus être question de révolution *bourgeoise* en Allemagne. Aussi une période de luttes politiques ouvertes n'aurait nécessairement en Allemagne pour seul objectif historique que la *dictature du prolétariat*. Mais la distance qui sépare la situation actuelle en Allemagne de cet objectif est encore bien plus considérable que celle qui sépare le régime légal bourgeois du régime du despotisme oriental, C'est pourquoi cet objectif ne peut être atteint d'un seul coup ; il ne peut être réalisé qu'après une longue période de conflits sociaux gigantesques.

Mais n'y a-t-il pas des contradictions flagrantes dans les perspectives que nous ouvrons ? D'une part nous affirmons qu'au cours d'une éventuelle période d'actions de masse future, ce

sont d'abord les couches sociales les plus arriérées d'Allemagne, les ouvriers agricoles, les employés des chemins de fer et des postes, qui commenceront par obtenir le droit de coalition et qu'il faudra d'abord supprimer les excès les plus odieux de l'exploitation capitaliste ; par ailleurs, l'objectif politique de cette période serait déjà la conquête du pouvoir politique par le prolétariat. D'une part il s'agirait de revendications économiques et syndicales en vue d'intérêts immédiats, et d'autre part du but final de la social-démocratie. Certes ce sont là des contradictions flagrantes, mais des contradictions relevant non pas de notre logique mais de l'évolution du capitalisme. Le capitalisme n'évolue pas en suivant une belle ligne droite, il suit un parcours capricieux et plein de zig-zags brusques. De même que les différents pays capitalistes représentent les stades les plus divers de l'évolution, à l'intérieur de chaque pays on trouve les couches diverses d'une même classe ouvrière. Mais l'histoire n'attend pas avec patience que les pays et les couches les plus arriérés aient rejoint les pays et les couches les plus avancés, afin que l'ensemble puisse se mettre en marche en formation symétrique, en colonnes serrées. Il y a des explosions aux points les plus brûlants dès que la situation est mûre et dans la tourmente révolutionnaire il suffit de quelques jours ou de quelques mois pour compenser les retards, corriger les inégalités, mettre en marche d'un seul coup tout le progrès social. Dans la révolution russe, tous les stades de développement, toute l'échelle des intérêts des catégories diverses d'ouvriers étaient représentés dans le programme révolutionnaire de la social-démocratie et le nombre infini des luttes partielles confluaient dans l'immense action commune de classe du prolétariat ; il en sera de même en Allemagne quand la situation sera mûre. La tâche de la social-démocratie consistera à régler sa tactique non pas sur les stades les plus arriérés mais sur les stades les plus avancés de l'évolution.

8.

. ←

Dans la période des grandes luttes qui s'ouvrira tôt ou tard pour le prolétariat allemand, une des conditions les plus importantes du succès sera, outre une tactique résolue et conséquente, l'unité la plus étroite possible dans l'aile marchante du prolétariat, la social-démocratie, unité qui seule permet un maximum d'efficacité. Pourtant, dès les premières tentatives timides pour entreprendre une action de masse d'une certaine importance, on a vu se révéler un état de fait fâcheux : la division et l'autonomie complète des deux organisations du mouvement ouvrier, le parti social-démocrate d'une part, et les syndicats d'autre part. En regardant attentivement les grèves de masse en Russie ainsi que la situation allemande, on voit clairement qu'il est impossible d'envisager une action de masse importante, quelle qu'elle soit - à moins qu'elle ne se limite à une manifestation brève et unique - selon les critères de ce qu'on a coutume d'appeler une grève politique de masse. Une telle action réclamerait la participation des syndicats tout autant que du parti socialiste : et ceci non pas - comme se le figurent les dirigeants syndicaux - parce que le Parti, disposant d'une organisation numériquement inférieure aux syndicats serait obligé de recourir à la collaboration du million et quart de syndiqués, sans lesquels il ne pourrait rien faire, mais pour une raison beaucoup plus profonde : parce que toute action de masse et toute période de luttes de classe violentes auraient un caractère à la fois politique et économique. Qu'il se produise en Allemagne, à telle ou telle occasion, à tel ou tel moment, de grandes luttes politiques, des grèves de masse, elles inaugureront simultanément une période de -violentes luttes syndicales, sans que l'histoire demande aux dirigeants syndicaux leur approbation ou leur désapprobation. Si les dirigeants syndicaux devaient rester en marge du mouvement, ou même s'y opposer, leur attitude n'aurait qu'une seule conséquence : ils seraient laissés de côté par la vague des événements, et les luttes économiques ou politiques de la masse se poursuivraient sans eux ; il en serait de même, dans un cas analogue, des dirigeants du parti. En effet, la distinction entre la lutte politique et la lutte économique, l'autonomie de ces deux formes de combat ne sont qu'un produit artificiel, quoique historiquement explicable, de la période parlementaire. D'une part, dans l'ordre « normal » de la société bourgeoise la lutte économique est dispersée, morcelée en une infinité de luttes partielles dans chaque entreprise, dans chaque branche de production. D'autre part, ce ne sont pas les masses elles-mêmes qui mènent la lutte politique par une action directe, mais conformément aux normes de l'État bourgeois, l'action politique s'exerce par voie représentative, par une pression opérée sur les corps législatifs. Dès l'ouverture d'une période de luttes révolutionnaires, c'est-à-dire dès que ces masses apparaissent sur le champ de bataille, cette dispersion des luttes économiques cesse, ainsi que la forme parlementaire indirecte de la lutte politique : dans, une action révolutionnaire de masse, la lutte politique et la lutte économique ne font plus qu'un, et les barrières artificielles élevées entre le syndicat et la social-démocratie considérés comme deux formes distinctes parfaitement autonomes du mouvement ouvrier tombent purement et simplement. Mais ces phénomènes qui se manifestent avec une évidence frappante au cours des mouvements révolutionnaires de masse sont une réalité objective, même en période parlementaire. Il n'existe pas deux espèces de luttes distinctes de la classe ouvrière, l'une de caractère

politique, et l'autre de caractère économique, il n'y a qu'une *seule lutte* de classe, visant à la fois à limiter les effets de l'exploitation capitaliste et à supprimer cette exploitation en même temps que la société bourgeoise. S'il est vrai qu'en période parlementaire ces deux aspects de la lutte de classe se distinguent pour des raisons techniques, ils ne représentent pas pour autant deux actions parallèles, mais seulement deux phases, deux degrés de la lutte pour l'émancipation de la classe ouvrière. La lutte syndicale embrasse les intérêts immédiats, la lutte politique de la social-démocratie les intérêts futurs du mouvement ouvrier. Les communistes, est-il écrit dans *le Manifeste communiste*, défendent en face des groupes d'intérêts divers (nationaux ou locaux) les intérêts communs au prolétariat tout entier, et à tous les stades de développement de la lutte de classe l'intérêt du mouvement dans son ensemble, c'est-à-dire le but final : l'émancipation du prolétariat. Les syndicats représentent l'intérêt des groupes particuliers et un certain stade du développement du mouvement ouvrier. La social-démocratie représente la classe ouvrière et les intérêts de son émancipation dans leur ensemble. Le rapport des syndicats au parti socialiste est donc celui d'une partie au tout, si la théorie de « l'égalité des droits » entre le syndicat et la social-démocratie trouve tant d'écho parmi les dirigeants syndicaux, cela provient d'une méconnaissance foncière de la nature des syndicats et de leur rôle dans la lutte générale pour l'émancipation de la classe ouvrière.

Cette théorie de l'action parallèle du Parti et des syndicats et de leur « égalité de droits » n'est pourtant pas tout à fait une invention gratuite : elle a des racines historiques. Elle se fonde en effet sur une illusion née dans la période calme et « normale » de la société bourgeoise où la lutte politique de la social-démocratie semble se borner à la lutte parlementaire. Mais la lutte parlementaire, parallèle et complémentaire de la lutte syndicale, se met, comme cette dernière, sur le terrain de l'ordre social bourgeois. Elle est par nature un travail de réforme politique comme la lutte syndicale est un travail de réforme économique. Elle représente un travail politique au jour le jour, tout comme les syndicats accomplissent un travail économique au jour le jour. Elle est comme la lutte syndicale une simple phase, un simple stade dans la lutte de classe prolétarienne globale dont le but final dépasse aussi bien, et dans la même mesure, la lutte parlementaire et la lutte syndicale. La lutte parlementaire est à la politique du parti social-démocrate dans le rapport d'une partie au tout, exactement comme le travail syndical. Le parti social-démocrate est précisément le point de rencontre de la lutte parlementaire et de la lutte syndicale. Il réunit en lui ces deux aspects de la lutte de classe qui visent la destruction de l'ordre social bourgeois.

La théorie de « l'égalité des droits » entre les syndicats et le parti socialiste n'est donc pas un simple malentendu, une pure confusion théorique : elle exprime cette tendance bien connue de l'aile opportuniste du Parti qui prétend effectivement réduire la lutte politique de la classe ouvrière à la lutte parlementaire et entend transformer le caractère révolutionnaire prolétarien de la social-démocratie pour en faire un parti réformiste petit-bourgeois ¹. Si le

¹ Comme l'existence d'une telle tendance à l'intérieur du Parti socialiste allemand est généralement idée, il faut rendre hommage à la franchise avec laquelle l'aile opportuniste a récemment défini ses objectifs et ses vœux. Dans une réunion du Parti tenue à Mayence le 10 septembre dernier, le Dr David a présenté la résolution suivante qui fut adoptée :

« Considérant que le parti social-démocrate conçoit la notion de « révolution » non pas au sens de bouleversement violent mais au sens pacifique d'évolution, c'est-à-dire de mise en place progressive d'un nouveau système économique, l'assemblée du Parti, réunie à Mayence, récuse tout « romantisme révolutionnaire ».

L'assemblée ne voit dans la conquête du pouvoir politique rien d'autre que la conquête de la majorité de la population aux Idées et aux exigences de la social-démocratie, conquête qui se fera non par la violence, mais par la révolution dans les esprits au moyen d'une propagande idéologique et d'un travail concret de réforme dans tous les domaines de la vie politique, économique et sociale.

parti socialiste acceptait la théorie de « l'égalité des droits » il accepterait par là même indirectement et implicitement cette transformation de son caractère que cherchent depuis longtemps les représentants de la tendance opportuniste.

Cependant, un tel changement des rapports de forces à l'intérieur du mouvement ouvrier allemand est moins concevable que dans n'importe quel autre pays. Le rapport théorique qui fait des syndicats une simple partie de la social-démocratie trouve en Allemagne une illustration classique dans les faits, dans la pratique vivante ; il s'y manifeste de trois manières :

1) Les syndicats sont le produit direct du parti socialiste : c'est lui qui est à l'origine du mouvement syndical allemand, c'est lui qui a veillé à sa croissance, qui lui fournit aujourd'hui encore ses dirigeants et ses militants les plus actifs.

2) Les syndicats allemands sont encore un produit du parti social-démocrate en ce sens que la doctrine socialiste anime la pratique syndicale ; ce qui donne aux syndicats une supériorité par rapport à tous les syndicats bourgeois et confessionnels, c'est l'idée de la lutte de classe ; leurs succès matériels, leur puissance sont dus au fait que leur pratique est éclairée par la théorie du socialisme scientifique et s'élève ainsi bien au-dessus d'un empirisme mesquin et borné. La force de la « politique pratique » des syndicats allemands réside dans leur intelligence des causes profondes, des conditions sociales et économiques du régime capitaliste ; or cette intelligence, ils la doivent uniquement à la théorie du socialisme scientifique sur laquelle se fonde leur pratique. En ce sens, lorsque les syndicats cherchent à s'émanciper de la théorie social-démocrate, lorsqu'ils sont en quête d'une nouvelle « théorie syndicale » opposée à celle de la social-démocratie, ils se livrent là à une véritable tentative de suicide. Détacher la pratique syndicale de la théorie du socialisme scientifique équivaudrait pour les syndicats allemands à perdre immédiatement toute leur supériorité par rapport à tous les syndicats bourgeois, et à descendre au niveau d'un empirisme plat et tâtonnant.

3) Enfin, bien que leurs dirigeants en aient peu à peu perdu conscience, les syndicats sont aussi, quant à leur *puissance numérique*, un produit du mouvement et de la propagande

Convaincue que la social-démocratie a bien plus à gagner en employant les méthodes légales que par les méthodes illégales et le bouleversement violent, l'assemblée rejette le principe tactique de l'action directe de masse et s'en tient au principe de l'action parlementaire pour la réforme ; autrement dit, elle souhaite que le Parti continue à s'efforcer d'atteindre nos objectifs progressivement par la voie législative et l'évolution organique.

Le postulat fondamental de cette méthode de lutte pour la réforme est évidemment qu'il ne soit pas porté atteinte à la possibilité pour les masses non possédantes de participer à la législation du Reich et les différents *Länder*, mais au contraire qu'il y ait une extension de cette participation jusqu'à une égalité de droits parfaite.

Pour cette raison l'assemblée regarde comme un droit Imprescriptible pour les ouvriers d'arrêter le travail pour un laps de temps plus ou moins long en protestation contre les atteintes portées à ses droits légaux ou en vue d'obtenir des droits plus étendus, si tous les autres moyens de défense se révèlent insuffisants.

Mais comme la grève politique de masse ne peut être couronnée de succès que si elle est maintenue dans des voies strictement légales et que l'attitude des grévistes ne donne pas le prétexte à une intervention armée, l'assemblée estime que la seule préparation à l'usage de ce moyen de lutte est l'extension de l'organisation politique, syndicale et coopérative. Car c'est seulement ainsi que pourront être créées dans la masse du peuple les conditions qui garantissent le succès d'une grève de masse : une discipline consciente de ses objectifs et un soutien économique approprié ».

socialistes. Sans doute la propagande syndicale précède-t-elle dans bien des endroits la propagande du parti, et partout le travail syndical prépare la voie au travail du parti, Du point de vue de l'action sur les masses, le parti et les syndicats travaillent la main dans la main. Mais si l'on considère la lutte des classes en Allemagne dans son ensemble et dans ses rapports plus profonds, les choses changent. Bien des dirigeants syndicaux contemplent du haut de leur million et quart d'adhérents, non sans un certain sentiment de triomphe, les quelque cinq cent mille adhérents inscrits au Parti, se plaisent à leur rappeler le temps, il y a dix ou douze ans, où dans les rangs du Parti on envisageait l'avenir syndical sous des couleurs sombres. Mais ils ne voient pas qu'entre ces deux faits : le chiffre élevé des syndiqués et le chiffre inférieur des membres inscrits au parti socialiste, il y a un *rapport direct de cause à effet*. Des milliers et des milliers d'ouvriers n'adhèrent pas aux organisations du Parti précisément parce qu'ils entrent dans les syndicats. En théorie tous les ouvriers devraient être doublement organisés : assister aux réunions des deux organisations, payer double cotisation, lire deux journaux ouvriers, etc. Mais une telle activité implique un degré d'intelligence et un idéalisme qui, conscient des devoirs envers le mouvement ouvrier, ne reculerait devant aucun sacrifice quotidien de temps ou d'argent ; elle implique enfin un intérêt passionné pour la vie du Parti proprement dite, qui ne peut se satisfaire qu'en adhérant à son organisation. Tout ceci se rencontre dans la minorité la plus éclairée et la plus intelligente des ouvriers socialistes des grandes villes où la vie du Parti est riche et attrayante, où le niveau de vie des ouvriers est assez élevé. Mais dans les couches les plus larges de la population ouvrière des grandes villes, de même qu'en province, dans les localités de modeste importance, où la politique locale, loin d'être indépendante ne fait que refléter les événements de la capitale, où la vie du Parti est pauvre et monotone, où le niveau d'existence des ouvriers est généralement misérable, on rencontre très difficilement cette double appartenance à l'organisation syndicale et au Parti.

Pour la masse des ouvriers qui ont des convictions socialistes le problème est résolu de lui-même : ils adhèrent à leur syndicat. Pour satisfaire aux intérêts immédiats de la lutte revendicative il n'y a pas d'autre solution, en effet, de par la nature même de la lutte, que d'adhérer à une organisation professionnelle. La cotisation que l'ouvrier paie, souvent au prix de lourds sacrifices, lui apporte des avantages immédiats. Quant à ses convictions socialistes, il peut les exprimer même sans appartenir à une organisation spécifique du Parti : par son bulletin de vote électoral, en assistant à des réunions publiques du parti socialiste, en suivant les comptes rendus des discours socialistes au Parlement, en lisant la presse du Parti, - il suffit de comparer le nombre des électeurs socialistes et celui des abonnés au *Vorwärts*¹ avec le nombre des membres inscrits au Parti à Berlin. Et, point décisif : l'ouvrier moyen qui a des sympathies socialistes, qui, en homme simple, n'entend rien aux théories compliquées et subtiles des « deux âmes »² a le sentiment d'appartenir à une organisation socialiste en étant inscrit au syndicat. Même si les fédérations syndicales n'arborent pas l'enseigne officielle du Parti, l'ouvrier moyen de chaque ville, grande ou petite, voit à la tête de son syndicat comme dirigeants les plus actifs précisément les mêmes collègues dont il sait dans la vie publique qu'ils sont membres du parti social-démocrate ; qu'ils soient députés au Reichstag ou au Landtag³, ou élus municipaux, ou encore qu'ils soient hommes de confiance du Parti, présidents de comités électoraux, rédacteurs de journaux, secrétaires des organisations du Parti ou tout simplement orateurs et propagandistes du Parti. Il retrouve dans les thèmes de propagande évoqués dans son syndicat les mêmes idées familières qui lui sont

¹ Le *Vorwärts* est un quotidien socialiste fondé en 1891, à la fois feuille locale de Berlin et organe central du Parti. (N. d. T.)

² Allusion à un vers célèbre de Faust : « Deux âmes habitent hélas ! dans ma poitrine ». (N. d. T.)

³ Le Landtag est le Parlement du Land (Prusse, Saxe) etc. (N. d. T.)

chères sur l'exploitation capitaliste et les rapports de classe ; bien plus, la plupart des orateurs et les plus populaires qui prennent la parole dans les réunions syndicales, sont des sociaux-démocrates connus.

Ainsi, tout concourt à donner à l'ouvrier conscient moyen le sentiment qu'en adhérant à une organisation syndicale il adhère également à son parti ouvrier, à l'organisation social-démocrate. Et c'est en cela précisément que réside la force d'attraction et le pouvoir de recrutement des syndicats allemands. Ce n'est pas l'apparence de la neutralité, c'est leur caractère véritablement socialiste qui a permis aux fédérations syndicales d'atteindre à leur puissance actuelle. Ce fait est simplement confirmé par l'existence même de différents syndicats bourgeois d'appartenance politique ou confessionnelle : syndicats catholiques, syndicats de Hirsch-Duncker¹, etc., par laquelle on veut prouver la nécessité de cette prétendue « neutralité » politique.

Quand l'ouvrier allemand qui est libre d'adhérer à un syndicat chrétien, catholique ou évangélique, ou encore libéral, ne choisit aucune de ces organisations, mais opte pour le « syndicat libre », quitte l'une des premières pour adhérer à ce dernier, c'est parce qu'il voit dans les fédérations syndicales des organisations de la lutte de classe moderne ou, ce qui revient au même, des syndicats socialistes. Bref, l'apparence de neutralité, dont font état beaucoup de dirigeants syndicaux, n'existe pas pour la masse des adhérents du syndicat. Et c'est bien là la grande chance du mouvement syndical. Si cette apparence de neutralité, si cette distance prise par rapport à la social-démocratie devait se réaliser et surtout si elle devenait réelle aux yeux de la masse des prolétaires, les syndicats perdraient immédiatement tout leur avantage par rapport aux organisations concurrentes de la bourgeoisie et, par-là même, leur pouvoir d'attraction, la flamme qui les anime. Ce que nous venons de dire est démontré par des faits universellement connus. L'apparence de « neutralité » politique des syndicats pourrait en effet exercer une certaine force d'attraction dans un pays où la social-démocratie n'aurait aucun crédit auprès des masses, où son impopularité nuirait plus qu'elle ne servirait une organisation ouvrière aux yeux de la masse, où, en un mot, les syndicats devraient recruter leurs troupes au sein d'une masse absolument inéduquée dont les sympathies iraient à la bourgeoisie. Au siècle dernier, et aujourd'hui encore dans une certaine mesure, le modèle exemplaire d'un tel pays est l'Angleterre. Mais en Allemagne, la situation du parti est tout autre. Dans un pays où le parti socialiste est le plus puissant, où sa force d'attraction est attestée par une armée de plus de trois millions de prolétaires, il est ridicule de parler d'une impopularité qui détournerait les masses de la social-démocratie, et de la nécessité, pour une organisation de combat de la classe ouvrière, de garder un caractère de neutralité. Il suffit de comparer le chiffre des électeurs socialistes avec le chiffre des organisations syndicales en Allemagne pour convaincre même un enfant, que les syndicats allemands ne recrutent pas leurs troupes, comme en Angleterre, dans les masses inéduquées aux sympathies bourgeoises, mais au sein d'un prolétariat déjà éclairé par la social-démocratie et acquis à l'idée de la lutte de classe dans la masse des électeurs socialistes. Beaucoup de dirigeants syndicaux repoussent avec indignation - corollaire obligé de la théorie de la « neutralité » - l'idée des syndicats qui seraient des écoles de recrutement pour le socialisme. En fait, cette hypothèse qui leur paraît si insultante et qui, en réalité, serait extrêmement flatteuse, est purement imaginaire, parce que la situation est généralement inverse : c'est la social-démocratie qui, en Allemagne, constitue une école de recrutement pour les syndicats. Le travail d'organisation syndicale est certes encore difficile et pénible ; pour que la récolte soit abondante, il faut non seulement - sauf dans certains cas et certaines

¹ HIRSCH, homme politique (1832-1905). *Co-fondateur du parti progressiste*, avec Duncker et Schulze-Delitzsch. Fonda en 1868 les *Deutsche Gewerkvereine* ou syndicats. (N. d. T.)

régions - que le terrain ait été défriché au préalable par la social-démocratie, mais il faut encore que la semence syndicale et même que les semeurs soient socialistes, soient « rouges ». Si nous comparons donc le chiffre des syndiqués non pas avec celui des militants socialistes, mais avec celui des électeurs socialistes - seule comparaison exacte - on arrive à une conclusion fort éloignée de l'idée généralement répandue. Il apparaît en effet que les « syndicats libres » ne représentent actuellement en Allemagne qu'une minorité de la classe ouvrière consciente, puisque avec leur million et quart d'adhérents ils n'atteignent même pas la moitié de la masse touchée par la social-démocratie. La conclusion la plus importante que nous pouvons tirer des faits exposés ici est celle-ci : l'unité complète du mouvement ouvrier syndical et socialiste, indispensable aux futures luttes de masse en Allemagne, est *d'ores et déjà réalisée*; elle est concrètement incarnée par l'énorme masse qui constitue à la fois la base du parti socialiste et celle des syndicats ; les deux aspects du mouvement ouvrier sont confondus dans *l'unité* spirituelle que constitue la conscience de cette large masse. Dans cet état de choses la prétendue opposition entre Parti et syndicats se réduit à une opposition entre le Parti et un certain groupe de dirigeants syndicaux ; mais cette opposition elle-même existe à l'intérieur des syndicats, entre le groupe des dirigeants et la masse des ouvriers syndiqués.

L'énorme développement du mouvement syndical en Allemagne au cours des quinze dernières années, et notamment dans la période de prospérité économique qui va de 1895 à 1900, a tout naturellement entraîné une autonomie plus grande des syndicats, une spécialisation de ses méthodes de lutte et de sa direction, créant ainsi une véritable caste de fonctionnaires syndicaux permanents.

Tous ces phénomènes sont le résultat historiquement explicable de la croissance des syndicats pendant quinze ans, ils sont le produit de la prospérité économique et de l'accalmie politique en Allemagne. Quoique inséparables de certains inconvénients ils n'en sont pas moins un mal nécessaire. Cependant la dialectique de l'évolution veut que ces moyens indispensables au développement du syndicat, se changent, lorsque la situation historique a atteint un certain degré de maturité, en leur contraire et deviennent un obstacle à la continuation de ce développement. Les fonctionnaires syndicaux, du fait de la spécialisation de leur activité professionnelle ainsi que de la mesquinerie de leur horizon, résultat du morcellement des luttes économiques en périodes de calme, deviennent les victimes du bureaucratisme et d'une certaine étroitesse de vues. Ces deux défauts se manifestent dans des tendances diverses qui peuvent devenir tout à fait fatales à l'avenir du mouvement syndical. L'une d'elles consiste à surestimer l'organisation et à en faire peu à peu une fin en soi et le bien suprême auquel les intérêts de la lutte doivent être subordonnés. Ainsi s'expliquent ce besoin avoué de repos, cette crainte devant un risque important à prendre et devant de prétendus dangers qui menaceraient l'existence des syndicats, cette hésitation devant l'issue incertaine d'actions de masse d'une certaine ampleur et enfin la surestimation de la lutte syndicale elle-même, de ses perspectives et de ses succès. Les dirigeants syndicaux, continuellement absorbés par la lutte économique quotidienne, et qui se donnent pour tâche d'expliquer aux masses le prix inestimable de la moindre augmentation de salaires, ou de la moindre réduction du temps de travail, en viennent peu à peu à perdre le sens des grands rapports d'ensemble et de la situation générale. Ainsi s'explique, par exemple, que beaucoup de dirigeants syndicaux aient mis l'accent avec tant de complaisance sur les succès des quinze dernières années sur les millions de marks d'augmentations de salaires au lieu d'insister au contraire sur les revers de la médaille : l'abaissement simultané et considérable du niveau de vie des ouvriers, dû au prix du pain, à toute la politique fiscale et douanière, à la spéculation sur les terrains, qui fait monter les prix de manière exorbitante, bref sur toutes les tendances objectives de la politique bourgeoise qui ont partiellement annulé les conquêtes de quinze ans de luttes syndicales. Au lieu de s'attacher à la vérité socialiste globale qui, tout en

soulignant le rôle et la nécessité absolue du travail quotidien, met l'accent surtout sur la *critique* et les limites de ce travail, on ne défend ainsi qu'une *demi-vérité syndicale*, en ne relevant *que* l'aspect positif de la lutte quotidienne. Et, en fin de compte, l'habitude de passer sous silence les limites objectives tracées par l'ordre social à la lutte syndicale, devient une hostilité ouverte contre toute critique théorique qui soulignerait ces limites et rappellerait le but final du mouvement ouvrier. On considère comme le devoir de tout « ami du mouvement syndical » d'en faire un panégyrique absolu et de montrer un enthousiasme illimité à son égard. Mais comme le point de vue socialiste consiste précisément à combattre cet optimisme syndical inconditionnel, de même qu'il combat l'optimisme parlementaire inconditionnel, on s'attaque finalement à la théorie socialiste elle-même: on cherche à tâtons une nouvelle, théorie syndicale, une théorie qui, contrairement à la doctrine socialiste, ouvrirait aux luttes syndicales sur le terrain même de l'ordre capitaliste, des perspectives illimitées au progrès économique. À vrai dire, une telle théorie existe depuis longtemps : c'est celle du professeur Sombart¹; elle fut inventée tout exprès dans le but de semer la discorde entre les syndicats et le parti social-démocrate allemand et d'attirer les syndicats dans le camp de l'ordre bourgeois. Ces tendances théoriques sont accompagnées d'un changement dans les relations entre les dirigeants et la masse. On substitue à la direction collégiale Par des comités locaux - qui certes présentaient des insuffisances incontestables - une direction professionnelle par des fonctionnaires syndicaux. L'initiative et le jugement deviennent alors pour ainsi dire des compétences techniques spécialisées, tandis que la masse n'a plus qu'à exercer la discipline passive de l'obéissance. Ces inconvénients du fonctionnarisme s'étendent même au parti : ainsi cette innovation récente de l'institution de secrétaires locaux du parti ne serait pas sans danger si la masse des adhérents ne veillait constamment à ce que les secrétaires restent de purs organes exécutifs sans jamais être considérés comme des spécialistes chargés des initiatives et de la direction de la vie locale du parti. Mais, dans la social-démocratie, par la nature même des choses, et par le caractère de la lutte politique elle-même, le bureaucratisme est nécessairement enfermé dans des limites plus étroites que dans la vie syndicale. Dans celle-ci, la spécialisation technique des revendications salariales - citons entre autres l'élaboration d'accords compliqués sur les tarifs - fait qu'on dénie, à la masse des ouvriers syndiqués la possibilité d'avoir une « vue d'ensemble de la vie corporative », ; on se fonde là-dessus pour constater son incapacité de juger la situation. La logique de cette conception a pour résultat l'absurdité suivante : toute critique théorique des perspectives et des possibilités de la pratique syndicale est à bannir, car elle constituerait un danger pour la dévotion aveugle des masses dans les syndicats. On se fonde sur cet argument que seule une foi aveugle et puérole dans la lutte syndicale, unique moyen de salut, peut gagner et conserver à l'organisation les masses ouvrières. C'est tout l'opposé du socialisme, qui fonde son influence sur l'intelligence et le sens critique des masses, leur révélant les contradictions de l'ordre existant et la nature compliquée de son évolution, et exigeant d'elles une attitude critique à tous les moments et à tous les stades de leur propre lutte de classe ; au contraire, d'après la fausse théorie syndicale, les syndicats fondent leur influence et leur puissance sur l'absence de jugement et de sens critique des masses : il faut maintenir intacte la « foi du peuple ». C'est de ce principe que partent nombre de fonctionnaires syndicaux pour qualifier d'attaque contre le mouvement syndical toute analyse critique des insuffisances de ce mouvement. A la fin, ultime résultat de cette spécialisation et de ce bureaucratisme, citons une forte tendance à l'autonomie et à la « neutralité » des syndicats par rapport au parti socialiste. L'autonomie externe de l'organisation syndicale est le produit naturel de sa croissance, elle est née de la division technique du travail entre les formes de lutte politique et syndicale. La « neutralité » des syndicats allemands est, de son côté, un produit de la législation réactionnaire sur les

¹ Werner Somart, économiste et sociologue 1863-1941. A fait des travaux sur le Capitalisme *moderne*. *Spécialiste* du socialisme ; au début, plus ou moins influencé par le marxisme, il en devint plus tard un adversaire acharné. (N. d. T.)

associations et du caractère policier de l'État prussien. Avec le temps, ces deux éléments ont changé de nature. De la neutralité politique des syndicats, état de fait imposé par la contrainte policière, on a tiré après coup une théorie de leur neutralité volontaire dont on a fait une nécessité fondée prétendument sur la nature même de la lutte syndicale. Et l'autonomie technique des syndicats, fondée sur une division du travail pratique à l'intérieur d'une lutte de classe unique, de caractère socialiste, a conduit au séparatisme des syndicats qui se sont détachés du parti social-démocrate, de ses idées et de sa direction, invoquant une prétendue « égalité de droits » avec le parti.

Or cette autonomie et cette égalité apparente entre les syndicats et le parti s'incarnent tout particulièrement dans les fonctionnaires syndicaux, elles sont concrétisées par l'appareil administratif des syndicats. Extérieurement, l'existence de tout un corps de fonctionnaires, de comités centraux absolument indépendants, de journaux corporatifs nombreux et de congrès syndicaux donne l'illusion parfaite d'un parallélisme avec l'appareil administratif du parti social-démocrate, de son bureau directeur, de sa presse et de ses congrès. Cette apparence d'égalité et de parallélisme entre parti et syndicats a entraîné cette conséquence monstrueuse que les congrès du parti et les congrès syndicaux discutant d'ordres du jour analogues, aboutissaient sur le même problème à des résolutions différentes, voire absolument opposées. Les tâches respectives du congrès du Parti - qui est de défendre les intérêts généraux de l'ensemble du mouvement ouvrier - et de la Conférence des syndicats - dont le domaine beaucoup plus étroit est celui des intérêts et problèmes particuliers de la lutte corporative au jour le jour - ont cessé d'être du ressort d'une division naturelle du travail ; on a creusé un fossé artificiel entre une prétendue conception syndicale des choses et une conception socialiste à propos des mêmes problèmes et des intérêts généraux du mouvement ouvrier. Ainsi s'est créé cet étrange état de fait : le même mouvement syndical qui, à la base, dans la vaste masse prolétarienne ne fait qu'un avec le socialisme, s'en sépare nettement au sommet dans la superstructure administrative : il se dresse en face du parti socialiste comme une seconde grande puissance autonome. Le mouvement ouvrier allemand revêt ainsi la forme étrange d'une double pyramide dont la base et le corps sont constitués par une même masse mais dont les deux pointes vont en s'éloignant l'une de l'autre.

De ce qui a été exposé plus haut, les conclusions s'imposent avec évidence : on voit par quelle méthode, la seule naturelle et efficace, l'on peut être créée cette unité compacte du mouvement ouvrier allemand qui est absolument nécessaire en vue des luttes politiques futures et dans l'intérêt même du développement ultérieur des syndicats. Rien ne serait plus faux et plus illusoire que de vouloir établir cette unité par le moyen de négociations sporadiques ou régulières entre la direction du parti et la centrale syndicale sur des questions particulières du mouvement ouvrier. Ce sont précisément les instances supérieures des organisations des deux formes du mouvement ouvrier qui incarnent, nous l'avons vu, leur autonomie et leur séparation ; ce sont ces instances qui donnent l'illusion de l'égalité des droits et de la coexistence parallèle du parti socialiste et des syndicats. Vouloir réaliser l'unité des deux organisations par le rapprochement du Bureau du Parti et de la Commission générale des syndicats ce serait vouloir édifier un pont là où le fossé est le plus large et le passage le plus difficile. Ce n'est pas en haut, au sommet des organisations, dans une sorte d'alliance fédérative, c'est à la base, dans la masse des prolétaires organisés, que se trouve la garantie d'une unité véritable du mouvement ouvrier. Dans la conscience de millions de syndiqués, le parti et les syndicats ne font qu'un, ils incarnent la lutte d'émancipation socialiste du prolétariat sous des formes différentes. D'où la nécessité, pour supprimer les frottements qui se sont produits entre le parti socialiste et une partie des syndicats, de faire coïncider leurs rapports réciproques avec la conscience qu'en ont les masses prolétariennes,

autrement dit, il s'agit de subordonner de nouveau les syndicats au parti, En agissant ainsi on ne fera qu'exprimer la synthèse de l'évolution des faits : les syndicats, d'abord annexés au parti socialiste, s'en sont détachés pour préparer ensuite, à travers une période de forte croissance aussi bien des syndicats que du parti, la période future des grandes luttes de masse ; ce fait même implique la nécessité de réunir Parti et syndicats dans l'intérêt même des deux organisations. Il ne s'agit pas, bien entendu, de détruire toute la structure syndicale dans le Parti ; mais il s'agit de rétablir entre la direction du Parti socialiste et celle des syndicats, entre les congrès du Parti et ceux des syndicats, un rapport naturel qui corresponde au rapport de fait entre le mouvement ouvrier dans son ensemble et ce phénomène particulier et partiel qui s'appelle le syndicat. Un tel bouleversement ne se fera pas sans provoquer l'opposition violente d'une partie des dirigeants syndicaux. Mais il est grand temps que la masse ouvrière socialiste montre si elle est capable de jugement et d'action, il est temps qu'elle manifeste sa maturité pour les périodes des grandes tâches et des grandes luttes à venir ; dans ces périodes c'est -elle, la masse, qui sera le chœur agissant et les directions ne joueront le rôle que de porte-parole, d'interprètes de la volonté de la masse.

Le mouvement syndical n'est pas le reflet des illusions, explicables certes, mais erronées, d'une minorité de dirigeants syndicaux ; il traduit la réalité vivante existant dans la conscience des prolétaires conquis à l'idée de la lutte des classes. Dans cette conscience, le mouvement syndical est un élément partiel de la social-démocratie. « Qu'il ose donc paraître ce qu'il est ¹. »

¹ Allusion à la phrase de Bernstein à propos de la révision nécessaire de la doctrine du Parti : celui-ci doit, écrit-il, avoir « le courage de paraître ce qu'il est aujourd'hui en réalité : un parti réformiste démocrate socialiste » (Voraussetzungen, p. 162). (N. d. T.)